



Nombre de document(s) : **36**
Date de création : **29 mars 2016**
Créé par : **TELECOM-PARISTECH**

table des matières

Le marché du logiciel libre pèse 4,1 milliards en France	
Les Echos - 19 novembre 2015.....	4
Le père du logiciel libre veut sauver la démocratie... en éradiquant Facebook	
Sud Ouest (site web) - 15 mars 2016.....	6
Le logiciel libre en quatre libertés	
Le Bien Public - 25 août 2015.....	8
« On peut créer des alternatives à Google avec le logiciel libre »	
Le Monde.fr - 4 juillet 2015.....	9
Logiciel libre et ESS, une économie à l'intention de tous	
l'Humanité - 3 février 2015.....	11
Logiciels à l'ère libre	
Libération - 18 août 2014.....	13
Microsoft fait son marché à l'école	
l'Humanité - 18 décembre 2015.....	16
« Dégoogliser Internet », le combat d'irréductibles Gaulois du logiciel libre	
La Tribune (France) - 14 octobre 2014.....	18
Frédéric Couchet vient défendre le logiciel libre	
Le Parisien - 12 septembre 2014.....	21
Numérique : la galaxie toulousaine du logiciel libre	
La Tribune.fr - 17 juillet 2015.....	23
Informatique : l'administration tente de réduire le poids de Microsoft	
Les Echos - 15 juillet 2015.....	25

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

Peut-on encore reprendre le contrôle de nos données?	
La Tribune (France) - 27 octobre 2015.....	27
Petits-fours, hôtesse et logiciels... Un lobbying très bien rodé	
L'Humanité - 18 décembre 2015.....	32
Aberkane : comment la NSA nuit aux entreprises... américaines	
Le Point.fr - 14 octobre 2014.....	34
Aberkane - Un système d'exploitation "à la française" ? Non merci !	
Le Point.fr - 25 janvier 2016.....	36
Les députés votent en faveur d'un Windows à la française	
Le Figaro.fr - 22 janvier 2016.....	38
Informatique: le système d'exploitation souverain revient par l'Assemblée	
AFP - Journal Internet AFP (français) - 15 février 2016.....	40
Pourquoi l'idée de créer un OS souverain en France est une erreur	
Les Echos - 25 janvier 2016.....	42
Le responsable de la sécurité informatique de l'Etat fustige le projet d'OS souverain	
Le Monde.fr - 25 janvier 2016.....	44
Microsoft courtise l'Education nationale	
Les Echos - 5 août 2005.....	45
Microsoft France lance un programme multimédia dans les écoles	
Les Echos - 19 mars 1997.....	47
Le PDG de Microsoft sort son chéquier en France	
Le Monde - 10 novembre 2015.....	48
Forum. Le logiciel libre Linux commence à se faire une place dans l'Education nationale face à Microsoft. Une école, des systèmes.	
Libération - 12 mars 1999.....	50
Les premiers enseignements de l'école du futur	
Les Echos - 26 novembre 2007.....	52
Apple et Microsoft prêts à investir 750 millions de dollars dans l'éducation	
Le Figaro.fr - 5 février 2014.....	54
Linux cogne aux fenêtres de Microsoft. Ce système d'exploitation gratuit séduit de plus en plus d'entreprises, menaçant ainsi la suprématie de Windows.	
Libération - 2 novembre 1998.....	56
L'an 1 de la planète communicante	
Le Figaro - 2 février 1999.....	58
Linux, le logiciel libre qui menace Microsoft	
La Tribune (France) - 13 avril 2004.....	63
Tristan Nitot (Mozilla) : "Le logiciel libre progresse à pas de géant"	
Le Monde.fr - 31 mai 2008.....	66
Le cauchemar de Microsoft	
Le Point - 1 août 2003.....	70

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

Des économies avec le logiciel libre titre 1 ligne Les bonnes habitudes...	
l'Humanité - 18 décembre 2015.....	73
Logiciel libre L'ouverture du code	
Libération - 19 octobre 2015.....	74
Amiens invente l'école numérique de demain	
Le Figaro - 22 mai 2008.....	75
L'Ile-de-France distribue 173.000 clefs USB	
Les Echos - 17 octobre 2007.....	77
Une clé USB à tous les lycéens de seconde	
Le Parisien - 9 octobre 2007.....	78
Microsoft présente son premier produit destiné à l'éducation	
La Nouvelle République du Centre-Ouest - 9 mars 2004.....	79

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

Les Echos

Les Echos, no. 22069
High-Tech & Médias, jeudi 19 novembre 2015, p. 28

INFORMATIQUE

Le marché du logiciel libre pèse 4,1 milliards en France

FABIENNE SCHMITT

C'est devenu en quelques années un marché à part entière.

L'« open source » s'impose de plus en plus en France. Alors qu'il était à peine émergent il y a quinze ans, ce marché pèse aujourd'hui 4,1 milliards d'euros, soit une augmentation de 33 % par rapport à 2012, d'après une étude réalisée par Pierre Audoin Consultants pour le Conseil national du logiciel libre (CNLL) et le Syntec numérique, à l'occasion de la première édition du Paris Open Source Summit, qui se tient jusqu'à jeudi. Certes, on est encore loin du poids de l'Amérique du Nord, qui domine ce marché, les grands acteurs Apple, Google, Facebook, Microsoft et autres ayant investi le logiciel libre. Mais, dans l'Hexagone, la dynamique de croissance est réelle.

L'étude prévoit ainsi que le poids du logiciel libre devrait tendre vers les 6 milliards en 2020, le marché, ayant vocation à croître d'environ 9 % par an. Il représenterait alors 13 % du marché hexagonal des logiciels et services, contre 5 % en 2012. Un taux de croissance nettement supérieur à

celui de l'IT (technologie de l'information), qui se situe entre 2 et 3 % en moyenne chaque année. « *L'"open source" est un nouveau marché et plus du tout un marché de substitution comme il était considéré autrefois, donc on entre dans une deuxième phase* », affirme Philippe Montargès, coprésident du CNLL et fondateur d'Alter Way. La généralisation de succès rencontrés par des technologies comme Linux, les grands éditeurs du cloud (OpenStack) ou encore le développement de l'Internet des objets poussent cette croissance.

Facilitateur d'innovation

Aujourd'hui, l'« open source » touche tous les secteurs : le « cloud analytics », le Big Data, la mobilité, les applications... « *Imposant des standards interopérables, l'"open source" est un grand facilitateur d'innovation* », souligne Philippe Montargès. La moitié des acteurs de l'« open source » investissent déjà plus de 15 % de leur chiffre d'affaires dans la recherche et développement (R&D). La R&D, c'est l'ADN de ces

entreprises « open source », qui se sont fait une spécialité de pouvoir proposer une offre de services plus rapidement opérationnelle que celles des entreprises propriétaires de logiciels. Cette croissance entraîne des embauches : le rythme annuel de création nette d'emplois dans l'« open source », qui emploie aujourd'hui 50.000 salariés, se situe entre 3.000 et 4.000 postes. Le secteur crée de nouveaux emplois dans les PME, les ETI et les start-up : 76 % des entreprises sondées prévoient d'augmenter de 20 % leurs effectifs d'ici à 2020. Ce sont avant tout des postes de développeur de logiciels, de chef de projet consultant ou encore dans l'administration, les nouveaux métiers du numérique.

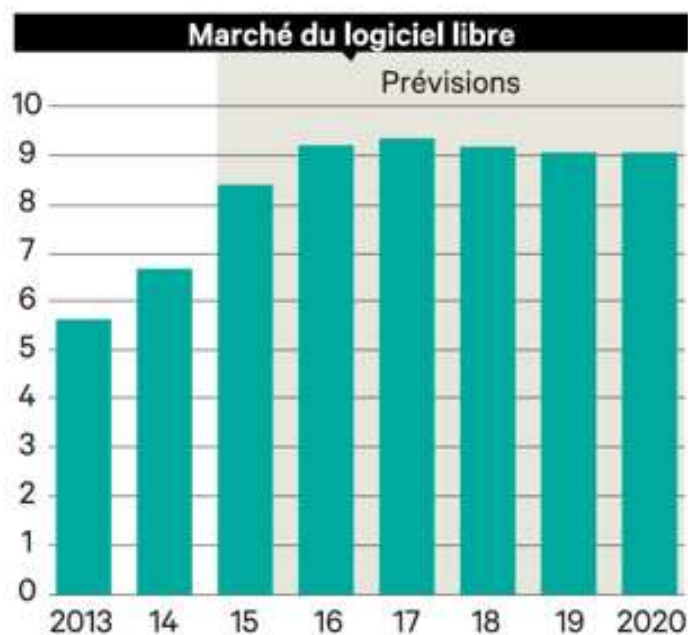
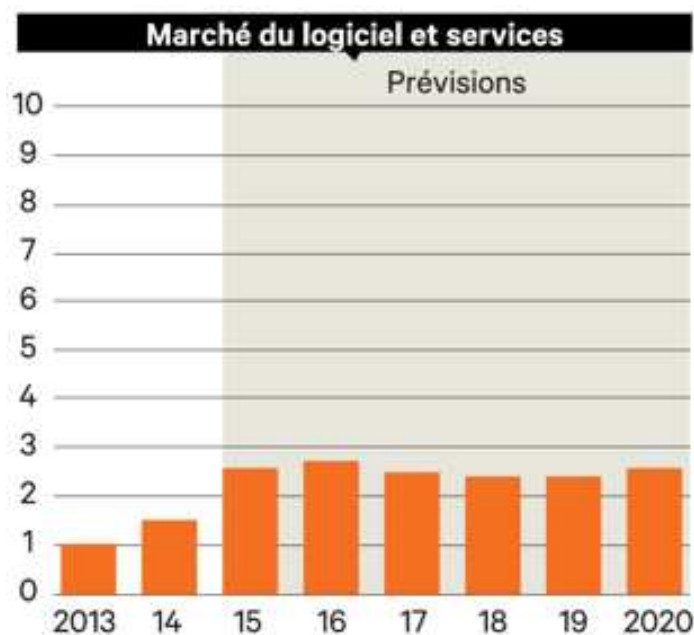
Bien qu'en pleine ébullition dans l'Hexagone, le secteur est essentiellement composé d'entreprises de petite taille. 66 % des acteurs comptent moins de 10 salariés. La France a bien ses champions comme Talend ou BonitaSoft, mais elle reste loin derrière les Etats-Unis.

Fabienne Schmitt

Illustration(s) :

Un marché de l'« open source » en pleine croissance

Croissance annuelle, en %



« LES ÉCHOS » / SOURCE : PAC

© 2015 Les Echos. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20151119-EC-021488447802 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Sud Ouest (site web)

A la Une / économie / Sciences et technologie / , mardi 15 mars 2016

Le père du logiciel libre veut sauver la démocratie... en éradiquant Facebook

SudOuest.fr

Richard Stallman assure que Facebook est "un espace de contraintes" qui entrave la liberté des individus

De passage au Québec, Richard Stallman n'y est pas allé avec le dos de la cuillère au moment d'évoquer le réseau social Facebook. Interrogé par le quotidien Le Devoir, le célèbre programmeur américain, créateur notamment du système d'exploitation GNU/Linux, a lancé : "Il faut éliminer Facebook pour protéger la vie privée".

Facebook, un "espace qui entrave la liberté"

L'homme estime que dans un mode où l'informatique occupe une place de plus en plus prépondérante, la surveillance de la vie privée exercée à travers les réseaux sociaux est une entrave dangereuse à la liberté des individus : "Sans cette vie privée, sans la possibilité de communiquer et d'échanger sans être surveillé, la démocratie ne peut plus perdurer", affirme-t-il.

© PhotoArchives Cottureau Fabien

Concernant Facebook, Richard Stallman assure que le réseau social

"utilise bien plus ses usagers que ses usagers ne l'utilisent. (...) C'est un service parfaitement calculé pour extraire et pour amasser beaucoup de données sur la vie des gens. C'est un espace de contraintes qui profile et fiche les individus, qui entrave leur liberté, qui induit forcément une perte de contrôle sur les aspects de la vie quotidienne que l'on exprime à cet endroit".

Selon l'informaticien militant, les conséquences sociales et politiques ne peuvent être que délétères à moyen ou long terme. "Les entreprises qui soumettent les gens avec ces produits gagnent beaucoup d'argent, argent qu'elles utilisent pour amplifier l'inertie sociale qui bloque toutes les portes de sortie", poursuit-il.

Un appel aux gouvernements

Autre source d'inquiétude, l'influence néfaste de ces réseaux sur les gouvernements : "Une informatique publique dans l'intérêt du peuple n'est pas une informatique dont le contrôle est dans les mains d'entreprises privées qui cultivent le secret sur leurs codes informatiques".

"Le logiciel privé surveille ses utilisateurs, décide de ce qu'il est possible de faire avec ou pas, contient des portes dérobées universelles qui permettent des changements à distance par le propriétaire, impose de la censure. Lorsqu'on l'utilise, on se place forcément sous l'emprise de la compagnie qui le vend".

Pour éviter cette soumission, Richard Stallman appelle les gouvernements à réagir : "Les gouvernements ont un rôle important à jouer pour combattre ces injustices en s'échappant des cadres privés dans lesquels ils se sont placés", dit-il.

"Le système scolaire, aussi, doit apporter sa contribution en n'imposant plus la dépendance des élèves à des entités informatiques privées. Il ne devrait enseigner que le logiciel libre. C'est la seule façon de regagner collectivement la liberté perdue et de reprendre le contrôle sur des activités qui nous ont d'ores et déjà échappé".

© 2016 Sud Ouest (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews·20160315·SOE·345 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

LE BIEN PUBLIC

Le Bien Public

Côte-d'Or - Faits divers, mardi 25 août 2015, p. Côte-d'Or4

Science et Technologie Sciences appliquées Société Médias

Le logiciel libre en quatre libertés

£Le logiciel libre offre la liberté d'exécuter le programme, pour tous les usages. Vous ne recevrez pas ce type de messages : « Période d'essai de 30 jours » ou encore « Cette licence expire le 1er janvier 2016 ».

£Il donne la possibilité d'étudier le fonctionnement du programme et de l'adapter aux besoins de l'utilisateur.

£Il permet de redistribuer des copies à l'infini. Si vous n'avez pas le droit de donner un programme à une tierce personne, cela en fait un programme non-libre, ou privé.

£Enfin, le logiciel libre donne la liberté d'améliorer le programme et de diffuser vos améliorations, pour le bien de toute la communauté.

© 2015 Le Bien Public. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20150825-BP-4622305360285 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

« On peut créer des alternatives à Google avec le logiciel libre »

Gaël Musquet a co-fondé en France la communauté Openstreetmap (OSM) dont il a été le premier président. Ce projet participatif, véritable Wikipedia de la carte géographique lancé en 2004 par le Britannique Steve Coast, s'est donné pour objectif de constituer une carte numérique à partir des contributions volontaires de milliers d'internautes.

Défenseur de l'ouverture des données et du logiciel libre (qui n'appartient pas à une entreprise et peut être utilisé par tous), Gaël Musquet accompagne désormais les collectivités et entreprises d'Ile de France dans l'utilisation des données libres, au sein de la Fonderie, l'agence numérique de la région. Alors que s'ouvrent ce week-end à Beauvais les Rencontres mondiales du logiciel libre, il explique le rôle central du Libre face à la concentration des données.

Vous avez cofondé la communauté OpenStreetMap en France en 2011. Quel bilan en faites vous aujourd'hui ?

On vient de franchir une étape fondamentale, celle de la co-crédation du premier jeu de données d'adresses. La base adresse est consultable sur le site data.gouv.fr où l'on trouve à la fois les jeux de données libérés par la communauté d'OpenStreetMap, et ceux des services de l'Etat, l'IGN et la Poste, ainsi que des outils pour les utiliser. L'enjeu est fondamental en terme d'innovation et d'indépendance.

L'adresse, c'est la première chose dont on a besoin pour retrouver son chemin, calculer son itinéraire, effectuer des livraisons, secourir des blessés...

Quel est l'intérêt d'un tel projet ?

Jusqu'à présent, seules des entreprises comme Google et Amazon avaient les moyens financiers d'acquérir, traiter des adresses pour la localisation des biens et des personnes en France. Les PME capables de concurrencer les grands groupes américains n'ont pas les moyens d'investir dans ces données, ce qui les handicape pour développer de nouveaux services. Il existe un gros potentiel d'innovations autour des données cartographiques. Chaque jour des projets émergent, sur lesquels la communauté OpenStreetMap se mobilise. L'autre chantier c'est d'accompagner l'Etat, les collectivités dans la gestion des données cartographiques pour préserver une indépendance française dans ce domaine. On commence à rejoindre les pays qui ont une démarche innovante dans ce domaine comme le Danemark. Et la démarche fait école puisque les États-Unis et le Brésil suivent le même chemin.

La plupart des grosses entreprises du numérique sont américaines. Comment rétablir un équilibre ?

On a confié aux Gafa la gestion de nos données et de notre vie privée. Avec le mouvement des données et du logiciel libres, nous défendons des projets qui permettent à chacun de se

rapprocher ses données et leur exploitation, pour réduire la dépendance aux entreprises américaines et faire évoluer les pratiques, en créant par exemple des alternatives plus respectueuses de la vie privée. Pour nous, le problème n'est pas que les Gafa existent, c'est qu'il n'existe aujourd'hui QUE les Gafa.

C'est un peu comme pour la nourriture : il faut varier son alimentation. Dans le numérique aussi, des alternatives sont nécessaires. Sinon on risque des conséquences telles que la censure de certains contenus, la concurrence déloyale, l'obsolescence programmée... Il faut une « biodiversité » technique, de solutions. L'autre avantage des communautés, c'est que l'on peut développer sur le long terme des projets humanitaires comme en Haïti ou au Népal où les données cartographiques sont rares; De tels projets n'intéressent pas Google ou alors de manière ponctuelle. On est les seuls à produire ces données et à continuer à travailler bien après les catastrophes.

Le projet Openstreetmap se positionne-t-il comme un concurrent direct de Google maps ?

Nous ne sommes pas dans une logique concurrentielle mais complémentaire. Nous essayons d'entretenir un cercle vertueux en construisant une base de données ouverte à tous. A charge pour les industriels ou n'importe quelle personne inventive de créer des

services, dans le respect des valeurs de la licence que nous utilisons. Ce cadre donne le droit à n'importe qui, y compris une entreprise comme Google, de copier, remixer et même revendre les données produites par la communauté OSM. Il existe une liberté totale, y compris en matière d'usages commerciaux. Mais bien sûr il y a des conditions.

Quels sont les termes de l'échange ?

Il faut respecter la licence ODbL, citer la source des données bien sûr, et surtout partager à l'identique. Dans le cadre de cette licence, lorsque vous mélangez vos données à celles d'OpenStreetMap, vous devez ensuite publier l'ensemble des données sous la même licence ou une licence compatible, ce qui enrichit la communauté en retour.

Des parlementaires européens ont lancé des initiatives pour « démanteler » Google. Qu'en pensez-vous ?

Je ne suis pas convaincu par cette idée. Il ne faut pas se mentir, si Google est aussi puissant, c'est parce que ses services sont simples, faciles, rapides et pas cher. Le seul moyen de créer une concurrence, c'est de s'adapter. Les gens sont prêts à payer

un service, pour peu qu'ils aient la liberté et la qualité. Favorisons plutôt les entreprises en les encourageant à faire aussi simple, beau et rapide, et surtout à utiliser du logiciel libre en finançant les communautés qui y travaillent.

Justement, quel rôle jouent les communautés du logiciel libre dans le processus ?

Il est central. Ces communautés sont à l'origine de l'essor d'Internet dont l'esprit originel est la décentralisation. Elles révolutionnent aujourd'hui encore la manière dont on crée de nouveaux services et produits, l'Internet des objets par exemple. Sans le noyau GNU/Linux, il n'y aurait pas de smartphones ni de navigateurs. Les entreprises américaines l'ont bien compris. Si elles sont si puissantes aujourd'hui, c'est que la plupart ont su exploiter la puissance de ces communautés, sans vouloir réinventer la roue. Apple et Google sont parmi les premiers contributeurs au logiciel libre. Ils ont des centaines de logiciels libres en production et injectent dans ce secteur des milliers de dollars tous les ans.

Et en France ?

Il y a des réticences, par exemple chez les constructeurs de voitures, qui ont du mal à utiliser le logiciel libre, compatible avec les standards du Web, décentralisé et ouvert. Ils verrouillent les véhicules du point de vue informatique. Résultat, les petites entreprises qui veulent créer des services innovant dans les voitures, un nouvel autoradio ou des outils de navigation routière exploités avec du logiciel libre ou des données OpenStreetMap, ne peuvent pas le faire. De leur côté, Google et Apple sont en train de créer leur plateforme automobile avec du logiciel libre. Concrètement, quand l'utilisateur voudra utiliser son smartphone ou sa tablette dans sa voiture, il n'y aura pas de rupture d'utilisation entre le mode piéton et le mode voiture. Quel que soit le navigateur utilisé, le site s'affichera de la même manière.

N'est il pas trop tard pour créer des concurrents d'égale puissance ?

Non, aussi gros sont-ils, les acteurs du numérique restent fragiles. Les parts de marché peuvent s'effriter très vite, pour peu qu'un acteur plus rapide et inventif prenne le relais. Qui se souvient aujourd'hui d'Altavista ou de Caramail, que l'on croyait invincibles ?

© 2015 Le Monde.fr. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20150704-LMF-4670378 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



l'Humanité

Eco Solidaire, mardi 3 février 2015

numérique

Logiciel libre et ESS, une économie à l'intention de tous

Pierric Marissal

Le logiciel libre propose des outils de travail en adéquation avec les valeurs et convictions de l'économie sociale et solidaire. Mais les deux mouvements ont encore beaucoup à s'apporter et à apprendre l'un de l'autre.

Lorsqu'on lui demande quelle est la nature des liens entre le monde du « libre » et celui de l'économie sociale et solidaire, il répond « le partage, l'humain et cette capacité à mettre en commun ». En plus de ses fonctions à la fédération des Maisons des jeunes et de la culture, Laurent Costy est le fondateur de Libre Association, initiative de l'April (Association de promotion et de défense du logiciel libre), visant à promouvoir le logiciel libre au sein des structures associatives et de l'économie sociale et solidaire (ESS) en général. « Migrer vers le libre est non seulement éthique, mais aussi politique. Quand on veut une gouvernance démocratique au sein de l'entreprise, il faut aussi savoir rester maître de son informatique. » Le numérique est aujourd'hui partout et les logiciels libres sont des programmes qui permettent de partager du savoir, d'échanger librement, de manière transparente, de protéger ses données personnelles, mais aussi celles de ses clients ou adhérents.

Le monde du libre s'est tourné naturellement et très tôt vers

l'économie sociale et solidaire, même sans le savoir. Coopératives, associations, fondations... les acteurs du logiciel libre ont choisi les structures qui leur garantissent une gouvernance démocratique, placent l'humain en leur cœur et favorisent la coopération. C'est dans son ADN, explique Laurent Costy : « Le logiciel libre, c'est de la création de richesse, mais à l'intention de tous. Personne ne peut se l'approprier. C'est un bien commun de l'informatique. Cela vient bousculer le capitalisme traditionnel et ça, c'est primordial. » Le libre entend passer d'une société centrée sur la consommation à une société de la contribution, de la collaboration. L'exemple de la fondation Wikipédia le montre très bien. Des milliers de personnes bénévoles ont passé beaucoup de temps, gratuitement, à écrire, compléter ou corriger des articles de manière encyclopédique et accessibles à tous.

Un prix plus juste, débarrassé de licences onéreuses à renouveler

Pour autant, l'ESS ne s'est pas aussi naturellement tournée vers le logiciel libre, ce qui pourtant lui permettrait de mettre en cohérence ses actions et ses intentions, de remettre de l'humain au cœur du système. Consciente de cet écart, l'association Framasoft, véritable porte d'entrée vers le logiciel libre puisqu'elle diffuse, développe et explique comment se

servir de ces programmes dans une démarche d'éducation populaire, vient de décider, au cours de sa dernière assemblée générale, de s'adresser de manière privilégiée à l'ESS. « La fermeture du code d'un logiciel, la propriété privée des outils de travail, l'exploitation des données personnelles, la privatisation des idées, ce sont de vrais enjeux qui concernent tout le monde et l'ESS en particulier. Qui contrôle le code, les données ? Notamment depuis les révélations d'Edward Snowden, ces questions sont devenues de vrais enjeux de société qui dépassent la sphère des spécialistes, assure Alexis Kauffmann, fondateur de Framasoft. Les acteurs du libre doivent travailler pour que la sensibilisation soit de plus en plus large. »

La propriété intellectuelle dans le monde du logiciel pose non seulement un problème éthique, mais relève aussi de choix économiques. Si l'utilisation du libre n'est pas forcément gratuite, son prix est plus juste car il est débarrassé des licences onéreuses à renouveler régulièrement. Ses autres avantages les plus souvent cités sont notamment la sécurité des logiciels et le respect de la vie privée. À l'inverse, le principal frein à la migration reste la complexité d'utilisation et le temps comme l'effort nécessaires à la formation des collaborateurs. Quitter Word ou Windows pour passer à des

équivalents libres n'est pas forcément évident. « Il ne faut pas dire aux gens : "Allez-y, passez au libre, c'est facile." Ce serait contre-productif. Il faut être clair : cela peut demander un effort. Mais des associations, des passeurs, sont là pour aider, pour accompagner, et cela en vaut la peine. Il ne faut pas oublier que beaucoup de gens subissent l'informatique comme une contrainte. C'est aussi pourquoi des associations comme l'April et Framasoft se revendiquent de l'éducation populaire », explique Laurent Costy. Alexis Kauffmann renchérit et prend l'exemple d'Apple, « une prison dorée, ergonomiquement très bien faite. C'est très compliqué de faire bouger les gens habitués à Apple. C'est pour cela qu'il faut proposer du libre ergonomiquement de mieux en mieux pensé. Migrer vers le libre doit demander le moins de temps et d'effort possible ». En plus des développeurs, la communauté du libre doit donc s'ouvrir aussi à des passeurs, des ergonomes, des traducteurs...

Les exemples de coopération naturelle entre le libre et l'ESS existent

L'un des gros avantages du libre est aussi la possibilité d'adapter

parfaitement l'outil à ses besoins, plutôt que d'adapter son fonctionnement à un logiciel propriétaire. « Dans le développement d'un logiciel, on peut mutualiser les besoins et les moyens », explique Laurent Costy. Il donne ainsi l'exemple du développement d'un logiciel de gestion d'adhérents pour les associations et les MJC, baptisé Golem par son concepteur. « On a consulté les fédérations qui pourraient avoir les mêmes besoins que nous, ainsi que différents types d'associations. On a mutualisé nos moyens, trouvé un soutien financier, notamment auprès du conseil régional de Bourgogne. Pour développer le projet, on s'est tourné logiquement vers une Scop. » Le logiciel, encore en cours de développement, respectera les quatre libertés du logiciel libre (voir notre lexique) et pourra être proposé à d'autres associations. Le développeur est, lui, payé pendant le développement du logiciel et peut ensuite vendre du service aux structures qui ont besoin d'installer et d'adapter le programme à leurs besoins. Cela crée un bien commun pour les associations qui sera alimenté et enrichi au fur et à mesure.

Autre exemple, l'association Framasoft est installée au sein des Locaux Motiv' à Lyon, réservés à des structures de l'ESS, et partage son espace de travail avec une société de production audiovisuelle. Celle-ci a réalisé un web-documentaire sur les conséquences de l'austérité dans différents pays européens, qu'elle voulait diffuser largement sous Creative Commons, une licence permettant une diffusion large et un enrichissement par la communauté. À la sortie du web-documentaire, Framasoft s'est aperçu qu'il avait été développé avec Flash, technologie propriétaire d'Adobe qui n'est pas lue par tous les ordinateurs, téléphones et tablettes. Mobilisant une dizaine de développeurs militants du libre durant un week-end, l'association a codé une nouvelle version en HTML 5, langage de programmation ouvert qui a rendu le travail accessible à toutes les plates-formes. Les exemples de coopération naturelle entre le libre et l'ESS existent. Ne reste plus qu'à généraliser ces convergences.

© 2015 l'Humanité. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20150203-HU-293487 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Libération
Cahier Été, lundi 18 août 2014, p. ETE1

Logiciels à l'ère libre

Depuis les années 80, un système collaboratif permet à tous d'étudier, de modifier et de distribuer des programmes, parallèlement aux géants de l'informatique, dont les outils briment l'utilisateur.

Erwan CARIO

Les chemins de la liberté, certains logiciels les arpentent depuis le milieu des années 80. Petit à petit, discrètement, ils se sont imposés dans la plupart des rouages de l'informatique moderne. Pour apprendre à les connaître, rien de plus simple : ouvrez un navigateur Web (Firefox de préférence, pour les besoins de l'exercice), utilisez votre moteur de recherche favori, tapez «*logiciel libre*», puis cliquez sur le premier lien qui apparaît. En quatre étapes, vous êtes sur le point d'en savoir plus sur le sujet et, surtout, vous êtes maintenant un utilisateur aguerri de logiciels libres (*lire ci-contre*). Rien que pour ces manipulations, des dizaines d'entre eux sont entrés en action. Liste non exhaustive : Firefox, les ordinateurs du moteur de recherche tournent très probablement sous GNU-Linux, et les informations sont envoyées par Apache; la sécurité est, elle, gérée par OpenSSL; pour afficher ses résultats, Wikipédia (puisque c'est lui, le premier résultat, comme d'habitude) utilise MediaWiki, développé en PHP et qui utilise la base de données MySQL. Et on vous passe tous les bouts de code qui se chargent du transport des données dans les tuyaux du réseau mondial.

Servir la collectivité

Le voyage du logiciel libre a démarré en 1980, au Massachusetts Institute of Technology (MIT), près de Boston, aux Etats-Unis, là où commencent nombre d'histoires quand on parle d'informatique. Richard Stallman, programmeur au laboratoire d'intelligence artificielle du célèbre institut, vient d'envoyer une cinquantaine de pages à imprimer sur la toute nouvelle imprimante laser du département. Mais quand il arrive, seules quatre sont sorties, et ce ne sont même pas les siennes (1). Cette plaie du bourrage papier ! Stallman connaît bien le problème. Quelques années plus tôt, il a modifié le programme d'une autre imprimante pour qu'elle prévienne les utilisateurs en cas de bourrage, et il compte bien faire de même avec cette nouvelle venue offerte par Xerox.

Il découvre alors que la société n'a pas transmis le code source du driver de l'imprimante. Impossible, donc, de l'améliorer. Pire, lorsqu'il s'enquiert auprès d'un autre chercheur, qu'il sait proche de Xerox, de la disponibilité du code, ce dernier refuse de le partager, à cause d'un accord de confidentialité.

Pour Stallman, c'est une trahison de l'esprit des codeurs informatiques qui, jusqu'ici, étaient prêts à collaborer. Cette anicroche est un élément déclencheur : pour servir la

collectivité, les logiciels doivent être libres. On doit donc pouvoir les distribuer, les modifier et les utiliser à sa guise et sans contrainte. Il quitte le MIT en 1984 pour se consacrer au développement de GNU, un système d'exploitation libre (qui sera combiné au noyau Linux un peu plus tard pour aboutir à GNU-Linux), fonde la Free Software Foundation en 1985 et publie en 1989 la première version de la licence publique générale GNU, qui sert de base légale à la prolifération des logiciels libres. Mais si de nombreux programmeurs décident de suivre Stallman dans sa longue épopée, le grand public, lui, est à des années-lumière de ces préoccupations. En effet, lorsque les ordinateurs personnels commencent à débarquer dans les foyers au milieu des années 90, ils sont accompagnés des outils d'une firme quasi monopolistique sur le secteur : Microsoft. Et il n'y a rien de moins libre qu'un logiciel estampillé du logo du géant de Redmond. Windows, Word, Excel, Internet Explorer, tous ces programmes fonctionnent comme des boîtes noires, et leurs secrets de fabrication sont inaccessibles à leurs millions d'utilisateurs.

A la fin des années 90, Alexis Kauffmann faisait partie de ceux-là. «*Je ne me posais pas vraiment de questions. Et puis je suis tombé un*

jour sur un article intitulé "Comment informatiser intelligemment les écoles ?" L'auteur y parlait de logiciel libre, et j'ai découvert un univers qui dépassait l'informatique. C'était un système d'intelligence collective et collaborative. Richard Stallman ne parle pas de technique, il parle d'éthique. Le mouvement du logiciel libre est un mouvement social.» Kauffmann décide alors de consacrer son énergie à faire connaître ce mouvement et à aider les autres utilisateurs à se libérer des logiciels propriétaires (ou «privateurs», selon la terminologie de Stallman). Il fonde ainsi Framasoft, un site qui référence les logiciels libres et qui est devenu, avec les années, une association gérant une multitude d'activités : maison d'édition (de livres sous licence libre, bien sûr), fournisseur de services en ligne (l'éditeur collaboratif Framapad) ou encore distributeur d'une clé USB contenant une foultitude de logiciels et de livres, ainsi que la totalité du Wikipédia francophone (la Framakey).

Tristan Nitot, lui, aurait pu tomber plus tôt dans la marmite du logiciel libre : «Au milieu des années 80, avant mon bac, j'avais réussi à m'incruster dans les locaux du Centre mondial informatique et ressources humaines, une structure créée par Jean-Jacques Servan-Schreiber. Je squattais les ordinateurs jour et nuit, et j'y ai croisé plusieurs fois Stallman. J'utilisais même Emacs, l'éditeur de texte qu'il avait développé. Mais, bon, je ne savais pas vraiment qui c'était. Je l'ai compris bien plus tard.» Dans les années 90, Nitot rejoint Netscape, à l'époque le

navigateur concurrent d'Internet Explorer. Mais, en 1998, incapable de résister au navigateur de Microsoft (gratuit et installé par défaut avec Windows), Netscape décide de rendre gratuit son Communicator et de passer le code source sous licence libre. Ce sont les débuts du grand projet Mozilla, qui aboutit en 2004 à la sortie du navigateur Firefox, un des premiers logiciels libres à toucher massivement le grand public. «Le truc incroyable avec Firefox, c'est le travail en commun à l'échelle de la planète. La puissance du libre, c'est d'être capable de changer le monde grâce à la production collaborative d'une richesse non marchande. Et, surtout, on est au service d'une seule entité : l'utilisateur final. C'est lui que nous voulons rendre libre.»

«Se libérer de Google»

Cette attention à l'utilisateur, c'est aussi ce qui motive Jean-Baptiste Kempf, qui s'occupe depuis 2005 de VLC, le célèbre lecteur vidéo représenté par un cône de chantier : «C'est peut-être un peu utopiste et ridicule, mais on veut avant tout créer des trucs cool pour les gens.» Depuis le milieu des années 90 et les débuts du projet au sein de l'Ecole centrale Paris, plus de 700 personnes ont participé au développement de ce logiciel capable de lire n'importe quel format de vidéo. Avec plus de 1,3 milliard de téléchargements, VLC s'est imposé au grand public. Une satisfaction pour Kempf, qui regrette cependant que la plupart des utilisateurs en ignorent l'aspect libre : «VLC est considéré comme normal par une majorité. Par défaut, ils ont le cône sur leur bureau, mais ils ne

comprennent pas qu'une des fonctionnalités de VLC, c'est justement d'être libre : on ne les flingue pas, on ne regarde pas ce qu'ils font. C'est aujourd'hui aussi important que le reste.»

Début août, Firefox a dépassé Internet Explorer en nombre d'utilisateurs en France. VLC est devenu incontournable. LibreOffice permet de se passer de la suite bureautique de Microsoft, et même les jeux vidéo commencent à devenir compatibles avec GNU-Linux, notamment grâce à la plateforme Steam.

L'heure n'est pourtant pas à la fête au sein de la communauté. «Le cloud et la mobilité sont venus tout bouleverser en très peu de temps, s'alarme Alexis Kauffmann. Face à l'adoption massive des services de Google, à la collecte des données par Facebook, aux applis mobiles et à tous ces systèmes qui cherchent à enfermer les utilisateurs, le logiciel libre n'est plus suffisant. Il faut maintenant apprendre aux internautes à se libérer de Google.» Même constat pour Tristan Nitot : «La clé de voûte de notre mouvement, c'est la liberté de l'utilisateur, et cette liberté n'a jamais été autant menacée. On a changé de paradigme : aujourd'hui, il faut que la communauté du logiciel libre s'attaque de front au sujet de la décentralisation du Web. On a libéré les logiciels, et il faut continuer à le faire. Mais il faut aussi libérer les serveurs et les données qui sont dedans.»

(1) «Richard Stallman et la révolution du logiciel libre» de Sam Williams, éd. Eyrolles. Disponible sur Framabook.org

© 2014 SA Libération. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20140818-LI:f30561f6-261b-11e4-a4b7-d20183191303 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



l'Humanité

Cuisine, vendredi 18 décembre 2015

éducation

Microsoft fait son marché à l'école

Sylvie Ducatteau et Pierrick Marissal

Le 30 novembre dernier, l'éducation nationale a signé un partenariat avec Microsoft, confiant au géant du logiciel, qui signe là un chèque de 13 millions d'euros, le soin de développer le plan numérique à l'école. Une collusion d'intérêts qui fait bondir tous les défenseurs du logiciel libre et nombre de syndicats.

Dans cet accord, Microsoft déroule son plan de diffusion de ses technologies au sein de l'éducation nationale, de l'administration aux salles de classe. Ce programme de conquête va être relayé par 2 500 chefs d'établissement, que l'accord présente comme ceux qui « portent la responsabilité de convaincre et de mobiliser les enseignants ». Ils seront préalablement formés par Microsoft France dans des ateliers de « conduite du changement »...

Dûment formés, les chefs d'établissement vont pouvoir organiser l'installation dans les écoles des outils Microsoft à destination des élèves. Tous utiliseront ainsi Office 365, la suite bureautique en ligne, qui sera l'outil de base pour mettre en place un « tableau de bord numérique » pour chaque élève. Ce dernier y trouvera des exercices en ligne, élaborés par Microsoft ou ses partenaires. Notamment un « jeu sérieux » pour apprendre le code informatique, basé sur Minecraft, jeu

de construction très populaire chez les jeunes et... racheté l'année dernière par Microsoft pour la coquette somme de deux milliards d'euros. Faut bien rentabiliser ses investissements !

Microsoft aura accès à une multitude de données

Le tableau de bord individuel permettra à chaque élève de stocker des documents, ses devoirs, d'échanger avec ses camarades et enseignants, d'organiser des travaux en commun... Le tout sera soigneusement hébergé et enregistré par Microsoft. Le suivi et la « mesure » des performances des élèves font aussi partie de l'accord. Progression des notes, temps de travail... Microsoft aura accès à toutes ces données et a promis à la ministre de l'Éducation nationale des algorithmes qui vont analyser et « profiler » les enfants. Enfin, les enseignants ne sont pas oubliés : « 1 000 jours » de formation sont prévus pour leur apprendre à utiliser cette « salle de classe en ligne ».

Un choix « aberrant » selon la CGT éduc'action

Ce partenariat inquiète les principales associations de défense du logiciel libre et cinq syndicats d'enseignants (CGT, Unsa, SUD, Sgen et la Fédération des enseignants documentalistes). Dans une déclaration commune, ils dénoncent «

une collusion d'intérêts ». « Microsoft va disposer d'une vue d'ensemble de l'éducation puisque les données, privées, concernant les personnels et les élèves vont lui être confiées », s'insurge Mathieu Brabant, secrétaire national de la CGT éduc'action. « Ce choix est d'autant plus aberrant que l'éducation nationale dispose des ressources humaines compétentes pour créer ses propres outils, qui garantiraient la sécurité des données bien mieux que les prestataires privés », complète Florian Reynaud, président de la Fédération des enseignants documentalistes de l'éducation nationale (Fadben).

Mais voilà. Pour Microsoft, l'intérêt est considérable. Le marché du numérique à l'école est évalué à 100 milliards d'euros à échelle mondiale. Et on en attend une croissance de 1 500 % sur dix ans ! En France, le ministère de l'Éducation souhaiterait que 100 % des collégiens soient équipés d'une tablette tactile à la rentrée 2018. Un appel d'offres est en préparation, et Microsoft est dans les starting-blocks. Mais, plus important pour le géant, lorsqu'un élève apprend dès l'école à se servir de certains logiciels et outils, il y a fort à parier qu'il souhaite retrouver le même environnement informatique à son domicile et, plus tard, dans sa vie professionnelle. Un apprentissage logiciel, c'est développer une familiarité avec une interface et des

mécanismes. Lorsqu'on en change, il faut tout réapprendre. Microsoft, en s'installant fermement à l'école, s'assure ainsi un bel avenir. L'argument est double : le géant explique aussi à l'éducation nationale qu'il faut former les élèves sur les outils les plus couramment utilisés au travail en entreprise, c'est-à-dire de la marque Microsoft...

Les enseignants plébiscitent plutôt « un accès libre aux ressources »

Autre point de contestation : les logiciels que vont utiliser les élèves sont fermés, privés. Leur utilisation risque d'exclure les logiciels libres et ouverts, pourtant déjà très utilisés à l'école. Bruno Coudouin, le créateur de GCompris, un logiciel libre usité par des milliers d'enseignants et d'élèves de primaire, explique tout l'intérêt du libre. « Lors d'une séance

d'apprentissage de l'utilisation de la souris, un enseignant a repéré que des élèves réussissaient l'exercice en bougeant la souris rapidement dans tous les sens. Ce qui n'était pas le but. Il a pu modifier le code pour que le jeu annule les déplacements trop rapides. Cette amélioration est désormais disponible pour l'ensemble des utilisateurs. » Cette ouverture est rendue impossible avec les outils de Microsoft, soigneusement fermés. « Cet accord va à l'encontre des valeurs et des pratiques de partage que nous mettons en avant depuis de nombreuses années », déplore Bruno Coudouin. Pour le responsable de la Fadben, Florian Reynaud, ce partenariat sape aussi le travail quotidien auprès des élèves, dont « on essaie de nourrir l'esprit critique en leur montrant qu'il existe des

alternatives aux géants Google, Facebook et Microsoft... ».

Cet accord contredit, enfin, les attentes de la majorité des 60 000 participants à la consultation nationale « sur le numérique dans l'éducation », organisée au début de l'année par Najat Vallaud-Belkacem. 95 % d'entre eux plébiscitaient pour les élèves et les professeurs « un accès libre aux ressources culturelles et scientifiques des établissements publics ». De nombreuses propositions ont émergé de cette consultation, telle la création d'une licence numérique « enseignement » gratuite et s'appuyant sur... le logiciel libre. Interpellée, la ministre s'en est tenue à un laconique message via Tweeter : « Éditeurs du libre, n'hésitez pas à proposer »... Un peu court.

© 2015 l'Humanité. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20151218-HU-320837 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Tribune (France), no. 5564
Focus, mardi 14 octobre 2014, p. 8,9,10,11

Le Buzz

« Dégoogliser Internet », le combat d'irréductibles Gaulois du logiciel libre

Delphine Cuny

Proposer des alternatives aux services populaires des géants du Web, c'est la démarche de l'association de promotion des logiciels libres Framasoft. Un combat essentiel et salubre après l'affaire Snowden, ou bien utopique et perdu d'avance? Décryptage.

Une carte de France, piquée d'un étendard « NSA », une loupe zoomant sur un « village libriste », cerné de garnisons d'envahisseurs tels que Google Search, YouTube, Skype, etc. : le visuel de la campagne « Dégoogliser Internet », directement inspiré des aventures d'Astérix, a l'avantage de parler au grand public. L'association de promotion des logiciels libres Framasoft se présente ainsi comme un groupe d'irréductibles Gaulois résistant aux « services centralisés de géants tentaculaires », notamment Google, point d'entrée incontournable du Web, mais pas seulement. Surfant sur l'effet Snowden et la polémique créée par le dévoilement du programme Prism de surveillance généralisée par l'agence américaine du renseignement (NSA), cette association française à but non lucratif veut faire connaître des alternatives « libres, éthiques, décentralisées et solidaires » aux services qu'elle considère « menaçants pour nos vies numériques. »

« Parce que les Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft et

autres sont en train de prendre le contrôle d'Internet de manière insidieuse. En vous proposant gratuitement des services (souvent d'excellente qualité) comme Google Docs, Skype, Gmail ou Google Maps, ils deviennent des points de passage quasi-obligés de votre navigation [...] Nous sommes devenus des produits pour ces entreprises qui, en collectant toujours plus d'informations sur nous, monnaient notre profil et notre vie privée. Ce n'est pas le Web que nous voulons. Ce n'est pas la société que nous espérons », écrit Alexis Kauffmann, le fondateur de Framasoft, dans le manifeste expliquant son modeste « plan de libération du monde. » »

Espionnage et vie privée

L'initiative insiste en effet sur les thèmes porteurs de l'espionnage et du respect de la vie privée, afin de sensibiliser le grand public, au-delà de la petite communauté du logiciel libre, aux questions habituellement réservées aux « geeks » telles que le type de programmes (propriétaire ou ouvert) et l'hébergement des données.

Le mois dernier, Julian Assange, le fondateur de Wikileaks lançait, dans une interview à la BBC, (lien : <http://www.bbc.com/news/uk-29258834>) que « le business model de Google est l'espionnage. Google

génère plus de 80% de ses recettes en collectant des informations sur les gens, en les agréant, les stockant, les indexant, afin de bâtir des profils qu'il vend ensuite à des annonceurs et à d'autres. Son mode de fonctionnement est presque identique à celui de la NSA ». Pour autant, « Dégooglisons Internet » ne vise pas seulement le géant de Mountain View ni même uniquement les entreprises au modèle économique fondé sur la publicité :

« Google Docs, Skype, Dropbox, Facebook, Twitter, Google Agenda, Youtube, Doodle, Yahoo! Groups, et bien d'autres sont des services extrêmement pratiques, mais ils sont devenus bien trop gros et nous ont rendus dépendants. [...] Evidemment, nous n'avons pas la prétention de concurrencer ces services, nous souhaitons juste proposer un espace numérique neutre, non-commercial et non-agressif envers ses utilisateurs », insiste « Dégooglisons Internet. » »

Comment remplacer l'inégalé Google, ses milliards de pages web référencées et sa part de marché de plus de 90% dans la recherche en France? Framasoft indique travailler à une alternative au moteur de recherche, dont la sortie est promise pour cette année. L'association, issue du monde de l'éducation, a déjà le plan B à Facebook : avec Framasphère (lien : <https://framaspHERE.org/>), qui

s'appuie sur le réseau social libre Diaspora* (lien : <https://blog.diasporafoundation.org/>), vous pourrez garder le contrôle de vos données et échanger messages et photos « sans craindre la censure »... mais peut-être pas retrouver vos amis d'enfance faisant plus probablement partie des 1,3 milliard d'utilisateurs du géant américain.

Il faut parfois des « tutoriels », des modes d'emploi dont le seul nom peut rebuter l'internaute lambda, car les interfaces ne sont pas forcément aussi intuitives que ces services conçus par des armées de développeurs. Un outil de rédaction collaborative? Il existe déjà, c'est Framapad (lien : <http://framapad.org/>), un traitement de texte en ligne utilisable à plusieurs, « encore plus simple à utiliser que Google Docs », affirme Tristan Nitot, fondateur de Mozilla Europe et membre du Conseil national du numérique, qui qualifie l'initiative de « très intéressante, forcément utopique, mais c'est une première étape nécessaire vers un Web moins centralisé autour de quelques énormes sites ». Framasoft projette aussi une alternative à Skype l'an prochain, une autre à Twitter et une à YouTube en 2016.

Une campagne de dons ?

L'association de bénévoles ne manque pas d'appeler les personnes intéressées à faire un don, défiscalisé : pour mener à bien sa vingtaine de projets, Framasoft aurait besoin de 180.000 euros « soit 2,27 secondes de chiffre d'affaires quotidien de Google ». La démarche fait grincer des dents certains qui raillent une opération de promotion, « une campagne de dons » pour Framasoft, lequel se ferait « de la pub

sur le dos de Google » ou celui d'Edward Snowden. Le blogueur Tanéleo (lien : <http://www.taneleo.fr/article/hold-up-libre-bayart-framasoft-quadrature-net.php>) dénonce même « le hold-up du libre » mené par Framasoft, l'association la Quadrature du Net et Benjamin Bayart (porte-parole de l'association de fournisseurs d'accès FDN) qu'il accuse d'instrumentaliser et de politiser le mouvement du logiciel libre. Il soulève surtout les points faibles de l'initiative :

« « Les gens ne veulent pas d'une informatique-tamagotchi : ils ne veulent pas à avoir à gérer, installer, configurer, mettre à jour leurs logiciels. Ils veulent du service. Entre autres conséquences, l'auto-hébergement n'est pas du tout ce qui est recherché par les usagers du Net » fait valoir ce blogueur, qui ajoute « les gens n'ont pas envie d'investir du temps et des efforts dans la protection de leurs données sur Internet : et ils ont raison, ce n'est pas à eux de le faire, mais au législateur d'imposer un cadre garantissant la protection de ces données. » Il observe aussi que « les gens n'ont pas envie que leurs logiciels soient source d'une vie sociale sur le Net comme c'est le cas pour les geeks (échanges sur les forums, réseaux sociaux, etc...). » »

Les limites du modèle gratuit

Sur Twitter, certains jugent même la démarche « schizophrène » car Google finance largement, directement et indirectement, le monde du logiciel libre: il fait partie des principaux contributeurs financiers de la fondation Linux, il verse aussi des royalties à la fondation Mozilla, à l'origine du navigateur Firefox, qui se finance

ainsi en plaçant Google comme moteur de recherche par défaut.

« « Les serveurs de Google tournent sous Linux, Android aussi. Google a intérêt à améliorer le noyau Linux, cela a tout simplement du sens sur le plan business qu'il finance Linux. Mais il ne vient pas de l'univers du libre: on ne connaît pas le code source de son moteur de recherche ! », relève Tristan Nitot, « l'évangéliste en chef » de Mozilla. »

Et le triomphe d'Android n'est pas celui du logiciel libre, qui peine à trouver sa place dans un univers post-PC où l'Internet se consomme de plus en plus en mobilité, où Firefox essaie d'ailleurs de percer. « Le logiciel libre a besoin de trouver un second souffle à l'ère du cloud », reconnaît Tristan Nitot.

Au-delà de la polémique au sein du microcosme, la campagne « Dégooglisons Internet » est révélatrice d'un « bouillonnement d'initiatives, de startups notamment, de projets de logiciels libres pour reprendre le contrôle de sa vie numérique » observe cet expert du Web et ardent défenseur de sa « décentralisation », préconisant l'hébergement au plus près de l'utilisateur, « idéalement chez soi. » Il cite les exemples du projet français de service de courrier électronique CaliOpen de Laurent Schemla (Gandi) ou du logiciel de messagerie sécurisée des Islandais de MailPile.

« « Si on ne veut plus monétiser les données, il se pose un problème de modèle économique: il faut financer les coûts d'hébergement. Le grand public va devoir revenir du modèle gratuit », prédit Tristan Nitot, qui raconte la fable des « deux cochons dans une étable qui discutent du

modèle gratuit. L'un se félicite de la nourriture gratuite, l'autre du toit fourni. Mais ils vont tous les deux finir en saucisse ! De plus en plus de gens comprennent cette fable depuis les révélations de Snowden. » »

Il préconise d'ailleurs une mesure simple, à soumettre peut-être au tout nouveau "Chief Data Officer" de la République : « Donner un nom de domaine à toutes les familles françaises : ce serait un premier pas

de reprise de contrôle de nos vies numériques. »

Illustration(s) :



reuters.com

© 2014 La Tribune. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20141014-TR-901228 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Parisien

Seine-Saint-Denis, vendredi 12 septembre 2014, p. 93_E_4

Seine-Saint-Denis

Frédéric Couchet vient défendre le logiciel libre

C.G.

[/espace-premium/seine-saint-denis-93/frederic-couchet-vient-defendre-le-logiciel-libre-12-09-2014-4127771.php](#)

[/espace-premium/seine-saint-denis-93/frederic-couchet-vient-defendre-le-logiciel-libre-12-09-2014-4127771.php](#)

RICHARD STALLMAN, programmeur américain et fondateur du mouvement du logiciel libre (GNU/linux) il y a trente ans sera présent ce vendredi, à 17 h 30, à la fête de l'Huma, à La Courneuve. En cette période de révolution numérique, son intervention est très attendue et devrait porter sur « les droits de l'Homme dans votre ordinateur ». La conférence, dirigée par l'équipe de militants PC de Yann le Pollotec, se déroule, à la fête de l'Huma, dans le cadre d'un grand espace thématique consacré au « monde du libre, aux hackers et aux fablabs ».

Parmi les intervenants avec lesquels les visiteurs pourront discuter, il y aura des membres de l'Association pour promouvoir et défendre le logiciel libre (April). Son délégué général, Frédéric Couchet qui vit à Saint-Denis a cofondé cette

association il y a 18 ans, alors qu'il terminait ses études à la fac de Paris-8, à Saint-Denis. Il est parmi les spécialistes du logiciel libre en France.

« L'idée est d'expliquer aux utilisateurs qu'une autre informatique existe. Il est important d'aller dans des lieux populaires, qui brassent beaucoup de gens, qu'ils viennent pour leurs idées politiques ou juste pour les concerts », estime Frédéric Couchet. Pendant les trois jours de la fête de l'Huma, les visiteurs pourront s'essayer à l'utilisation d'une imprimante 3D, à l'atelier soudure et profiter de l'installation de GNU/linux. Deux fablabs, La Fabrique du Ponant et celui de la Cité des Sciences seront présents avec du matériel de démonstration. « Le logiciel libre s'adresse aux gens qui veulent comprendre. Nous sommes là pour démocratiser, ouvrir la boîte noire, faire découvrir l'outil informatique, jouer avec, partager et enrichir les connaissances. On défend un modèle, décrit le spécialiste. L'objectif est de reprendre le contrôle numérique. »

Plus précisément, l'enjeu est de développer une alternative. « La

première liberté est celle de l'utilisation. Il faut par exemple pouvoir donner le choix aux acheteurs de leur système d'exploitation, poursuit Frédéric Couchet. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas puisqu'il est déjà préinstallé dans les machines. Tout cela pose les questions de la vente forcée. » L'April qui compte aujourd'hui 4 000 adhérents ne se contente pas de promouvoir ses idées auprès du grand public. L'association exerce aussi son influence auprès des pouvoirs publics, pour tenter de faire évoluer les textes législatifs. Mardi, Frédéric Couchet avait par exemple rendez-vous avec le conseiller numérique du Premier ministre. Et hier, l'April rencontrait un député sur les aspects de consommation et droits d'auteur.

Ce goût du logiciel libre, Frédéric Couchet l'a hérité de son passage à l'université de Paris-8. « Quand j'y suis entré, les profs nous ont dit : " Vous êtes là pour apprendre. Faites ce que vous voulez". » Frédéric Couchet a adhéré. Depuis, il est d'ailleurs resté vivre à Saint-Denis. « Cette ville est un mystère. Elle est difficile au premier abord mais on s'y attache. »

Illustration(s) :



(LP/C.G.)

© 2014 Le Parisien. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20140912-PA-4127771 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Tribune.fr

INNOVATION, vendredi 17 juillet 2015 - 18:44

Numérique : la galaxie toulousaine du logiciel libre

Florine Galéron

Éditeurs, développeurs, associations... La métropole toulousaine compte aujourd'hui en son sein une vingtaine d'acteurs du logiciel libre (licence libre de droits). Un tout petit écosystème comparé aux grandes industries de la capitale régionale, mais ce secteur en plein essor recrute à tour de bras et certains éditeurs, à l'image d'Ametys ou BlueMind, ont réussi en cinq années à acquérir une stature nationale voire internationale.

objectifnews.latribune.fr

Ametys, Avencall, BlueMind, Objectif Libre... Ces noms ne vous disent peut-être rien, pourtant ils sont les fleurons du logiciel libre à Toulouse. Contrairement aux outils du géant Microsoft, les logiciels libres sont distribués selon une licence libre qui permet à ses utilisateurs d'exploiter (souvent de manière gratuite) l'outil et de pouvoir le modifier. Au-delà des gains en termes de coûts, ces logiciels permettent aux utilisateurs de garder une certaine maîtrise sur le logiciel. Face aux pionniers du marché à l'image de Mozilla Firefox, Open Office ou VLC, quelques Toulousains parviennent à conquérir une large audience dans le milieu. Les éditeurs Pierre Baudracco est le PDG de BlueMind, un outil de messagerie collaborative. Il est également président de l'association SoLibre et, pour lui, Toulouse est bien

positionnée sur le secteur du logiciel libre : "En France, on dénombre 400 sociétés du logiciel libre avec une majorité de petits acteurs, des TPE qui comptent moins de 10 salariés (la plus importante société compte plus de 100 personnes, NDLR). L'association toulousaine que je préside compte pour sa part une vingtaine d'acteurs : des éditeurs qui conçoivent les logiciels et des prestataires de services qui se chargent du développement, de l'intégration et de la maintenance de ces logiciels. La force de Toulouse est d'avoir 4-5 éditeurs qui sont des acteurs majeurs au niveau national et qui ont réussi à passer le cap des 15 salariés." Même si les volumes ne sont pas comparables aux grandes industries de la région, les sociétés toulousaines du logiciel libre agrandissent leurs équipes à vitesse grand V. 14 offres d'emploi en CDI sont ainsi disponibles sur le site de l'association SoLibre. Ainsi, la société BlueMind, fondée fin 2010, a vu ses effectifs doubler depuis un an et demi (17 salariés) et a réalisé 750 000 euros de chiffre d'affaires en 2014. Même réussite du côté de Ametys, qui distribue depuis 2007 un CMS, un outil dédié à la gestion et la publication de sites web institutionnels ou intranet. La société qui compte 19 salariés a réalisé 1,4 million d'euros de chiffre d'affaires l'an dernier. Gauthier Ubersfeld, le PDG d'Ametys, compte parmi ses

clients autant d'institutionnels que de sociétés privées : "Plus de 35 000 sites sont aujourd'hui motorisés en France par Ametys. Les laboratoires Merck sont notre plus gros client via la plateforme Docvatis qui permet aux médecins d'animer leur propre site internet. Au niveau institutionnel, nous travaillons avec le Conseil départemental de Haute-Garonne et le Sicoval. Mais nos plus gros clients sont aujourd'hui à l'international : Canada, Italie, Espagne, Belgique..." Dans le secteur public, le logiciel libre connaît un engouement très prononcé dans le milieu universitaire. Ametys se targue d'équiper "la moitié des universités françaises et plusieurs universités en Espagne comme celle de Saragosse". Créateur d'un logiciel de voix sur IP (qui permet de téléphoner via internet à l'image de Skype), la société toulousaine Avencall a de son côté été choisie pour équiper 6 000 postes informatiques de l'université Paul Sabatier. Les collectivités comme les entreprises y voient un moyen de réaliser des économies. Par exemple, en faisant basculer l'ensemble des postes administratifs sur LibreOffice, Toulouse Métropole a annoncé l'an dernier avoir réalisé un million d'euros d'économies en trois ans. Le logiciel étant gratuit, le modèle économique des éditeurs repose sur des services de maintenance et de suivi techniques payants. "Utiliser un logiciel libre ne coûte pas forcément moins cher mais

les utilisateurs recherchent aussi à garder la maîtrise et de l'autonomie vis-à-vis du logiciel, avance Pierre Baudracco. Il y a deux ans, Microsoft a réalisé un audit de ses clients pour contrôler le nombre de licences utilisées en entreprise, vérifier qu'ils n'utilisaient pas 20 licences pour alors que 50 étaient nécessaires. J'ai l'exemple d'un entrepreneur qui s'est vu ainsi réclamer 800 000 euros par Microsoft. Une telle somme peut mettre en péril une entreprise. Les entreprises réfléchissent à deux fois avant de s'engager pour une licence payante." Les sociétés de services À côté de tous ces éditeurs, Toulouse compte un petit nombre de prestataires du logiciel libre chargés de développer et intégrer les logiciels ainsi que de former les clients. C'est ce que font les sociétés Makina Corpus, Logilab ou encore la société Objectif Libre, qui s'est positionnée sur la formation Linux. Makina Corpus possède également une activité de cartographie dynamique et a ainsi réalisé, lors des dernières municipales, une carte interactive de Toulouse où l'on pouvait voir les différents résultats du premier tour selon les bureaux de vote. De son côté, la société d'ingénierie Open

Wide dispose de nombreux clients dans le secteur aéronautique. "Dès 2006, Airbus a sollicité les experts d'Open Wide Ingénierie pour la fourniture d'une plateforme logicielle Linux temps réel qui servira de socle à l'ensemble des plateformes de simulation A380 et A400M. La solution développée par nos experts a été déployée en 2008 et son utilisation s'est généralisée à l'ensemble des plateformes de simulation Airbus", précise ainsi l'entreprise sur son site internet. Par ailleurs, l'entreprise a noué un partenariat avec le groupe Zodiac pour concevoir un IFE (un écran disposé sur les sièges des passagers d'un avion qui leur permet de regarder un film ou écouter de la musique) entièrement basé sur des technologies "libres". Les associatifs Les associations forment la troisième composante de cette galaxie toulousaine du logiciel libre. SoLibre concentre une vingtaine de professionnels du secteur. "Il n'y a pas de compétition entre nous, assure son président Pierre Baudracco. Des partenariats technologiques ont d'ailleurs vu le jour." Ainsi, BlueMind et Avencall collaborent ensemble pour développer un logiciel collaboratif qui associe une messagerie et la technologie Voix IP. Objectif : "si

vous recevez un e-mail vous pourrez directement téléphoner par internet avec le correspondant qui a laissé ses coordonnées dans le mail." Outre l'association professionnelle SoLibre, Toulouse compte deux autres structures associatives dédiées davantage aux particuliers : l'acteur historique Culte (Club des utilisateurs de logiciels libres), la première association consacrée à ce thème et fondée en 1996, et TouLibre créée en 2007. "Nos membres ont entre 18 et 80 ans, explique Aymeric Petit, membre de TouLibre. Nous avons quelques professionnels, mais notre objectif est plutôt la démocratisation auprès du grand public avec des séances d'initiations aux différents logiciels." TouLibre organise chaque année le Capitole du Libre, un événement de découverte des logiciels libres qui a réuni en 2014 plus de 1 000 participants.

objectifnews.latribune.fr

Note(s) :

Article(s) en relation :

L'Internet des objets au cœur de la 3e édition de l'Innovation Day

objectifnews.latribune.fr

Illustration(s) :

L'association Solibre rassemble une vingtaine de sociétés toulousaines de l'open source.

© 2015 La Tribune.fr. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20150717-TF-0ltw×5492870 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Les Echos

Les Echos, no. 21979

High-Tech & Médias, mercredi 15 juillet 2015, p. 21

Informatique

Informatique : l'administration tente de réduire le poids de Microsoft

SANDRINE CASSINI

Un document administratif entériné par la Disic, le DSI de l'Etat, privilégie les logiciels libres. Les ministères réfléchissent également à s'équiper d'une messagerie « open source » .

Le bras de fer a l'air technique. Il est en réalité éminemment politique et lourd de conséquences financières. La Direction interministérielle des systèmes d'information et de communication de l'Etat (Disic), chargée d'harmoniser et de réduire les coûts de l'informatique de l'Etat, a rendu au Premier ministre la dernière version de son référentiel général d'interopérabilité (RGI). Le document, qui doit être adopté par arrêté ministériel, fixe les formats informatiques permettant aux documents et aux applications utilisés par les pouvoirs publics (ministères, administrations, collectivités territoriales...) d'être « interopérables », autrement dit lus et utilisés par tous.

Dans sa version finale, la Disic préconise l'utilisation d'Open Document Format (ODF), un format de logiciel libre, au détriment d'Open XML, utilisé dans tous les outils bureautiques et de communication de Microsoft (Outlook, Word, Excel, PowerPoint, etc.). La version initiale du nouveau RGI excluait même purement et simplement le fameux Open XML. Il sera finalement toléré.

De fait, son exclusion catégorique aurait obligé les administrations ayant développé des outils sur ce format à en changer manu militari et, donc, à engager des dépenses supplémentaires, ce que la Disic n'a pas souhaité. Si tous les éditeurs de logiciels propriétaires sont potentiellement concernés, les conséquences sont plus lourdes pour le premier éditeur mondial. Le nouveau RGI va de fait encourager les administrations à se défaire de Microsoft.

Le géant américain comme le Syntec numérique, qui défend éditeurs et SSII, espèrent encore que Matignon changera son fusil d'épaule et n'entérinera pas le nouveau RGI. Dans son document, la Disic justifie son choix en assurant qu'ODF est soutenu par « tous les autres éditeurs ». Et qu'Open XML est « complexe » et « manque d'ouverture ». Dans l'entourage de Microsoft, on rétorque qu'Open XML est une norme ISO indépendante à laquelle ont participé d'autres industriels comme Toshiba, Barclays ou Essilor, qu'ODF n'est pas supporté par certaines suites bureautiques d'Apple et que le futur d'Open XML se décide dans des comités de normalisation et non chez Microsoft.

Bataille de gros sous

En attendant, le virage pris par la Disic a satisfait les partisans du logiciel libre. « *Open XML est un format que personne n'utilise. ODF est très utilisé, simple et bien documenté* », dit Jeanne Tadeusz, chargée des affaires publiques de l'April, une association qui milite pour le logiciel libre.

Pour d'autres, le DSI de l'Etat ne va pas assez loin. « *Il aurait fallu imposer un seul format. Ce n'est pas un coup de canif qui fait vaciller le chêne* », dit Alexandre Zapolsky, patron de Linagora, spécialisé dans le logiciel libre et dont l'Etat est un client important (lire ci-dessous).

De fait, derrière les normes se cache une bataille de gros sous. Linagora espère récupérer la messagerie de l'Etat, un autre chantier « logiciel libre » de la Disic. Le DSI de l'Etat aimerait rationaliser la kyrielle de messageries utilisées au sein du gouvernement. Une solution « libre », en concertation avec les différents ministères, est à l'étude. Actuellement, Linagora équipe, selon nos informations, un peu moins de la moitié des quelque 900.000 agents, devant Microsoft. Evidemment, la question est de savoir s'il va être fait appel à un prestataire extérieur ou à l'interne. En plus d'une boîte mail développée sur du logiciel libre, la Disic réfléchit aussi à recourir à

Microsoft. Pour le moment, elle Sandrine Cassini considère que ses tarifs sont encore trop onéreux.

Illustration(s) :



Le géant américain espère encore que Matignon refusera d'approuver l'orientation préconisée par la Disic.

© 2015 Les Echos. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20150715-EC-021204971064 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Tribune (France), no. 5823
Focus, mardi 27 octobre 2015, p. 11

Peut-on encore reprendre le contrôle de nos données?

Sylvain Rolland

À l'ère des mégadonnées, de l'informatique en nuage, du marketing comportemental basé sur la publicité ciblée, de la surveillance et de la cybercriminalité, les citoyens se sentent dépossédés de leurs données personnelles et aspirent à davantage de maîtrise. Concilier le développement de l'économie numérique, fondée sur l'exploitation des données, et la protection de la vie privée des citoyens, est un casse-tête pour les entreprises et pour les États.

C'est un grand classique que chacun a pu expérimenter sur Internet. Vous regardez le prix d'un billet d'avion, par exemple, mais vous ne l'achetez pas. Malheur! Immédiatement après et pendant plusieurs jours, « on » vous « traque ». Des offres commerciales pour la même destination apparaissent sur une bannière criarde dès que vous atterrissez sur un site. Un service de comparatifs de prix s'insère entre deux publications d'amis sur Facebook. Pire : une fenêtre « pop-up » vous saute dessus en pleine lecture d'un article. Exaspéré, vous cliquez à côté de la croix et vous voilà sur un site qui installe à la vitesse de l'éclair des cookies, ou traceurs, dans votre ordinateur.

Sans que vous vous en rendiez compte.

Bienvenue dans l'ère du retargeting, ou reciblage publicitaire. Cette technique de marketing

comportemental dont le champion mondial est le français Criteo, consiste à pister votre activité en ligne pour vous proposer des produits ou des services que vous aimez ou qui seraient susceptibles de vous plaire. Comme pour le pourriel (spam) qui pollue nos messageries, il est quasiment impossible d'y échapper. Car la publicité ciblée est le cœur du modèle économique d'Internet. Si votre messagerie, vos réseaux sociaux, votre moteur de recherche et les sites que vous consultez sont gratuits, c'est parce que le produit, c'est vous. Vos données, précisément, valent de l'or. Les conditions générales d'utilisation, que vous acceptez sans même lire, autorisent ces entreprises à récupérer de plus en plus d'informations, souvent sensibles comme vos contacts, vos identifiants et vos photos. Les géants du Net, les Gafa (Google, Apple, Facebook, Amazon) et les nouveaux disrupteurs, les Natu (Netflix, Airbnb, Tesla, Uber), tous valorisés à des milliards de dollars, bâtissent leur empire sur l'utilisation des données, le pétrole du XXI^e siècle.

Et on n'a encore rien vu. L'essor récent des smartphones, de la géolocalisation et, demain, des objets connectés comme les traqueurs d'activités que l'on porte sur soi (bracelets, montres connectées...), démultiplient ces flux de données.

Selon le Commissariat général à la stratégie et à la prospective, 90 % de l'ensemble des données aujourd'hui disponibles ont été créées ces deux dernières années. L'institut Gartner prévoit même 50 milliards d'objets connectés en circulation dans le monde en 2020, contre 15 milliards aujourd'hui. Du thermostat intelligent à la table qui recharge le smartphone, en passant par la voiture connectée, la plupart des objets du quotidien de demain pourront récolter de nouvelles données.

Et développer ainsi le big data, le traitement des mégadonnées, qui transforme tous les secteurs grâce au traitement automatisé d'énormes flux d'informations, et trouve des applications, à la fois excitantes et angoissantes, dans des domaines aussi variés que les sciences, la ville intelligente, la santé, l'éducation ou le développement durable. Grâce à la variété de leurs services - autant de sources de données à croiser -, les géants du Web disposent d'un indéniable avantage concurrentiel. Ce n'est pas un hasard s'ils se positionnent déjà sur les services du futur, comme la voiture autonome ou la santé connectée.

« Big data » et « cloud », des mots qui font peur

Problème : la confiance est le pilier du développement de l'économie. Le numérique ne fait pas exception. Or,

non seulement les citoyens comprennent de plus en plus la valeur de leurs données personnelles, mais ils estiment qu'ils n'en ont pas suffisamment le contrôle. Le baromètre 2015 de l'Idate sur la confiance des Français dans le numérique révèle que neuf Français sur dix utilisent Internet pour effectuer des démarches administratives, des opérations bancaires, acheter et vendre des produits. Mais 60% estiment que son usage est risqué, et 70% n'ont pas confiance dans le cloud (informatique en nuage).

« Avec la maturité des usages viennent la fin des illusions et d'énormes craintes sur la sécurité des données personnelles », explique Cyril Zimmermann, le président de l'association de l'économie numérique (Acsel, Association pour le commerce et les services en ligne). »

Le manque de transparence des entreprises pose problème. Selon un sondage du Pew Research Center de 2014, 91% des internautes américains considèrent qu'ils ont perdu le contrôle de leurs données. Ainsi, les mots « big data » et « cloud » font peur, car ils incarnent de possibles dérives. Si mon traqueur d'activité peut mesurer le nombre de pas que j'effectue chaque jour, mon rythme cardiaque, le taux d'oxygène dans mon sang et la qualité de mon sommeil, puis transmet ces données dans le nuage informatique, comment m'assurer qu'elles ne se retrouveront pas sur le bureau de mon assureur, qui pourrait gonfler le prix de ses contrats si je suis en mauvaise santé?

À ces craintes s'ajoutent celles concernant la surveillance par les États et les cyberattaques. La

révélation, en 2013, par le lanceur d'alerte Edward Snowden, de l'ampleur de la surveillance de masse pratiquée par la NSA, y compris en Europe, a fait office de détonateur. Récemment, un autre lanceur d'alerte, anonyme pour l'instant, a révélé que la NSA espionne tous les contrats supérieurs à 200.000 dollars pour le compte des entreprises américaines... Ces informations ont de quoi inquiéter. D'autant plus que le Dark Net (l'Internet caché), regorge de cybercriminels à l'affût des mots de passe, données bancaires et autres informations sensibles qu'ils revendent à prix d'or dans un effrayant marché noir de la donnée.

Adrienne Charmet, la responsable des campagnes de l'association de défense des libertés La Quadrature du Net, résume le problème :

« On sait déjà que la NSA espionne le monde entier et que le gouvernement français, via la loi Renseignement, s'est donné les moyens de pratiquer une surveillance de masse. Puis, on télécharge, par exemple, une application de réveil-matin, mais celle-ci exige l'accès aux identifiants de l'appareil, aux contacts et aux photos. Cela crée forcément un malaise. »

La loi inadaptée aux enjeux du XXI^e siècle

Pourtant, une législation existe pour protéger la vie privée de chacun. L'article 6 de la loi Informatique et Libertés, votée en 1978 et modernisée en 2004, précise que les données personnelles doivent être collectées et traitées pour des finalités « déterminées, explicites et légitimes », et que seules les informations « nécessaires et pertinentes » doivent

être utilisées pour atteindre ces finalités.

Mais cette loi ne satisfait pas les entreprises françaises, qui la trouvent trop rigide. Effectivement, elle apparaît en totale contradiction avec le big data, l'eldorado de l'économie numérique, dont le but est justement de découvrir des finalités nouvelles au fur et à mesure de l'analyse d'une masse toujours plus importante de données anonymisées.

L'analyse des Mooc (les cours en ligne ouverts), par exemple, permet d'améliorer en permanence la pédagogie et, en analysant la manière dont les élèves suivent les cours, à quel moment ils vont faire des recherches parallèles sur Internet ou s'ils se repassent plusieurs fois une vidéo pédagogique. « La loi est inadaptée et représente un frein pour les entreprises françaises, car il est quasi impossible d'anticiper les usages futurs des mégadonnées », estime Yann-Maël Larher, doctorant en droit social à l'université Panthéon-Assas et spécialiste des technologies de l'information et de la communication (TIC) en entreprise.

La loi ne satisfait pas non plus les citoyens, car elle n'empêche visiblement pas les abus, surtout lorsqu'ils viennent de sociétés étrangères. La faiblesse du pouvoir de sanction de la CNIL, le régulateur des données et le manque de moyens d'action pour reprendre le contrôle de ses données empêchent une véritable maîtrise des citoyens.

La France et l'Europe se débattent entre deux impératifs difficilement conciliables. D'un côté, il faut lever les freins à l'innovation pour développer l'économie numérique et réduire la dépendance du Vieux

Continent aux géants du Net américains. Mais la réalisation de cet objectif impose d'exploiter toujours plus les données privées des citoyens... tout en sachant que plus le volume d'informations personnelles est important, plus leur anonymisation devient difficile en raison des possibilités de recoupement, tout comme leur protection.

De l'autre, l'Europe doit protéger les données de ses citoyens, à la fois pour établir l'indispensable confiance, mais aussi pour garantir sa souveraineté. Dans ce domaine, la France donne une impulsion avec la loi Lemaire, qui créé de nouveaux droits comme celui de « mort numérique ». De son côté, la Commission européenne finalise le Règlement général de protection des données (RGPD), qui vise à doter les 28 pays de l'Union européenne d'un cadre unique, plus strict, pour protéger la vie privée. L'annulation de l'accord transatlantique Safe Harbor montre aussi que l'UE considère la question des données comme un enjeu stratégique majeur.

Désormais, des services « sécurisés » à foison

Bien conscientes de cet impératif de confiance, les entreprises font de la protection de la vie privée une priorité. On ne compte plus les nouveaux services « sécurisés ». Même les géants du Net, qui ont pourtant participé au programme de surveillance de masse Prism de la NSA, s'y mettent pour redorer leur image. Apple a supprimé le 20 octobre des dizaines d'applications de son App Store, car elles collectaient des données personnelles sans l'autorisation des utilisateurs. Alors que Windows 10 est critiqué pour aspirer énormément de données,

Microsoft France a réagi en s'associant avec Thales pour intégrer sa solution de chiffrement Cyris à ses logiciels Office 2016. De son côté, Facebook pousse le zèle jusqu'à dévoiler une nouvelle notification qui prévient l'utilisateur si le réseau social estime qu'il fait l'objet d'une surveillance d'État!

Enfin, Apple et Google se sont convertis au chiffrement par défaut des messages de leurs smartphones. L'initiative a même agacé le procureur de Paris, François Molins. Selon lui, cette sécurisation complique la tâche des forces de police dans leur lutte contre le terrorisme et la cybercriminalité, au point de « rendre la justice aveugle ». Une telle publicité pour iOS et Android, cela ne s'achète pas... En réalité, ce marketing bien calibré ne redonne pas au consommateur la maîtrise de ses données. Il lui assure simplement davantage de protection contre les cybercriminels. « Le vrai problème, c'est que le modèle économique de la publicité comportementale basée sur l'exploitation des données n'est jamais remis en question. Sans solution alternative adaptée pour le grand public, reprendre le contrôle de ses données sur Internet est une illusion », déplore Adrienne Charmet, de La Quadrature du Net.

Les pourfendeurs des Gafa et plus généralement les défenseurs de la vie privée partagent volontiers, sur Internet, une image humoristique pour vulgariser leur combat (voir le dessin ci-contre). On y voit deux cochons vantant la gratuité de leur porcherie, analogie évidente du modèle économique de Google, Facebook et consorts.

« C'est génial, on ne nous demande même pas de payer le loyer! », s'exclame le premier. « Oui, et en plus la nourriture est gratuite! », réplique le second. »

Les deux animaux, éblouis par la gratuité (apparente), ne se doutent pas que le produit, c'est eux, et qu'ils finiront en saucissons...

En réaction, le logiciel libre a le vent en poupe

Pour ne pas devenir les jambons du monde numérique, de plus en plus de solutions « alternatives » voient le jour. Lassés par le « flicage » permanent de la publicité en ligne, de plus en plus de personnes se convertissent aux adblockers, ces logiciels qui empêchent l'irruption de la publicité lorsqu'on navigue sur Internet. En juin 2015, une étude américaine estimait qu'un milliard d'appareils (PC, tablettes, smartphones) seraient équipés d'un logiciel antipublicité. Mais ces bloqueurs de publicité sont eux-mêmes déjà contournés par les webmestres, dans un jeu du chat et de la souris technologique sans fin.

Des entreprises se spécialisent même dans des services « anti-Gafa ». Avec de jolies success stories d'entreprises à la clé, comme les français Qwant et Gandi, une messagerie payante qui repose sur la location d'un nom de domaine. La plupart de ces nouveaux acteurs, à l'image de l'association française Framasoft, qui a lancé l'initiative « Dégooglisons Internet », ou du site Prism Break, proposent des services respectueux de la vie privée à partir d'un logiciel libre. Leur particularité? La transparence. Contrairement aux logiciels dits propriétaires (les systèmes d'exploitation Windows, Mac OS, iOS

et Android, les logiciels de type Word ou Excel, ceux qui font tourner des services comme Netflix et Uber...), leur code source est ouvert. Ce qui permet aux programmeurs et aux experts en sécurité de l'examiner en permanence et dans le détail.

« On sait exactement de quoi se compose un logiciel libre. Cette ouverture le protège des programmes espions ou malveillants, car cela va se voir », explique Tristan Nitot, le fondateur et ex-président de la fondation Mozilla Europe. »

Longtemps, le logiciel libre est resté cantonné aux mouvements militants situés à l'extrême gauche de l'échiquier politique. Mais depuis quelques années, ses vertus commencent à s'imposer, y compris au sommet de l'État. Le gouvernement veut même promouvoir son développement dans le cadre de sa stratégie numérique, dévoilée l'été dernier et mise en application avec la loi Lemaire, la loi Valter sur les données ouvertes et la future loi Macron II.

En plus du recours aux logiciels libres, les stakhanovistes de la protection ne jurent que par la cryptographie, une technique qui permet de chiffrer le contenu de textes et de messages grâce à une clé (un code). Sans ce sésame, le contenu est indéchiffrable. Enfin, ils complètent leur arsenal en s'auto-hébergeant. L'idée est de ne plus stocker ses documents dans le nuage informatique (Gmail, Dropbox, iCloud, OneDrive, Evernote...) mais dans des serveurs personnels situés chez soi. Problème : ces solutions nécessitent des compétences techniques minimales et un investissement financier. Autrement

dit, elles conviennent surtout aux amateurs d'informatique, pas au grand public biberonné à la gratuité et habitué à des services simples d'utilisation et pratiques.

Le « cloud » personnel, la solution ?

« Pour que le grand public se convertisse à des solutions alternatives à celles des géants du Net, il ne faut pas simplement fournir la protection des données qui lui leur manque, mais rivaliser avec la qualité et la simplicité de leurs services », résume Tristan Nitot. »

Plus facile à dire qu'à faire. L'ingénieur a pourtant une solution qu'il pense révolutionnaire : le cloud personnel, qu'il développe pour la startup française Cozy. Finis les serveurs physiques complexes et les solutions de cloud privé en logiciel propriétaire, place à une interface simple et sécurisée sur laquelle l'utilisateur peut stocker toutes ses données sans craindre que le service les revende ou les utilise à son insu.

Concrètement, il s'agit de louer un serveur chargé d'exécuter des logiciels libres pour stocker ses fichiers, synchroniser ses contacts, son agenda et accéder à de nombreuses applications sur tous ses appareils (PC, smartphone, tablette...). Cozy répond, selon Tristan Nitot, à la philosophie Sircus, un acronyme de son invention signifiant « système informatique redonnant le contrôle aux utilisateurs. » Ce concept se fonde sur sept principes : le logiciel libre, le chiffrement, un modèle économique par abonnement sans publicité ciblée, une ergonomie soignée, le respect des standards du Web et une « valeur ajoutée » que n'ont pas les géants du Net. Selon Tristan Nitot, Cozy et

d'autres solutions de ce type, qui pourraient inciter le grand public à rompre avec les Gafa, seront prêtes dans les années à venir. Sauront-elles s'imposer?

>>> REPÈRES

3,3 milliards... C'est le nombre de requêtes traitées chaque jour par le moteur de recherche de Google. La firme californienne détient environ 65 % du marché américain, 90 % du marché français et 95 % du marché européen.

Données personnelles: Selon l'article 2 de la loi Informatique et Libertés, la donnée personnelle concerne « toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres ». Une définition large qui couvre aussi les informations comme la géolocalisation d'une personne ou son adresse IP.

CGU: Les conditions générales d'utilisation sont le contrat qu'un éditeur (site Web, application mobile, logiciel, service Internet...) soumet à l'utilisateur. Celui-ci doit l'accepter en intégralité pour accéder au service. Selon des chercheurs américains de l'université de Pittsburg, les CGU des 75 sites les plus visités au monde comportent en moyenne 2 500 mots.

Peu claires car écrites en jargon juridique, les CGU servent surtout de bouclier aux entreprises contre d'éventuelles plaintes. S'il lisait toutes les CGU des logiciels et services qu'il utilise, un internaute lambda consacrerait en moyenne soixante-

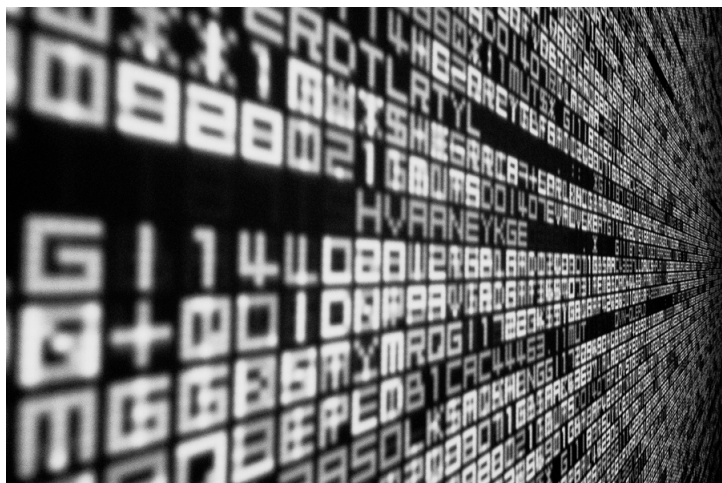
seize jours par an, à raison de huit heures par jour, à cette activité.

RGPD: Le Règlement général de protection des données, actuellement

en négociations à Bruxelles jusqu'à la fin de l'année, vise à établir un cadre et des règles communes à l'ensemble des pays européens sur la protection

des données personnelles. Il prévaudra sur le droit national.

Illustration(s) :



Flickr/r2hox. CC License by.

© 2015 La Tribune. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20151027-TR-915757 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



l'Humanité

Cuisine, vendredi 18 décembre 2015

Petits-fours, hôtesse et logiciels... Un lobbying très bien rodé

Entretien réalisé par Pi. M.

Entretien Professeur de mathématiques et vice-président de l'Association pour la promotion et la recherche en informatique libre (April), Rémi Boule milite depuis des années pour le logiciel libre à l'école. Il témoigne de l'intense lobbying du géant américain à toutes les échelles du ministère.

Comment s'organise le lobbying de Microsoft ?

Rémi Boule Ce lobbying fonctionne en tenaille. En commençant par le haut avec des accords-cadres, comme celui qui vient d'être signé. Le responsable Microsoft pour l'éducation, Thierry de Vulpillières est très souvent reçu au ministère et possède une vraie force de frappe. Si des professeurs commencent à s'équiper de produits Microsoft, à en demander à la hiérarchie, l'entreprise se tient prête, à l'écoute des besoins, avec des partenariats à proposer et des solutions clés en main déposées sur la table du ministère. À tout moment, Microsoft peut mobiliser une équipe de développement à Taïwan ou en Inde... Avec la circulaire Ayrault, en 2012, le gouvernement voulait pourtant promouvoir l'usage des logiciels libres dans l'administration. Lorsqu'il y a eu le projet de loi de refondation de l'école mené par Vincent Peillon, à l'été 2013, on avait réussi à pousser l'idée de « priorité au logiciel libre ». Il y a eu un lobbying

intense de la part du Syntec numérique, syndicat patronal du secteur, dont le lobbyiste en chef est Jean-Renaud Roy. À force de pressions, cette priorité au libre a été abandonnée. Jean-Renaud Roy a depuis quitté le Syntec pour travailler chez Microsoft en tant que chargé des affaires publiques... On le voit d'ailleurs sur la photo où Najat Vallaud-Belkacem signe l'accord avec Microsoft. Avant le Syntec, il travaillait au Sénat comme attaché parlementaire et aussi comme responsable de la communication du ministère de la Défense. C'est vraiment le parcours type d'un lobbyiste.

Un lobbying en tenaille, cela veut dire que Microsoft fait aussi pression sur le bas ?

Rémi Boule Oui, Microsoft cible aussi les enseignants et leurs supérieurs. Par exemple, en 2011, dans le cadre du Salon Educative-Educatec, les inspecteurs de l'éducation nationale, chargés de mission sur les nouvelles technologies, ont tous été convoqués par leur hiérarchie... dans les locaux de Microsoft ! Avec petits-fours, hôtesse et logiciels. Ils ont visité la « classe immersive » de Microsoft, promue comme la salle de classe connectée de demain, et essayé les produits phares de l'entreprise. La convocation était officielle, avec en-tête du ministère. Et à l'échelle des

enseignants, en mai 2014, tous les professeurs de l'académie de Paris ont été invités à une visite similaire, toujours au siège de Microsoft France. Avec discours de clôture par « Monsieur le recteur de l'académie de Paris »...

Vous avez enquêté sur les liens du site Café pédagogique, une référence pour les enseignants, avec Microsoft...

Rémi Boule Oui, le Café pédagogique est très lié à Microsoft. Il y a eu un financement dès le début, à la création du site et un partenariat logiciel pour le faire émerger comme une référence. Microsoft a hébergé le site également. Thierry de Vulpillières a reconnu avoir aidé le Café pédagogique financièrement mais n'a pas voulu donner de chiffres. Mais, aujourd'hui surtout, c'est le forum des enseignants innovants, organisé chaque année par le Café pédagogique, qui est très largement financé par Microsoft. Jusqu'à 50 % l'année du premier salon, il y a huit ans. Les lobbyistes de Microsoft sont présents sur ce forum, prennent des contacts avec les enseignants en pointe avec le numérique, distribuent des cadeaux aux classes comme des tablettes tactiles, des licences logiciels, proposent de l'accompagnement... Ces enseignants, ensuite, sont prescripteurs du numérique dans leur école.

Rémi Boule Vice-président de
l'Association de promotion du logiciel
libre

© 2015 l'Humanité. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20151218-HU-320841 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Point.fr

Idriss J. Aberkane - Neurogeek, mardi 14 octobre 2014

Aberkane : comment la NSA nuit aux entreprises... américaines

Par Idriss J. Aberkane

Le plus gros marché intérieur du monde est en Chine. Pas question d'importer des technologies espionnées par les États-Unis. Qui vont perdre la bataille !

Dans sa toute dernière interview donnée dans le cadre du New York Film Festival samedi 11 octobre, Edward Snowden a été très clair : laissez tomber Dropbox, préférez SpiderOak, quittez Facebook et Google, Duckduckgo est plus sûr.

Dans le jeu de la mondialisation, celui qui a le plus gros marché intérieur l'emporte. Sous Clinton, les USA promouvaient la mondialisation, mais aujourd'hui deux marchés sont plus importants que les États-Unis : l'Union européenne et la Chine. L'Europe ? Comme disait Kissinger : "Si je veux appeler l'Europe, je fais quel numéro ?" Reste la Chine, qui protège son marché intérieur et sous-évalue sa monnaie. Réponse d'Apple : une division "Chine"...

En 2001, Pékin entre à l'OMC. La même année les États-Unis adoptent le Patriot Act : la NSA peut perquisitionner les datacenters américains partout dans le monde, en violation du droit international. La Stasi avait pour devise "nous devons tout savoir", comme la NSA aujourd'hui, qui est devenue ce qu'elle voulait combattre : la Nstasi ! Elle aurait dû se souvenir de ce que disait Martin Luther King : "L'ombre ne

peut chasser l'ombre, seule la lumière le peut."

Pékin choisit Linux !

Les entreprises perquisitionnées ont interdiction de l'évoquer. Mais, concrètement, l'Agence peut pénétrer n'importe quelle machine sous OSX, iOS, Windows, Android, etc. Pas besoin d'effraction : il existe des backdoors qui permettent un accès direct. Sans même parler du nano-espionnage sur hardware. En décembre 2013, *Der Spiegel* révèle ainsi l'existence d'un catalogue de moyens d'espionnage de la NSA, le "ANT catalog", et qu'une unité de la NSA, appelée TAO, peut intercepter physiquement des colis de livraison d'ordinateur pour y implanter du nano-matériel ou y fabriquer des failles logiciel sur mesure.

D'où le vif intérêt de Pékin pour Linux, l'OS le plus indépendant vis-à-vis de la NSA aujourd'hui. La gendarmerie et la police française ont d'ailleurs adopté Ubuntu (la version la plus démocratique de Linux), amélioré par la gendarmerie sous le nom de GendBuntu en 2001. D'une façon fascinante, la page Wikipedia de GendBuntu n'existe encore qu'en français, anglais et chinois ! Et pour cause : GendBuntu a fait l'objet d'une étude de cas complète de la part de Pékin. Ajoutez le rôle que Facebook et Twitter peuvent prendre dans un soulèvement et vous comprendrez la psychose du Politburo. Résultat, les

entreprises américaines perdent le plus gros marché du monde, et la mondialisation avec.

L'éthique, selon Google

C'est l'histoire de Google en Chine. Quand Mountain View rentre de Pékin, la Harvard Business School salue l'éthique de la firme qui a vaillamment refusé de danser avec le diable... Mais que s'est-il vraiment passé ? Pékin a fait un marché : tu veux t'installer en Chine ? Alors tu nous garantis l'inviolabilité absolue des données chinoises. Google acquiesce. Retour à la maison, où la NSA émet des réserves : *No way !* Google retourne à Pékin : *Cao ni ma !* (je laisse les sinisants traduire). Aujourd'hui, le marché des moteurs de recherche a été donné par la Chine à Baidu, une entreprise qui aurait pu être américaine n'eussent été les lois anti-immigrations passées sous Bush fils. Quant à la belle leçon d'éthique de Google... Eric Schmidt est parti prospecter en Corée du Nord moins d'un an plus tard !

Au fond, la Chine n'a qu'une politique : la souveraineté totale. Elle offre le marché de Facebook à RenRen, de Twitter à Weibo, de Google à Baidu... De même, la Russie a Vkontakte et Yandex. Quant aux parts de marché d'IBM en Chine, elles ont fondu depuis l'affaire Snowden.

Charles Pasqua a dit un jour "la démocratie s'arrête là où commence la

raison d'État". Et si c'était plutôt aux États de servir les peuples et pas l'inverse. Aujourd'hui, la NStasi coule les entreprises américaines à l'export, avec l'argent du contribuable. C'est stupide et en totale violation des droits de l'homme [1] la NStasi fiche nos névroses, nos fantasmes, nos faiblesses, elle peut publier nos sextos les plus compromettants, les fuites de

Snowden sont claires à ce sujet. L'Agence doit revenir du bon côté de la Force. Dwight Eisenhower l'avait bien compris : "Le problème de la défense, c'est jusqu'où vous pouvez aller sans détruire de l'intérieur ce que vous essayez de défendre de l'extérieur."

[1] Article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme :

"Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes."

© 2014 Le Point.fr. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20141014-POR-006630500 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Aberkane - Un système d'exploitation "à la française" ? Non merci !

Par Idriss J. Aberkane

Alors que le projet de loi "pour une République numérique" est en débat à l'Assemblée, Aberkane s'insurge contre la création d'un "Windows français".

"L'idée d'un OS souverain est ridicule et elle ne fait que révéler l'incompétence de ses initiateurs." C'est en une seule formule que l'excellent Gilles Babinet, le *digital champion* de la France auprès de la Commission européenne, a démonté l'initiative puérile d'un système d'exploitation "à la française", gabegie chimiquement pure (l'expression est de l'incorruptible blogueur geek H16) que nous pourrions empiler patiemment sur le Plan Calcul, le Minitel, le projet de tablette à la française (Tabbee, un massacre) et le non moins inspiré Quaero. Quand on a raison, on n'écrit pas quarante pages.

Le problème, c'est que nos politiques parviennent à nous convaincre de leur excellence et de leur à-propos sur des dossiers qu'ils ne maîtrisent pas et dans lesquels ils mobilisent de l'argent public avec désinvolture. Car enfin, laissez faire la société civile ! C'est à elle que l'on doit le World Wide Web, et le meilleur système

d'exploitation libre au monde : Linux. Et ce n'est pas aux États que l'on doit les systèmes d'exploitation les plus utilisés dans le monde, aussi bien sur mobile que sur ordinateur personnel. Car s'improviser développeur de système d'exploitation libre sans Linux aujourd'hui est un combat tellement perdu d'avance que même la Chine, deuxième pays le plus numériquement souverain au monde derrière les États-Unis, ne s'y est pas risquée. Confrontée à Google, Pékin avait encouragé - notez : « encouragé », pas créé - Baidu, confrontée à Facebook et à son potentiel d'arme géopolitique, elle avait fait monter en puissance RenRen, et face à Twitter elle opposa Weibo. Autant d'initiatives issues de la société civile qu'elle ne fit que doper, mais, quand il s'est agi de limiter les indiscretions légendaires de la NSA via les backdoors de Windows, elle utilisa Linux.

Le degré zéro de l'inspiration

Car la Chine l'a, son OS souverain, et c'est Ubuntu Kirin ("Linux pour les êtres humains"), un logiciel adapté de la distribution libre qu'elle a développé en partenariat avec la

Fondation Canonical, principal promoteur et expert. La France aussi avait promu Ubuntu dans ses universités, et en avait fait le système d'exploitation de la gendarmerie nationale : Gendbuntu.

Alors que la société civile mondiale offre donc déjà toutes les solutions possibles au problème de l'immixtion des États dans l'informatique d'autrui, la raison qui pousse certains salariés de l'État à appeler aujourd'hui de leurs vœux un "OS souverain", ignorant tous les échecs passés sur des dossiers comparables, ne peut être qu'inavouable. De plus, sans modèle économique fort et en particulier sans les considérables économies d'échelle dont bénéficie tout logiciel innovant qui est adopté dans le monde entier - l'opposé d'un "logiciel souverain" en somme -, ce projet sera en retard avant même d'avoir commencé à fonctionner. Quand on lui demandera, "au fond, petit projet, pourquoi tu existes ?", il ne pourra que répondre : "parce qu'il le faut bien". Et cela, c'est le degré zéro de l'inspiration. Ce que l'on nous propose, c'est la Trabant du logiciel, et si les utilisateurs ont le choix, ils n'auront aucune raison de l'utiliser.

© 2016 Le Point.fr. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160125-POR-2765329LPW - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Tech & Web

Les députés votent en faveur d'un Windows à la française

Ferran, Benjamin

Un amendement au projet de loi pour une République numérique, adopté mercredi, pourrait conduire à la mise en place d'un «système d'exploitation souverain», objet de sarcasmes.

Windows, Mac OS, Linux et pourquoi pas un jour «France OS»? À l'Assemblée nationale mercredi soir, les députés ont adopté une surprenante disposition qui pourrait conduire à la création d'un système d'exploitation national pour les citoyens et les entreprises.

Cette idée a pris germe par surprise la semaine dernière en plein cœur des débats sur le projet de loi pour une République numérique. La députée socialiste Delphine Batho a fait adopter en commission des Lois un amendement par lequel les députés demandent au gouvernement de lui remettre dans les trois prochains mois «un rapport sur la possibilité de créer un Commissariat à la souveraineté numérique rattaché aux services du Premier ministre». Parmi les travaux dévolus à cette nouvelle institution figure en toutes lettres l'éventuelle «mise en place d'un système d'exploitation souverain».

Pour Delphine Batho, le développement d'un système d'exploitation franco-français permettrait à la France de défendre sa souveraineté numérique. «Le

cyberespace est dominé par des oligopoles soumis à un droit étranger, à une souveraineté étrangère», a dit la députée des Deux-Sèvres à l'Assemblée, rejoignant une cohorte d'accusations portées contre les «géants du Web». Les révélations sur l'espionnage de masse mené par les États-Unis, ainsi que les découvertes de portes dérobées dans des équipements de réseau, ont montré à quel point les logiciels et les matériels pouvaient être perméables aux intérêts des États. La députée socialiste reprend les idées de Pierre Bellanger, fondateur de la radio Skyrock, cité dans son amendement. Elles avaient déjà été portées en son temps par Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif.

«L'idée d'un OS Souverain est ridicule»

Les débats à l'Assemblée nationale autour de l'«OS souverain» ont été accueillis par un déferlement de moqueries et de sarcasmes. La France du Minitel, du plan Calcul, du cloud souverain et du moteur de recherche Quaero se pique à nouveau d'indépendance technologique, a-t-on rappelé ici ou là. Le projet d'«OS souverain» a été comparé au système d'exploitation national développé en Corée du Nord, ou à un projet de développement similaire en Russie. Un compte parodique @OSSouverain,

imaginant les fonctions et les bugs dont pourrait souffrir ce logiciel bien français, a été créé sur Twitter. «L'idée d'un OS Souverain est ridicule et ne fait que révéler l'incompétence de ses initiateurs», a commenté Gilles Babinet, ambassadeur numérique de la France à Bruxelles.

La secrétaire d'État chargée du Numérique, Axelle Lemaire, a tempéré les ardeurs des députés. «Je ne crois pas à la possibilité d'un système d'exploitation souverain, qui serait peu opérant», a-t-elle dit durant les débats. Il faut avoir des connaissances bien sommaires du marché informatique pour penser que la France va pouvoir concevoir et encher un système d'exploitation pour PC, tablette ou smartphone, puis convaincre les entreprises et les particuliers de l'adopter. Axelle Lemaire n'a toutefois pas écarté la réflexion plus large sur la souveraineté numérique souhaitée par Delphine Batho. «Qui dit souveraineté numérique dit aussi cyberdéfense, sécurité des systèmes d'information, sécurité des opérateurs d'importance vitale, protection des données personnelles et souveraineté sur celles-ci, citoyenneté numérique, etc - la liste des sujets couverts est potentiellement longue», a expliqué la secrétaire d'État. Ce qui laisse toujours la porte ouverte à cet «OS souverain».

La proposition de développer un système d'exploitation spécialisé, pour équiper des infrastructures françaises «d'importance vitale», pourrait recouvrir un certain intérêt, si elle vise à protéger les intérêts de la France et reste confinée à des secteurs spécialisés. Comme le souligne le site Numerama, un projet d'OS souverain dédié aux administrations existe d'ailleurs déjà. Porté par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, fondé sur un noyau Linux et baptisé CLIP, il est supposé être plus résistant contre les attaques informatiques, l'une des préoccupations des députés qui ont voté l'amendement de Delphine Batho. Il reviendra à ce futur Commissariat à la souveraineté numérique de décider de son sort.

Voir aussi:

<http://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/2016/01/22/32001-20160122ARTFIG00268-les-deputes-votent-en-faveur-d-un-windows-a-la-francaise.php>

Note(s) :

Mise à jour : 2016-01-22 17:54 UTC
+01:00

© 2016 Le Figaro.fr. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160122-LFF-20160122ARTFIG00268 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



AFP - Journal Internet
lundi 15 février 2016 - 06:25:04 GMT

Informatique: le système d'exploitation souverain revient par l'Assemblée

Par Jean LIOU

PARIS (AFP) - En réclamant un rapport sur sa faisabilité, l'Assemblée nationale a remis d'actualité la création d'un système d'exploitation (OS) souverain, une base franco-française sur laquelle il serait possible de faire fonctionner un ordinateur ou un smartphone pour se passer des services de Microsoft ou Apple.

Les députés ont inséré dans le projet de loi pour une République numérique un article demandant un rapport sur l'éventuelle création d'un Commissariat à la souveraineté numérique, rattaché au Premier ministre, qui superviserait la mise en place d'"un système d'exploitation souverain et de protocoles de chiffrement des données".

L'idée n'est pas nouvelle: elle a été défendue par le patron de Skyrock Pierre Bellanger, et reprise en 2014 par Arnaud Montebourg quand il était ministre du Redressement productif. L'idée était de casser la dépendance de la France à l'égard des géants américains du net et de disposer d'un plus grand contrôle sur les données.

Son retour a été accueilli par des sarcasmes dans le petit monde du numérique, qui a évoqué un retour du "Plan calcul" (destiné à assurer l'indépendance de la France en matière de gros ordinateurs dans les années 1960), invoqué les Bidochon, ou soupçonné l'Etat de vouloir placer

des logiciels-espions dans le système, pour surveiller les utilisateurs.

"L'idée d'un OS Souverain est ridicule et ne fait que révéler l'incompétence de ses initiateurs", a tweeté Gilles Babinet, qui représente les intérêts numériques de la France auprès de la Commission européenne.

"Si c'est redévelopper un OS à partir de rien (...), je n'y crois pas du tout. Technologiquement, c'est un non sens", a aussi réagi le directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi), Guillaume Poupard. Avant d'ajouter: "si c'est pour faire un OS entièrement maîtrisé par l'Etat pour mettre plein de saletés dedans, je m'y opposerai. On n'est pas en Corée du Nord".

- Conditions générales d'utilisation -

L'agence qu'il dirige, chargée de coordonner la lutte contre le piratage informatique, a mis au point un système d'exploitation sécurisé sur base Linux, baptisé Clip, actuellement testé par des administrations et des opérateurs d'importance vitale. "Si c'est cela, faire un OS souverain, de fait, on l'a déjà", a ironisé M. Poupard, tandis que le site spécialisé Numerama a chiffré le coût d'un nouveau système à près d'un milliard d'euros.

La députée PS Delphine Batho, co-auteure de l'amendement contesté, est

assez agacée, s'étonnant de ce que ses détracteurs ne se soient pas intéressés à la teneur des débats à l'Assemblée, avant de critiquer.

Il ne s'agit pas, selon elle, de partir de zéro, mais de développer un système d'exploitation "ouvert et démocratique, à partir d'un noyau Linux, garantissant une mutualisation, permettant de soutenir le développement collaboratif d'un écosystème numérique libre, respectueux des lois, dans lequel les citoyens comme les entreprises puissent avoir confiance".

Clip ne suffit pas car il n'est pas destiné à un usage grand-public, juge-t-elle. Pour Mme Batho, "il y a urgence à ce que la France ait une politique de souveraineté numérique".

Et ce pour trois raisons, dit-elle à l'AFP: la protection des libertés individuelles, les enjeux en termes de sécurité et "l'enjeu économique, puisque la domination du big data (les flux de données, ndlr) par des oligopoles, qui vont être de plus en plus dominants, aboutit à une sorte de siphonnage de l'économie française et européenne".

"Il faut qu'une suite soit donnée", ajoute la députée. "Sinon, ce n'est pas la peine de se plaindre lorsque l'on constate que, dans certaines matières, les conditions générales d'utilisation des plateformes sont considérées

comme supérieures à nos lois, que les données des citoyens sont massivement exploitées sans aucun respect de la protection des libertés individuelles."

Le gouvernement reste prudent et préfère "privilégier une approche encourageant les acteurs à contribuer au développement de systèmes

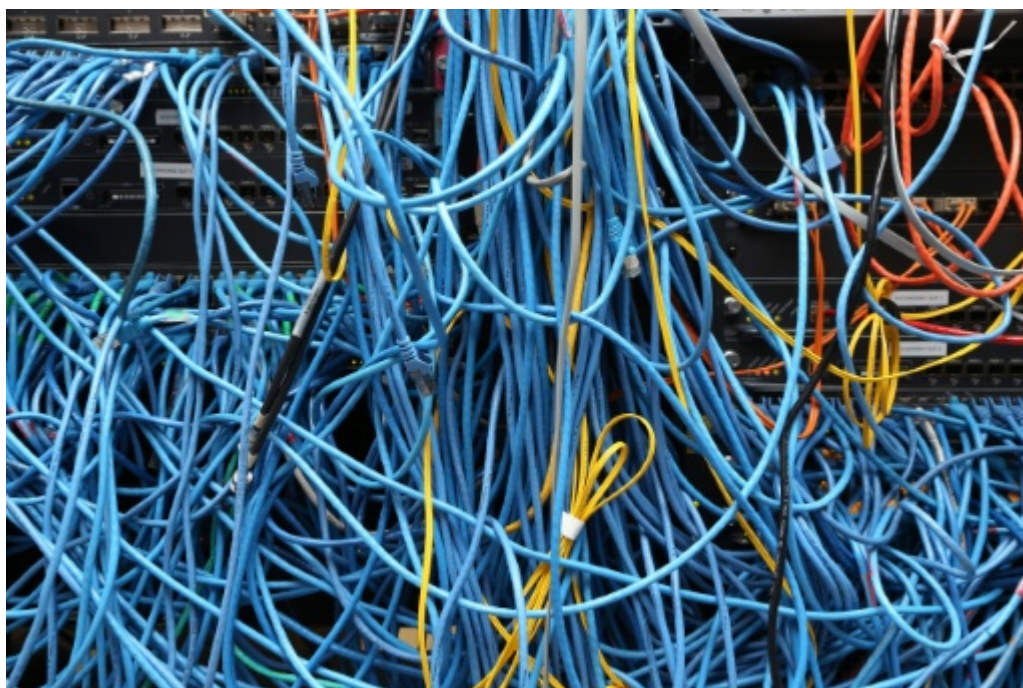
d'exploitation en source ouverte existants, comme Linux".

"Le sujet de la souveraineté numérique est important", soulignent les services de la secrétaire d'Etat au Numérique Axelle Lemaire, qui ajoutent que le "rapport d'exploration" demandé dans l'amendement

permettra "de poursuivre le débat sur ce sujet".

La loi pour une République numérique devrait passer devant le Sénat à la fin avril mais le rapport sur l'OS souverain ne sera remis aux parlementaires que trois mois après sa promulgation.

Illustration(s) :



Michael Bocchieri

Salle de serveurs informatiques

© 2016 AFP - Journal Internet AFP. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160215-ZK-doc-7y0vj - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Les Echos

Les Echos, no. 22114
Idées & Débats, lundi 25 janvier 2016, p. 11

Le point de vue

Pourquoi l'idée de créer un OS souverain en France est une erreur de Gilles Babinet

GILLES BABINET

Le Parlement a tranché : un groupe de députés est parvenu à insérer dans l'article 9 ter de la loi pour la République numérique, présentée par Axelle Lemaire, l'idée de développer un système d'exploitation - « operating system » en anglais(OS) - à la française.

Qu'est-ce qu'un OS ? C'est le logiciel qui fait fonctionner l'ensemble d'un smartphone, d'une tablette, d'un ordinateur ou même d'un serveur et qui met en oeuvre les applications (logiciels) que l'on y installe. La fondation Linux, qui coordonne les travaux ayant trait à l'OS le plus populaire au monde, nous apprend que son OS comprend environ 16 millions de lignes de code, soit un coût de développement estimé à 1,2 milliard de dollars pour le Kernel (le coeur de l'OS) seul. En soi, rien d'inaccessible pour une nation décidée, mais l'enjeu n'est pas uniquement financier. Car ce qui fait la force de Linux, ce n'est pas tant la somme de travail qu'il représente, mais la communauté qu'il agrège. On estime que son développement est le fait de 12.000 contributeurs principaux. Il s'agit dans leur majorité d'experts dont la compétence est unanimement reconnue par la communauté; et cette communauté doit son existence à la

légitimité que s'attribuent ses membres entre eux. Reproduire cela est extrêmement difficile, à moins de proposer un challenge qui soit suffisamment excitant pour mobiliser une communauté multiforme et la plus globale possible pour avoir l'assurance de disposer des meilleurs experts. C'est ainsi le cas concernant le projet Hyperloop, un train à sustentation magnétique, évoluant dans le vide et se déplaçant à la vitesse du son, développé par une communauté mondiale d'ingénieurs. Dans la mesure où Linux est déjà considéré comme le meilleur OS au monde, il est peu probable que l'idée d'un OS souverain puisse mobiliser une communauté suffisamment nombreuse et qualifiée pour parvenir à faire une production de qualité.

Les OS chinois et russes, qui ne sont le plus souvent qu'une adaptation de Linux, ont été réalisés à grand renfort de subsides publics. Le coût du re-développement d'environ 10 % du code du Kernel Linux dans le cas russe est estimé par le magazine « Vedomosti » à 2,2 milliards d'euros ! Mais il y a autre chose : la valeur d'un logiciel se trouve aussi dans la capacité de sa communauté à réagir le plus efficacement possible lorsqu'une faille de sécurité ou un

dysfonctionnement est détecté. A cet égard, des travaux ont démontré que Linux était de 10 à 30 fois plus rapide que son meilleur concurrent pour « patcher » ou effectuer les modifications nécessaires. Dans un contexte où la sécurité devient une préoccupation majeure, cet avantage devient déterminant et il le sera plus encore dans le futur. Il est donc absurde de souhaiter le développement d'un OS souverain. Il eût été plus pertinent de vouloir spécifier les enjeux de sécurité - des modèles cryptographiques - qui n'auraient alors représenté qu'une petite sous-partie de Linux, de sorte à éviter que des oreilles indiscretes puissent s'immiscer dans les données issues des ordinateurs des institutions nationales, pour commencer. Une réflexion qui trouverait tout son sens à un niveau européen et qui elle, serait de nature à accroître notre souveraineté dans le domaine des données.

Gilles Babinet

Note(s) :

Gilles Babinet est entrepreneur et « digital champion » . A ce titre, il représente la France pour le numérique auprès de la Commission européenne.

© 2016 Les Echos. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160125-EC-021640998837 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Monde.fr

Le Monde.fr

lundi 25 janvier 2016

Le responsable de la sécurité informatique de l'Etat fustige le projet d'OS souverain

«C'est technologiquement un non-sens.» Le projet de système d'exploitation souverain récemment adopté par les députés a été vivement critiqué par le directeur général de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (Anssi), Guillaume Poupard, lundi 25 janvier.

Ce projet de «Windows» français a été voté à l'Assemblée en première lecture du projet de loi numérique

jeudi 20 janvier, et s'était attiré les critiques de plusieurs députés le jugeant peu réaliste. «Si c'est pour que l'Etat mette plein de saletés dedans, je m'y opposerai», a précisé M. Poupard, qui s'exprimait à l'occasion du Forum international de la cybersécurité à Lille. «On n'est pas en Corée du Nord», a-t-il ajouté.

Si la disposition est conservée jusqu'à la promulgation de la loi, le

gouvernement devra remettre au Parlement un rapport précisant les conditions de mise en place de ce «système d'exploitation souverain». Ce même rapport portera sur la création d'un commissariat à la souveraineté numérique et de «protocoles de chiffrement des données».

© 2016 SA Le Monde. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160125-LMF-4853380 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

LesEchos

Les Echos, no. 19471
France, vendredi 5 août 2005, p. 2

Éducation

Microsoft courtise l'Education nationale

MAXIME AMIOT

Equipements informatiques, logiciels pédagogiques, démarchage... Microsoft multiplie les initiatives en direction des acteurs éducatifs. Au risque de s'attirer les foudres de la communauté enseignante.

C'est une opération séduction menée à grande échelle. Autorités publiques, enseignants, chefs d'établissement, élèves, parents... Microsoft a décidé de courtiser l'ensemble des acteurs de l'Education nationale. En France, le géant informatique dispose depuis plusieurs années d'un département spécialisé dans l'éducation. Son objectif est clair : « L'enseignement dispensé aux élèves doit être enrichi au-delà de la salle de classe », indique Vincent Bastid, directeur marketing Education chez Microsoft. Désireux de créer une « communauté virtuelle de l'éducation », faisant intervenir le maximum d'intervenants éducatifs, le groupe démarque à tout-va.

« Des limites éthiques »

Premier visé : le ministère lui-même. Depuis avril 2003, un accord-cadre permet à l'ensemble de ses établissements (administrations centrale, rectorats, inspections académiques, IUFM, établissements d'enseignement secondaire et

supérieur) et aux collectivités territoriales d'accéder aux technologies Microsoft à prix réduits. En outre, des formations aux logiciels sont proposées aux services administratifs de l'Education nationale.

Un mouvement que le ministère ne renie pas. « Nous essayons de susciter des partenariats public-privé et nous soutenons toutes les bonnes volontés, mais seulement dans des limites éthiques », explique Benoît Sillard, délégué interministériel aux usages de l'Internet, rappelant que d'autres accords, avec IBM ou Intel, ont également été signés.

Microsoft ne se limite pas aux autorités publiques. Outre les chefs d'établissement - l'année dernière, les équipes de Microsoft Education ont réalisé un vaste tour de France rencontrant près de 300 chefs d'établissement -, les parents d'élèves sont particulièrement courtisés. Les nombreux logiciels pédagogiques d'enseignement à distance, d'outils de vérification linguistique, d'encyclopédie multimédia, leur permettent d'accompagner la scolarité de leurs enfants.

Hostilité du monde enseignant

Enfin, la firme met en place, depuis 2003, une opération à destination des enfants hospitalisés. Baptisée « Docteur Souris », elle fait bénéficier gratuitement les enfants d'un ordinateur portable et d'un accès Internet, leur permettant de correspondre par e-mail avec leurs parents et leurs proches.

Autant d'actions qui se heurtent cependant à l'hostilité du monde enseignant. Si celui-ci est également approché (remises tarifaires sur les produits, sites Internet d'enseignants...), l'intrusion du géant informatique semble mal vécue. Tandis que certains enseignants lui reprochent d'empiéter directement sur leur métier, d'autres s'interrogent sur l'arrivée d'un groupe privé dans le monde de l'Education nationale.

« La présence de Microsoft dans toutes les salles de classe, c'est clairement de la publicité. Or l'école n'est pas le lieu pour cela », tranche ainsi Jean-François Clerc, spécialiste de la question au sein du SNES-FSU, principal syndicat des enseignants de second degré. Microsoft est prévenu, il lui faudra encore convaincre.

MAXIME AMIOT

© 2005 Les Echos. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20050805-EC-04299920 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

LesEchos

Les Echos

COMMUNICATION, mercredi 19 mars 1997, p. 19

MULTIMÉDIA L'éducation et le multimédia sont l'un des sujets préférés de Bill Gates. La filiale française de Microsoft lance un programme baptisé " Graine de multimédia " dans onze écoles.

Microsoft France lance un programme multimédia dans les écoles

ROBERT Virginie

Bill Gates a un nouveau leitmotiv : il faut introduire le multimédia à l'école. S'il est impensable qu'un étudiant américain parte en cours sans son micro-ordinateur portable, il est habituel qu'un élève français n'ait jamais vu de PC dans sa classe. Sur les traces de son patron, Microsoft France, allié à Hewlett-Packard, vient de lancer une expérience originale dans onze écoles primaires, situées aussi bien en milieu rural qu'urbain. Cette initiative, baptisée " Graine de multimédia " concerne les classes de CM1 et de CM2. Chaque classe est dotée de 8 PC multimédia mis en réseau avec une imprimante, branchés sur le service en ligne MSN de Microsoft et sur Internet et dotés de quelques CD-ROM éducatifs. " Il ne s'agit pas d'ajouter un cours d'informatique, mais d'apprendre aux enfants à travailler avec ces nouveaux outils dans chaque matière ", explique Jean-Philippe Courtois. Les enseignants sont formés pendant deux jours et le programme est prévu pour

dix-huit mois au cours desquels les professeurs peuvent également élaborer et échanger des fiches pédagogiques. Un comité pédagogique a d'ailleurs été créé pour fixer les objectifs pédagogiques de cette expérience.

Cet effort coûtera 4 millions de francs à Microsoft. Le monde de l'éducation ne représente que 5 % à 10 % des chiffres d'affaires des fabricants de PC et des éditeurs de logiciels aujourd'hui, et on comprend d'autant mieux leur intérêt à développer ce marché.

En effet, l'informatisation des établissements français est faible : 540.000 PC installés pour 55.000 établissements scolaires (hors maternelles). A titre de comparaison, la Grande-Bretagne, qui compte deux fois moins d'établissements que la France, comptabilise 950.000 PC, soit 30 micros-ordinateurs par établissement contre 10 pour la

France. " Il faut trouver des mécanismes d'incitation à agir et de valorisation ", affirme Jean-Philippe Courtois, directeur général de Microsoft France. Il préconise la mise en place d'un programme de formation des enseignants qui conduise à " la maîtrise de l'outil au service de la pédagogie ". " Il s'agit de favoriser l'accès universel à la connaissance, et cela ne peut-être fait qu'à l'école ". Selon lui, il faut que l'Education nationale facilite la mise en place d'un réseau accessible aux enseignants, aux élèves et aux parents d'élèves. " Il faudrait donner une adresse Internet à chaque professeur, apprendre aux enseignants comme aux élèves les mérites du travail collectif et de l'échange ", insiste Jean-Philippe Courtois. Si les professionnels de l'informatique comptent sur davantage de mesures incitatives de l'Etat, certains se disent prêts, de leur côté, à offrir à l'avenir des tarifs plus serrés sur le matériel et les logiciels pour élèves et enseignants.

© 1997 Les Echos. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-19970319-EC-17359072 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Monde

Le Monde

Économie et Entreprise, mardi 10 novembre 2015, p. SCQ3

Le Monde Eco et entreprise

Le PDG de Microsoft sort son chéquier en France

Le groupe investira 83 millions d'euros dans des aides aux start-up et un partenariat avec l'éducation nationale

Sandrine Cassini

Rendez-vous au sommet, lundi 9 novembre, à l'Elysée. François Hollande reçoit Satya Nadella lors d'un rendez-vous en tête à tête. Pour sa première rencontre avec le chef de l'Etat français, le patron de Microsoft a apporté dans sa besace 83 millions d'euros d'investissements. Le premier éditeur de logiciels mondial va donner le coup d'envoi à un nouveau programme d'aides aux start-up de la « French Tech ».

En partenariat avec une dizaine d'accélérateurs en France, ces nids à start-up parmi lesquels le Numa, à Paris, ou Euratechnologies, à Lille, Microsoft fournira aux jeunes pousses des services de « cloud » - l'informatique dans les nuages - et des outils de big data. La première année, 300 start-up devraient en bénéficier. Montant de l'investissement : 70 millions d'euros. Le géant du logiciel va également passer un partenariat de 13 millions d'euros avec l'éducation nationale visant à aider au déploiement du numérique à l'école. A l'étude, l'utilisation du jeu Minecraft pour l'apprentissage du code.

Si les grands patrons ont l'habitude de rendre visite au locataire de l'Elysée, quelle que soit sa couleur politique, la tendance s'est accélérée sous la mandature de François Hollande, et

les chèques se sont multipliés. Cette année, le chef de l'Etat a reçu le patron de l'éditeur de logiciels SAP, Bill McDermott, et deux fois le patron de Cisco, John Chambers. Le premier a promis d'investir 100 millions d'euros dans les start-up françaises, le second 200 millions.

En parallèle, Facebook, Intel, Samsung et Salesforce ont ouvert de nouveaux centres de recherche à Paris. Des annonces dont le ministre de l'économie, Emmanuel Macron, qui s'est rendu à plusieurs inaugurations, s'est réjoui. Chez Microsoft, on tente de se démarquer, en rappelant que l'éditeur de logiciels, sur une dizaine d'années, a aidé 1 500 start-up, parmi lesquelles Criteo, et créé 7 000 emplois dans l'Hexagone.

Comment expliquer cet engouement soudain ? « *Il y a une guerre mondiale pour les talents, on s'arrache les développeurs. Nous bénéficions du couple formation en école d'ingénieurs et crédit d'impôt recherche. C'est très attractif* », analyse Guy Mamou-Mani, président du Syntec numérique, le syndicat des sociétés de services informatiques. « *Les entreprises américaines ont, pour la plupart, compris que le numérique ne peut pas les dispenser d'adopter des stratégies très localisées et*

d'investissements de long terme. L'Europe n'est ni un pays, ni un marché unique... », dit pour sa part Loïc Rivière, délégué général de l'Afdel, qui défend les éditeurs de logiciels.

Cisco revient de loin

Mais, si ces géants investissent, c'est en espérant s'y retrouver. Tout d'abord, ils prennent des risques limités. Le centre français de R&D de Facebook emploie seulement 25 ingénieurs, et celui de Samsung devrait compter une dizaine de personnes en fin d'année. Ensuite, ils ont tout à gagner en rachetant des start-up, dans lesquelles ils trouveront une technologie qui leur manque. Adobe n'a pas eu besoin de rencontrer François Hollande pour mettre la main sur le Français Neolane pour 600 millions d'euros.

Souvent, ces géants font de leurs investissements un des leviers visant à résoudre les problèmes qu'ils rencontrent. En délicatesse avec la presse, Google a lancé un fonds de 60 millions d'euros qui lui était destiné. Reçu en grande pompe à l'Elysée, Cisco, qui compte parmi ses clients l'Etat et le ministère de la défense, revient de loin. Il y a quelques années, l'entreprise, qui vend de l'équipement télécoms, était persona

non grata au sein de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, qui a voix au chapitre dans le matériel utilisé par l'Etat. A force d'avoir montré patte blanche, le géant américain, récemment ébranlé par l'affaire Snowden, est désormais fréquentable.

La recrudescence d'investissements s'inscrit dans un contexte réglementaire de plus en plus délicat. Au niveau national, le projet de loi porté par la secrétaire d'Etat au numérique, Axelle Lemaire, comporte des mesures anti-géants américains, comme la régulation des plates-formes ou la portabilité des données, facilitant leur récupération par les internautes.

Une ligne qui ne fait pas consensus au sein du gouvernement. Emmanuel

Macron promeut de son côté des dispositions destinées à renforcer l'attractivité de la France et à attirer les capitaux étrangers. En le soutenant, les géants américains espèrent que le ministre de l'économie l'emportera face à sa secrétaire d'Etat.

Forces « dissymétriques »

En attendant, de nombreux observateurs ont remarqué que la version finale de ce texte, présentée vendredi après consultation du public, n'avait retenu aucune des dispositions plébiscitées par les internautes en faveur du logiciel libre. Des mesures qui auraient défavorisé Microsoft à deux jours de la visite de Satya Nadella à Paris. Sans y voir de lien de cause à effet, Frédéric Couchet, délégué général de l'April, une association de défense du logiciel,

s'en désole. « *Les forces sont dissymétriques. Voilà dix ans que je propose une rencontre avec Richard Stallman [l'initiateur du mouvement du logiciel libre], en vain. C'est sûr que lui n'arrive pas avec son chéquier.* »

Mais le plus gros enjeu se situe au sein de la Commission européenne, qui tente de créer un marché unique du numérique. La France s'est associée à l'Allemagne pour défendre un certain nombre de mesures, telles que la régulation des plates-formes ou un label européen du cloud, favorisant les entreprises locales au détriment des groupes extra-européens. En misant notamment sur la France, les groupes étrangers veulent changer la donne.

© 2015 SA Le Monde. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20151110-LM-4620534 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Libération

MULTIMEDIA, vendredi 12 mars 1999, p. 33

Forum. Le logiciel libre Linux commence à se faire une place dans l'Education nationale face à Microsoft. Une école, des systèmes.

FIERE Rémy

L'omniprésent Microsoft ou le logiciel libre Linux? Même dans le domaine de l'éducation, la question de "quel système pour quelle école?" commence à se poser. D'un côté, la puissance de la firme américaine. De l'autre, l'émergence d'une autre solution, moins coûteuse, et qui grignote des parts de marché dans l'équipement scolaire. Même si le but avoué est le même aider les jeunes élèves à progresser dans le monde idéal du multimédia, un petit tour d'horizon s'impose.

"Il y a de la place pour les deux" par Philippe Mero, responsable du département éducation-recherche chez Microsoft-France.

"Personne n'a de réponse universelle sur la façon dont il faut équiper les écoles. On parle de l'utilisation de Windows et de l'apparition de Linux comme concurrent, pour moi, il y a de la place pour les deux. Et cela oblige tout le monde à être excellent.

"Nous, c'est un secteur que nous avons abordé du point de vue de l'expérimentation avec Graines de multimédia, il y a deux ans, en équipant des dizaines d'écoles primaires, en partenariat avec un fabricant d'ordinateurs et des éditeurs de logiciels. Maintenant, on propose des solutions adaptées, afin de diminuer les coûts pour les écoles. Ainsi, par exemple, les mairies

peuvent globaliser leurs achats pour les établissements scolaires, profitant d'une baisse des prix conséquente, de 30 à 40%.

"Linux, c'est vrai, se développe bien, mais c'est un système que j' imagine plutôt dans l'enseignement supérieur, parce qu'il existe des applications très concrètes que les applications Microsoft ne peuvent pas toujours concurrencer. Mais, de toute façon, l'objectif premier reste bien de proposer des outils, de les rendre familiers aux enfants, pas d'en faire des spécialistes de Linux ou de Windows."

"Linux a plus d'intérêt pédagogique" par Anne Vanderlove, ingénieur informatique, parent d'élève à l'école Truffaut, Paris XVIIe.

"Cela fait plusieurs années que l'on aide les enseignants à récupérer des ordinateurs déclassés. Et aujourd'hui, comme les locaux sont trop petits, il nous est impossible de créer une salle informatique, alors on voudrait monter les ordinateurs en réseau.

"Pour ce faire, nous avons choisi Linux. Il y a d'abord des arguments techniques: Linux est assez bien adapté pour concevoir un réseau. Puis des arguments financiers: si on voulait passer à une architecture en réseau sous Windows, cela coûterait une fortune. Or, pour l'instant, on ne dispose pas d'aide financière, même si

l'on va déposer une demande auprès de la mairie. Tout se fait avec nos propres moyens. Les logiciels libres, s'ils ne sont pas forcément gratuits, sont quand même peu chers. Et proposent une solution fiable et robuste.

"D'autre part, dans l'esprit, faire appel à des logiciels libres plutôt qu'à Windows nous paraît une démarche importante. Pour une raison civique, puisque aujourd'hui on utilise parfois des logiciels piratés, copiés. Ce qui n'est pas forcément un bon exemple pour les enfants. En plus, avec le monde Linux, on entre dans un cercle d'utilisateurs où les codes-sources sont libres et accessibles. Pour les enfants, pour leur formation, je trouve important qu'ils utilisent ce type de logiciels qu'ils pourront retrouver et faire évoluer plus tard, en programmant au collège, au lycée ou à l'université. Il y a un véritable intérêt pédagogique qui dépasse ce que pourraient apporter les solutions Windows."

"Lutter contre tout monopole" par Guy Pouzard, inspecteur général de l'Education nationale, président de la commission Informatique et Techniques de communication de l'Inspection générale.

"On a si souvent pesté contre certains monopoles d'Etat qu'il ne faudrait pas tomber dans le piège qui voudrait que

les monopoles privés soient plus valables. Cela n'est pas facile, car ce débat est presque toujours occulté par des prises de position partisans pour les uns ou pour les autres, qui rendent immédiatement suspects les arguments de simple raison.

"Mais je continuerai sans relâche à plaider pour la présence de plusieurs systèmes différents dans les écoles, ainsi que de différents logiciens auteurs, seul moyen d'éviter que le monopole commercial et financier d'une firme se traduise par la

catastrophe de la "pensée unique". La liberté de pensée aurait-elle encore quelque chance d'exister dans ce "meilleur des mondes"?"

© 1999 SA Libération. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-19990312-LI-142250 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

LesEchos

Les Echos, no. 20054
Innovation, lundi 26 novembre 2007, p. 23

Éducation

Les premiers enseignements de l'école du futur

CÉDRIC DUVAL

Espace de travail virtuel, tableau interactif, classe nomade : la high-tech s'implante dans l'éducation.

Avec le tableau numérique interactif de Smart Technologies, un doigt ou un stylet suffisent pour cliquer sur une icône ou déplacer une image. En médaillon, l'environnement numérique de travail Scolastance.

Devenue une priorité de l'Education nationale, l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement semble en passe de devenir réalité. A la suite des nombreuses expérimentations réalisées ces dernières années à l'initiative des collectivités, la France bénéficie d'un retour d'usage qui en fait un marché désormais mature. A l'occasion du salon Educ@Tice, la semaine dernière à Paris, des technologies faisant d'ores et déjà l'objet d'affectation dans les établissements scolaires ont été présentées. Elles permettent à la fois de faciliter la gestion scolaire et de favoriser la communication entre enseignants et élèves.

Au coeur de ces innovations, on trouve les espaces numériques de travail (ENT). Ce sont des sites Web (portails) permettant d'accéder, via un point d'entrée unique et sécurisé, à un bouquet de services numériques. Développés par des prestataires comme Orange ou Microsoft, mais

aussi par de jeunes pousses, ils ont pour ambition de mettre à la disposition de tous les membres de la communauté éducative des contenus pédagogiques, des informations administratives relatives à la vie scolaire, aux enseignements et au fonctionnement de l'établissement ainsi que de la documentation en ligne. « *C'est un formidable moyen de réconcilier natifs et migrants numériques* », assure Pierre Delisle, conseiller marketing chez GRICS, créateur du portail Edu-groupe. Les élèves et les parents peuvent consulter en ligne le cahier de textes, le suivi des compétences, les absences, réviser les cours de la journée ou encore converser avec le professeur.

A ce jour, 22 projets d'ENT portés par 19 académies en partenariat avec les collectivités territoriales sont en cours, et d'ici à 2008, la région Ile-de-France doit lancer un appel à projets. Cette dernière envisagerait de privilégier une solution « open source », ce qui aurait pour conséquence de mettre hors jeu des développeurs qui travaillent sous licence, à l'instar d'Itop. « *Si nous avons choisi de travailler sous licence Microsoft, c'est pour assurer la compatibilité mais aussi la pérennité de nos solutions*, assure Nicolas Collet, directeur général adjoint. *Notre expérience montre en effet que de nombreux projets reposant sur des*

logiciels libres ont souvent été abandonnés en cours de route. »

Chariot multimédia

Depuis 2003, l'Education nationale définit le cadre fonctionnel et technique de ces ENT dans son schéma directeur des espaces numériques de travail (SDET), mais laisse le marché se déployer. Chacun essaie par conséquent de se différencier. La société De Marque, après avoir adopté la solution de GRICS utilisée par 700.000 élèves au Québec, se lance aujourd'hui sur le marché français avec une offre intégrant des services de visioconférence ou de classe virtuelle pour l'aide aux devoirs. « *Nous sommes également associés à Orange, car cela nous permet d'assurer une véritable force de frappe en vue de déployer nos solutions à grande échelle* », indique Frédéric Basroger, directeur commercial chez De Marque. D'autres comme Scolastance, très implanté en France, parient sur l'ouverture de leur plate-forme aux services Web 2.0 et aux flux RSS, afin que l'élève puisse personnaliser son espace.

Autre outil en train d'émerger : la classe mobile. Il s'agit d'un chariot multimédia capable de transformer n'importe quelle salle de l'établissement en laboratoire informatique. A l'intérieur de ce

module, on trouve plusieurs ordinateurs portables, un vidéoprojecteur, une imprimante et un point d'accès au réseau local en Wi-Fi. Depuis son écran, le professeur est capable de surveiller l'activité de ses élèves et de transmettre des instructions ou des exercices.

Si ces innovations ouvrent de nouvelles perspectives dans

l'enseignement, encore faut-il que cela se traduise dans les usages. C'est pourquoi la plupart des solutions technologiques aujourd'hui proposées s'accompagnent de formations auprès des enseignants. « *Cela demande du temps au départ, mais permet d'en gagner par la suite* », indique Axel Guillemeau, responsable commercial chez JLK multimédia, spécialisé dans

les classes mobiles. En outre, les éditeurs de contenus développent des catalogues de plus en plus fournis de supports numériques. Voilà qui devrait faire oublier de mauvais souvenirs, lorsque des ordinateurs tout neufs restaient dans leurs cartons plusieurs années...

CÉDRIC DUVAL

© 2007 Les Echos. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20071126-EC-4652782 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Apple et Microsoft prêts à investir 750 millions de dollars dans l'éducation

Millochau, Guillaume

Barack Obama a obtenu l'engagement de grandes sociétés américaines pour investir 750 millions de dollars dans l'éducation. Les écoles devraient bénéficier d'un meilleur accès à l'Internet haut débit.

Microsoft va aider 300.000 jeunes des quartiers à trouver un emploi

Un iPad pour chaque élève: l'image est loin d'être futuriste. Barack Obama a annoncé mardi, lors d'une intervention dans une école du Maryland, que des entreprises du numérique avaient fait des promesses de dons à l'éducation. Elles auraient promis une enveloppe de 750 millions de dollars qui devrait «combler le fossé technologique» dans les écoles américaines, selon les déclarations de Barack Obama rapportées par l'Associated Press.

Apple devrait apporter au projet 100 millions de dollars en iPad et ordinateurs. Microsoft, de son côté, a promis de rendre son logiciel Windows disponible à bas prix et d'offrir 12 millions de licences gratuites de Microsoft Office. Le fournisseur d'accès à internet Verizon va également fournir 100 millions de dollars en liquide et en matériels. Les opérateurs mobiles participent aussi. AT&T compte investir 100 millions de dollars et Sprint s'est engagé à fournir l'accès à Internet à 50.000

étudiants défavorisés. La Commission fédérale des communications (FCC) va également doubler ses investissements, selon le New York Times. Elle veut, à terme, connecter 15.000 écoles et 20 millions d'étudiants à l'Internet haut débit d'ici deux ans.

Barack Obama a souligné que les écoles avaient en moyenne le même débit Internet que celui utilisé dans un foyer américain. La seule différence c'est que les serveurs des écoles sont utilisés par des centaines d'élèves. «30% des étudiants ont une vraie bonne connexion Internet dans leur classe, comparés à 100% d'étudiants en Corée du Sud», a précisé le président américain.

Cet engagement financier est sûrement l'acte le plus significatif du plan ConnectED souhaité par Barack Obama. Ce projet lancé en juin dernier promet d'«engager une étape nécessaire dans la construction d'un réseau haut débit dans les écoles américaines et les librairies, en s'assurant que 99% des étudiants américains puissent bénéficier de ces avancées dans l'enseignement et l'apprentissage», selon le document officiel de la Maison Blanche. «Dans un pays où on s'attend à du Wi-Fi gratuit dans un café, on doit assurément l'exiger dans nos écoles», a expliqué Barack Obama. «On a donc

décroché le téléphone et on a commencé à demander aux meilleures des entreprises de nous aider à ancrer nos écoles et nos librairies dans le 21ème siècle», a précisé le président des États-Unis. Et d'affirmer aussi que son projet allait bénéficier à des millions d'Américains, selon l'Associated Press.

Assurer le meilleur niveau d'éducation pour tous

«On fait vraiment ça pour les enfants», a déclaré Rose Kirk, présidente de la fondation Verizon dans une interview. «Je crois qu'il est parfaitement logique que nous utilisions notre technologie, nos ressources pour avoir un impact [sur l'éducation]», a-t-elle précisé. Le but est d'apporter un haut niveau d'éducation au maximum d'étudiants et «la technologie va devenir essentiel pour permettre cela», a déclaré Cecilia Munoz, directrice de la politique intérieure de la Maison Blanche. Même si les élèves bénéficient d'Internet à l'école, il restera des enfants défavorisés qui n'y ont pas accès chez eux, a souligné Gene Sperling, un économiste de la Maison Blanche. Parallèlement, promouvoir un meilleur accès à Internet c'est réduire le nombre de livres dans les cartables. «Les livres de Sasha [ma fille] sont beaucoup trop

lourds parfois, cela lui fait mal au dos», a souligné Barack Obama.

La France en retard

Un iPad pour chaque élève français? L'idée s'avère plus futuriste. Bien que de nombreux plans numériques aient été engagés dans l'Hexagone, les appareils numériques ne s'imposent pas dans les écoles. Et quand l'Etat offre des ordinateurs portables dans la région Languedoc-Roussillon, certains élèves n'hésitent pas à les revendre.

Un rapport du gouvernement paru en 2013 souligne que 41% seulement des

élèves de 4ème déclarent utiliser un ordinateur au moins une fois par semaine. Un constat lié au manque de formation des professeurs: seulement 28% des enseignants de classe de première ont participé à des formations à l'usage pédagogique des technologies de l'information et de la communication (TIC) en 2011-2012.

Microsoft est conscient du manque français. Le groupe veut «créer de l'appétence pour les métiers du numérique dans les quartiers» en France. La firme américaine souligne que le goût pour «le numérique

contraste avec la trop faible formation reçue par les jeunes concernant l'utilisation des outils numériques». L'entreprise compte aider 300.000 jeunes qui ont décroché de leur cursus scolaire à trouver un emploi dans le numérique. L'entreprise de Redmond veut pousser les jeunes «à acquérir les compétences, les outils et le réseau nécessaires à la révélation de leur potentiel».

Microsoft va aider 300.000 jeunes des quartiers à trouver un emploi

© 2014 Le Figaro.fr. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews:20140205-LFF-a5e6160c-8e47-11e3-aa3a-8b5a50ca9905 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Libération

ECONOMIE, lundi 2 novembre 1998, p. 20

Linux cogne aux fenêtres de Microsoft. Ce système d'exploitation gratuit séduit de plus en plus d'entreprises, menaçant ainsi la suprématie de Windows.

MAURIAC Laurent

Microsoft ne sait plus quoi penser de Linux. Jusqu'à l'automne, l'entreprise préférait traiter par le mépris ce système d'exploitation diffusé gratuitement via l'Internet et dont les développeurs s'échangent les secrets de fabrication pour sans cesse l'améliorer. En dépit de ses 4 à 8 millions d'utilisateurs (selon les estimations), c'était juste, aux yeux de l'entreprise, un hobby intéressant pour bidouilleurs. Linux, ce programme créé en 1991 par un jeune programmeur finlandais, Linus Torvalds, ne sortirait pas des disques durs des "nerds" (les fanas d'informatique).

Fiabilité, stabilité, rapidité. Seulement, on voit aujourd'hui fleurir ce système d'exploitation dans les entreprises. Mercredi, l'Education nationale décidait d'en favoriser l'utilisation (lire ci-contre). Linux commence sérieusement à empiéter sur le territoire de Microsoft, qui contrôle 90% du marché des systèmes d'exploitation. Et particulièrement sur celui de Windows NT, le produit destiné aux professionnels. "C'est le tueur de Windows NT", affirme Stéphane Fermigier, président de l'Aful (Association francophone des utilisateurs de Linux et des logiciels libres). "Linux joue dans la même division", ajoute cet ancien élève de l'Ecole normale supérieure, 31 ans, enseignant à Jussieu en

mathématiques. Un point de vue largement partagé, de Bernard Dufau, président d'IBM France ("Nous pensons que Linux représente à terme une menace pour Windows") à Roberto Di Cosmo (1) ("il n'existe pas d'entreprise assez riche - pas même Microsoft- pour lutter contre les talents conjugués des meilleurs programmeurs de la planète").

Le petit logiciel s'est déjà offert de beaux coups de pub: c'est avec Linux que les effets spéciaux du film Titanic ont été réalisés, sans que ses spectateurs n'aient eu, semble-t-il, à en pâtir. Plus grave pour Microsoft: Linux est en train de se tailler une réputation de fiabilité, de stabilité et de rapidité bien supérieure à Windows NT. Selon une étude du cabinet d'études Datapro, en 1997, c'est le système d'exploitation qui apporte le plus de satisfaction à ses utilisateurs en entreprise. Un exemple: France Télécom utilise Linux pour son site Voila. Ce site "portail" (point d'entrée sur le Web) arbore même un logo Linux sur sa page d'accueil (2). Son responsable, Laurent Souloumiac, se dit très satisfait de ce logiciel, non seulement économique, mais fiable: "J'y crois énormément", ajoute-t-il, avant de constater qu'à France Télécom, "il y a de plus en plus de gens qui utilisent Linux ou qui commencent à y réfléchir".

Depuis l'été, le logiciel enregistre des ralliements en cascade d'entreprises informatiques. Les grands développeurs de bases de données (Oracle, Informix, Computer Associates) ont annoncé des produits pour Linux. Le 29 septembre, Red Hat, principal distributeur du système d'exploitation, annonçait des prises de participation minoritaires d'Intel et Netscape dans son capital. Un tel engouement ne repose pas seulement sur les qualités intrinsèques du logiciel, mais aussi sur la recherche de moyens pour réduire la dépendance vis-à-vis de Microsoft. Lequel sait aussi, quand il le faut, se servir de Linux. "Une personne à Helsinki peut rapidement écrire le coeur d'un système d'exploitation sophistiqué", a affirmé John Warden, le principal avocat de Microsoft au début du procès. Commentaire agacé de Scott Rosenberg, responsable de la rubrique multimédia du magazine en ligne Salon (3): "Lorsque l'entreprise est dans son mode de gestion habituel - écraser les nouveaux venus et conquérir le monde-, elle fait peu de cas du défi représenté par Linux. Mais soudainement, quand c'est utile à ses objectifs dans le procès antitrust, elle élève Linux au rang de compétiteur."

Une affaire de spécialistes. Microsoft hésite sur l'attitude à adopter: depuis peu, Steve Ballmer, numéro deux de l'entreprise, déclare publiquement que

Linux est un concurrent sérieux. Dans un document remis à la SEC (Securities and Exchange Commission), Microsoft dit s'attendre à une concurrence redoublée de logiciels comme Linux. Pourtant, Marc Chardon, président de Microsoft France, continue de penser que son utilisation "fait de la maîtrise du système d'exploitation une affaire de spécialistes chevronnés. Il apparaît que Linux ne répond pas aujourd'hui aux exigences de la plupart des entreprises et encore moins du grand public" (4).

Les consultants du cabinet d'études IDC France donnent plutôt raison à cette argumentation: Linux serait un "phénomène de mode face à une tendance lourde du marché. Ce n'est pas ça qui va déstabiliser Windows NT à terme", estime Thierry Hamelin.

Virginie Bauvais, consultante spécialisée dans les systèmes d'exploitation, insiste sur la quasi-absence de Linux sur le marché français: "En dehors des articles de presse et des laboratoires de développeurs, son impact est à peine visible."

Pourtant, ce qui se passe aujourd'hui avec Linux rappelle l'évolution d'un autre outil informatique, lui aussi confiné à ses débuts aux milieux de la recherche: l'Internet, qui a obligé Microsoft à revoir en catastrophe sa stratégie. L'évolution qui a fait entrer le Web dans les entreprises et chez les particuliers se produit aujourd'hui avec Linux: la création d'interfaces graphiques utilisables avec la souris rend son utilisation comparable à celle de Windows ou de MacOS (le système d'exploitation qui équipe les

Macintosh). Des suites bureautiques (traitement de texte, tableur, etc.) sont en train d'apparaître. Netscape propose depuis longtemps une version de son programme de navigation. L'éditeur Corel a annoncé une version de son traitement de texte Word Perfect gratuite pour les particuliers. Avec ces produits, assure Stéfane Fermigier, "on peut mettre Linux dans les mains d'à peu près n'importe qui, des secrétaires aux cadres". Pour les particuliers, "il manque encore des CD-Rom et des jeux", reconnaît-il. En attendant qu'ils voient le jour, le président de l'Aful recommande: "Travaillez avec Linux et jouez avec Windows."

(1) Coauteur, avec Dominique Nora, du Hold-Up planétaire

(2) www.voila.fr

© 1998 SA Libération. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-19981102-LI-130677 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

LE FIGARO

Le Figaro, no. 16943
mardi 2 février 1999, p. 13-16

DOSSIER

L'an 1 de la planète communicante

Didier SANZ, Jean-Luc ANCEY

COMMUNICATIONS SANS FRAIS

Téléphoner au bout du monde, c'est bien. Y parvenir pour le prix d'une communication locale, ce serait encore bien mieux. Justement, c'est la promesse qui figure déjà sur des publicités pour d'étranges appareils aux allures de répondeur téléphonique, vendus environ 1 500 F, comme l'Aplio Phone. Vous trouvez cela trop beau pour être vrai ? Vous avez à la fois tort et raison. Tort, parce que la possibilité technique est réelle : en codant la voix de façon numérique, puis en l'acheminant sur Internet, on peut en effet l'envoyer aux antipodes presque instantanément, pour le prix quasi nul d'un courrier électronique. Mais vous avez raison, parce que le procédé exige des dispositifs de codage-décodage compatibles aux deux bouts de la ligne. Peu de particuliers sont prêts à faire les frais d'un tel équipement. En revanche, des sociétés ont commencé à commercialiser le procédé vers des destinations précises : on installe une antenne à Paris, une autre à San Francisco... ou à Ouagadougou, puis on vend des cartes d'abonnement. L'acheteur appelle un numéro à Paris, la société se connecte alors via Internet à sa succursale étrangère, et voici une communication internationale qui ne coûte en réalité que deux communications locales.

Ça marche... mais pas toujours très bien. Quand les tuyaux d'Internet sont engorgés, la conversation peut être hachée, ou entrecoupée de longs silences. Il n'empêche, l'offre est déjà inscrite au catalogue de toutes les sociétés proposant du CTI (couplage téléphonie-informatique). Les opérateurs téléphoniques qui ont pignon sur rue font la fine bouche tout en admettant qu'ils travaillent dur sur la question. En effet, si de telles conversations passaient par des réseaux à hautes performances au lieu du banal Internet, la technique pourrait se substituer graduellement aux communications par le réseau commuté traditionnel. De grosses économies en perspective pour les opérateurs... et donc, à terme, pour les abonnés.

INTERFACES VOCALES

Le téléphone ne saurait être le seul appareil à vous prêter une oreille attentive. En 2001, comme dans le film de Kubrick, votre ordinateur pourra vous parler, vous écouter, et même, jusqu'à un certain point, vous comprendre. Pionnier en matière de reconnaissance vocale, IBM commercialise avec succès depuis plusieurs mois divers logiciels permettant la dictée à voix haute, notamment Via Voice. Pour toutes les professions où des textes très semblables doivent être rédigés à

longueur de journée (ordonnances de médecins, actes de procédure judiciaire, etc.), le micro a démontré qu'il pouvait supplanter le clavier... quand on le relie à un ordinateur puissant, muni d'un correcteur orthographique évolué, et après quelques réglages permettant d'identifier la voix d'une personne précise.

Désormais entrée dans les mœurs informatiques, la reconnaissance vocale est sans nul doute vouée à y prendre sans cesse plus d'importance. Signes des temps, Intel a insisté sur les aptitudes particulières en ce domaine de son futur Pentium III ; et Microsoft a investi récemment dans une société belge spécialiste en la matière.

Certains se prennent à rêver à l'introduction de la reconnaissance vocale dans les appareils les plus divers, comme par exemple l'électroménager de cuisine, censé être difficile à manipuler avec des mains mouillées. En attendant, on peut déjà relever l'existence de quelques téléphones portables (notamment chez Matra, Philips et Pioneer) capables d'appeler n'importe lequel de vos amis dès qu'il vous entend prononcer le prénom adéquat.

De là à prédire la disparition totale des claviers, boutons et poignées, il y a un pas. Les esprits chagrins feront

observer que l'on peut déjà depuis plusieurs années commander un Macintosh à la voix... sans que la technique ait jamais fait la preuve de son utilité réelle. Qu'importe, un ordinateur doté d'une oreille attentive sera sans doute plus facile à vendre aux nombreuses personnes définitivement allergiques aux claviers.

ORDINATEURS REMODELÉS

Quels arguments les vendeurs d'ordinateurs de l'an 2001 pourront-ils invoquer pour convaincre les derniers réfractaires ? Eh bien, cette fois-ci, ils pourront enfin trouver mieux que la litanie des « plus » : plus rapide (au-delà de 500 MHz), plus puissant (notamment avec l'imposition du DVD-ROM en lieu et place du CD-ROM), doté de plus de mémoire (au-delà de 64 Mo)... Tout cela sera vrai, bien sûr, mais surtout le passage au III^e millénaire sera accompagné de quelques changements dans l'architecture des machines elles-mêmes.

Microsoft a d'ailleurs annoncé, lors de la sortie de Windows 98, que cette version de son système d'exploitation serait la dernière à se préoccuper de l'architecture des PC telle qu'elle avait été élaborée dans les années 80. En d'autres termes, le mot « compatible », qui avait tant fait pour la construction de l'empire Microsoft, va disparaître au moins pour quelque temps des argumentaires commerciaux, et avec lui quelques survivances d'un passé glorieux mais révolu. On assiste ainsi à la fin des slots de connexion ISA, dans lesquels se sont longtemps enfichées les cartes électroniques (modem, accélérateur graphique...) ; cela devrait se faire à peu près sans douleur, ce connecteur

ISA ayant été totalement supplanté par les slots PCI, plus adaptés aux exigences du Plug Play.

L'évolution de la connectique, à l'arrière de la machine, sera plus lourde de conséquences. Les ports série et parallèle, auxquels se sont raccordés pendant des années modems, souris et imprimantes, vont disparaître au profit de connecteurs USB et IEEE 1394 (appelé aussi Firewire ou I-Link). Le premier permet le branchement « à chaud », sans redémarrage de la machine, des périphériques les plus divers ; le second autorise des débits de 50 Mo/s et plus, particulièrement adaptés à la vidéo numérique.

Quant au portable de l'an 2000, il sera plus plat (entre 2,5 et 3 cm), plus léger (à peine plus d'un kilo), et surtout n'aura plus besoin de se mettre des fils à la patte : son interface infrarouge ou radio assurera les communications nécessaires avec les périphériques, en particulier les téléphones portables.

PROCESSEURS SURDOUÉS

Au coeur même des nouveaux ordinateurs, il n'est pas indispensable de prétendre tout révolutionner. Ainsi, le successeur du Pentium II, d'abord annoncé sous le nom de code de Katmai, s'appellera tout simplement... Pentium III. Il devrait apparaître au cours du premier semestre de cette année, et atteindre une fréquence de 500 MHz. Intel prévoit bien sûr d'installer le nouveau venu dans les machines de bureau les plus puissantes, tandis que le bas de gamme devra se contenter d'un modeste processeur Celeron... à 366 MHz, tout de même. Quant aux stations de travail et aux serveurs, Intel leur réserve un processeur

spécialisé, le Pentium III Xeon, lui aussi cadencé à 500 MHz.

La routine, quoi. Conformément au principe édicté au milieu des années 60 par Gordon Moore, l'un des fondateurs d'Intel, la puissance des microprocesseurs double à peu près tous les dix-huit mois... chez Intel tout au moins. Car les rivaux ont bien du mal à suivre. La Bourse a récemment fait chuter de 19 % en une seule séance le cours de l'action AMD, lors de l'annonce des résultats en demi-teinte de ce dernier. Le fondeur, qui s'était si brillamment inscrit sur le segment de l'entrée de gamme en 1997 et 1998, ne parvient plus en effet à répondre à la demande, et doit céder une partie de ce terrain au Celeron d'Intel.

C'est que les chaînes de production des processeurs coûtent de plus en plus cher, à mesure que la gravure du silicone devient plus fine. En l'an 2000, on passera au-dessous de la barre des 0,2 micron, et Intel prévoit d'atteindre 0,13 micron en 2002. Une gravure plus fine, cela signifie des puces que l'on peut forcer à une cadence plus grande sans qu'elles s'échauffent au point de fondre. Mais l'industrie informatique se rapproche des minima indépassables : la longueur d'onde des rayons X, la largeur des molécules. Pour aller encore plus loin, il faudra changer de matériau (IBM, notamment, travaille à remplacer l'aluminium des circuits électriques par du cuivre, plus conducteur), peut-être mettre au point des technologies nouvelles, et en tout cas investir dans des équipements toujours plus miniaturisés... et chers. Avec la disparition d'autres acteurs du secteur, la concurrence sur le marché des processeurs vit donc ses dernières années.

LOGICIELS LIBÉRÉS

Heureusement, il reste quelques francs-tireurs pour résister encore et toujours à l'envahissement de l'informatique standardisée. Ces déçus du progrès chèrement tarifés en ont assez de payer au prix fort des mises à jour et des ordinateurs toujours plus gourmands de puissance, pour ne pas être laissés à l'écart du progrès. L'industrie informatique en général et Microsoft en particulier se sont fait beaucoup d'ennemis à force d'imposer l'achat de logiciels lourds, complexes et chers à des clients qui ne souhaitent que combler au meilleur prix des besoins élémentaires.

Sur les groupes de discussion, la grogne des laissés-pour-compte du progrès informatique s'est toujours accompagnée de l'échange des mille et une recettes qui permettent d'éviter les dépenses inutiles. Mais quand ces révoltés sont aussi des programmeurs, cela va beaucoup plus loin : ils écrivent eux-mêmes, parfois en commun, les logiciels qui leur manquent, et les diffusent gratuitement, accompagnés de leurs listings. N'importe quel programmeur peut ainsi améliorer le code qu'il utilise, puis publier à son tour les améliorations qu'il a réalisées. C'est le principe directeur de la FSF (la Free Software Foundation), fondée dans les années 80. Il y a quelques mois, Netscape a créé la surprise en s'associant à cette démarche, et a rendu public le code source de son logiciel de navigation, Communicator.

D'une importance longtemps anecdotique, le logiciel libre commence à intéresser sérieusement l'industrie, surtout depuis qu'il dispose d'un système d'exploitation fiable et puissant pour défendre ses

couleurs : l'étonnant Linux, clone d'Unix pour PC traditionnels, créé au fil des mois par un aréopage de génies informatiques, dont le leader charismatique du projet, le Finlandais Linus Torvalds. Presque tous les spécialistes affirment que Linux est au moins aussi fiable que Windows NT... mais en plus, cet Unix du pauvre est totalement gratuit, tandis que le produit de Microsoft coûte plusieurs centaines de dollars par poste équipé.

Encore très rustique et difficile d'emploi, Linux ne sera sans doute pas le tombeur de Windows. Il est en revanche très possible qu'il se taille des positions solides dans des secteurs où la fiabilité et la puissance ont plus d'importance que la simplicité d'emploi : banques, réseaux propriétaires, gros projets de développement scientifique ou industriel. Plusieurs compagnies cherchent donc à poser leurs marques sur ce secteur. C'est notamment le cas d'Intel, qui a pris une participation dans Red Hat, éditeur de la version la plus répandue de Linux.

PUBLICITÉ OMNIPRÉSENTE

La communauté des internautes fait de plus en plus l'objet d'une bienveillance intéressée, indépendamment des nouvelles activités et des échanges commerciaux qu'elle génère. C'est qu'elle représente une cible de choix pour la publicité, chaque jour plus présente sur le Net. Rien qu'en France, les revenus provenant de la publicité sur Internet ont connu une progression de 127 % en un an, selon une étude réalisée par l'Internet Advertising Bureau avec Price Waterhouse Coopers. Ce qui représente au total plus de 37,5

millions de francs. Principale forme d'affichage de la publicité sur Internet : les bandeaux qui ornent les pages du web, suivi par le sponsoring qui commence à se développer. D'ailleurs, la publicité s'adapte à tous les nouveaux médias. Elle apparaît désormais sous forme d'affichettes dans des logiciels gratuits ou « freewares », et même sous le pointeur de la souris, qui prend l'apparence du logo de l'annonceur.

EMPLOIS EN LIGNE

Internet est aussi un vecteur de création d'emplois. Le cabinet Markess International estime que 250 petites entreprises auraient été créées en France autour des technologies d'Internet, employant 12 000 personnes au total pour un chiffre d'affaires de 8 à 10 milliards de francs. Et puis, le réseau mondial s'affirme de plus en plus comme une gigantesque base de données au service du marché de l'emploi. Pas seulement parce qu'une quantité croissante de cabinets de recrutement, d'offres de petites annonces et d'agences d'interim propose leurs services sur le web. Mais aussi parce qu'il devient l'un des outils de recherche préféré des entreprises à la recherche de collaborateurs. Ce que confirme une récente étude de l'Atelier, le pôle de veille technologique de Paribas. D'après ses résultats, le réseau mondial bouleverse le marché du recrutement, en particulier aux États-Unis où le recrutement en ligne connaît une croissance exponentielle : en 1997, 37 % des entreprises embauchaient sur Internet ; 96 % le feront en 2001. Une tendance qui profite davantage aux demandeurs d'emploi qu'aux intermédiaires traditionnels... contraints de s'adapter.

INTERNET REPENSÉ

Revers de son succès, l'Internet envahi par les internautes amateurs et la publicité ralentit, s'engorge, sature. La communauté scientifique et universitaire, qui était si tranquille sur le réseau des réseaux avant que le web ne s'y installe, en a assez de rouler pare-chocs contre pare-chocs sur les prétendues autoroutes de l'information. Elle appelle de ses vœux un réseau cent fois plus rapide et sécurisé, et qui lui serait réservé. Le nom de ce rêve : Internet 2, tout simplement. Le vice-président Al Gore s'est empressé d'en faire un thème électoral, et affirme sa volonté de construire aux États-Unis « le réseau de recherche et d'éducation le plus avancé au monde », à grand renfort de fibre optique. Une belle promesse électorale : au taux souhaité de 100 Mbps, l'équivalent de plus de 10 000 livres de poche pourrait être échangé chaque seconde d'un bout à l'autre des États-Unis ! Assez pour permettre l'actualisation permanente des bases de données les plus gigantesques, la vidéo plein écran, la répartition des calculs de fractales entre les machines des chercheurs... Mais ce n'est pas qu'une promesse électorale. Les tests techniques ont déjà commencé dans une université de l'Illinois, sous le patronage de l'industrie informatique, IBM et Cisco en tête. Et plus de 130 universités américaines se sont déjà ralliées au projet.

Résolument élitiste, Internet 2 ne devrait pas être relié à l'Internet de M. Tout-le-monde (contrairement aux souhaits du projet NGI, « Next Generation Internet », qui entend doter l'Internet banal de possibilités techniques tout aussi ambitieuses). Universitaires et scientifiques se

débarrasseraient ainsi des pirates, des espions, des plaisantins... et même du monde des affaires. Difficile à croire au pays de la libre entreprise. A moins qu'il ne s'agisse de susciter par émulation un énorme investissement privé dans des techniques similaires, destinées cette fois au grand public.

Encadré(s) :

RETOUR SUR L'ACTUALITÉ **Microsoft face à ses juges**

RETOUR SUR L'ACTUALITÉ Le **super-marché planétaire**

RETOUR SUR L'ACTUALITÉ Les **jeux vidéo se prennent au sérieux**

RETOUR SUR L'ACTUALITÉ Java **mène la danse**

Pour autant, Java est encore très loin d'avoir gagné son pari. Les programmes écrits directement pour une machine et un système d'exploitation précis (un PC sous Windows, en clair) sont plus rapides par nature, et pour cette raison ils représentent toujours la quasi-totalité des achats logiciels. Quant à la possibilité commercialement juteuse de faire tourner Java sur de petits dispositifs, comme les téléphones portables ou les photocopieuses, elle n'a pas convaincu grand monde jusqu'ici. Ce marché sera plus vraisemblablement conquis par des logiciels venus du monde des agendas de poche, comme les produits de Microsoft (Windows CE), Psion ou 3 Com. Java pourrait bien, en revanche, se tailler la part du lion pour tous les traitements informatiques délégués aux cartes à puce.

RETOUR SUR L'ACTUALITÉ Des **PC en tête de gondoles**

Comment les hypermarchés arrivent-ils à gagner de l'argent sur ces machines à prix sacrifiés, qu'ils ne vendent quand même pas en grosses quantités ? Avec pas mal de bagou et de savoir-faire commercial. Car il s'agit le plus souvent de se débarrasser des stocks d'invendus. Et surtout, à côté de ces produits d'appel qui suscitent plus la curiosité que l'achat, les hypers ont soin de placer d'honnêtes modèles d'entrée de gamme, vendus à des tarifs intéressants, sans plus. Les trois quarts du temps, le client repartira avec l'un de ces derniers.

RETOUR SUR L'ACTUALITÉ **Apple l'insubmersible**

- « Le multimédia au XXI^e siècle se caractérisera par la convergence de l'informatique et des télécommunications et va créer de nouveaux modes de consommation. »

- « Le consommateur pourra choisir entre la passivité, l'interactivité ou l'interpassivité, c'est-à-dire la possibilité de recevoir seulement les informations en adéquation avec ses centres d'intérêt. »

- « Les possibilités de communication d'Internet vont changer les habitudes des entreprises et du grand public dans la façon de travailler, de jouer, de consommer et de se former. »

- « L'ordinateur de demain ne sera plus considéré comme une machine, mais comme un compagnon élégant, facile à utiliser et doté d'une personnalité qui reflétera l'image de son propriétaire. »

- « Le consommateur pourra accéder facilement à des services d'information et de loisir quelle que soit leur origine ou leur mode de diffusion. »

- « Avec Internet, le petit peut jouer à armes égales avec le très grand, s'il sait proposer un service attractif, économique et répondant à un besoin. »

Illustration(s) :

Steve Jobs.

(DR.)

(DR.)

© 1999 *Le Figaro*. Tous droits réservés. ; *CEDROM-SNi inc.*

PUBLI-Cnews-19990202-LF-169431301 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Linux, le logiciel libre qui menace Microsoft

L'hégémonie de Windows, présent sur 90% des ordinateurs vendus dans le monde, va-t-elle être remise en cause? Le système d'exploitation libre Linux gagne sans cesse du terrain. Les grands pays asiatiques, en particulier, ont décidé de s'en servir pour mettre fin à la domination de Microsoft.

Jamais Microsoft n'a autant dominé le monde de l'informatique. Jamais, vingt-huit ans après sa création, sa présence n'a été aussi imposante. Pourtant, l'entreprise co-fondée par Bill Gates commence à voir se développer une réelle vague de contestation à son encontre. La condamnation pour "abus de position dominante" par l'Union européenne au mois de mars, qui résulte de plaintes déposées par les concurrents de la firme de Redmond, ne représente que le sommet de l'iceberg.

Plus important, les utilisateurs eux-mêmes commencent à leur emboîter le pas. Des utilisateurs d'envergure dont les choix pourraient être suivis massivement : de hauts responsables chinois, japonais et sud-coréens se sont ainsi réunis le 3 avril à Pékin afin de coordonner leur utilisation du système d'exploitation Linux et en faire ainsi un remplaçant viable de Windows.

Ce projet de coopération internationale a été révélé pour la première fois en septembre dernier. Lors de la réunion des ministres du

Commerce de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (Asean) dans la capitale cambodgienne, le ministre japonais du Commerce et de l'Industrie, Takeo Hiranuma, avait expliqué que "l'Etat (japonais) n'a aucune intention de renier quelque produit que ce soit. Mais Windows de Microsoft est totalement dominant malgré le désir de certains d'essayer les fonctions d'autres produits".

Avantages concurrentiels pour les logiciels libres

Linux est alors apparu comme le système d'exploitation le plus à même de rallier tous les suffrages. Développé en 1991 par l'informaticien finlandais Linus Torvalds, après le travail engagé dès 1983 par le chercheur du Massachusetts Institute of Technology Richard Stallman, il commence à remporter un certain succès. Ses avantages majeurs résident dans sa gratuité (ou son faible coût), sa liberté de copie et de modification. L'accès au code source des logiciels permet en outre de mieux détecter les failles de sécurité, qui constituent l'un des principaux reproches formulés contre Windows par ses utilisateurs, dont le gouvernement japonais.

Linux, qui est amélioré constamment par des programmeurs volontaires à travers le monde, possède néanmoins un inconvénient majeur: "la base des logiciels ouverts représentés par Linux est solide mais les logiciels

périphériques pour des utilisations telles que le traitement de texte, les tableurs et l'impression ne le sont pas", avait admis le représentant nippon. D'où l'organisation d'une réunion sept mois plus tard pour coordonner les efforts.

"Linux est une opportunité pour nous de réaliser une avancée dans le développement de logiciels, ajoutait à la mi-novembre Gou Zhongwen, vice-ministre chinois de l'Industrie de l'Information sur le site Internet du ministère. Mais le marché ne peut être développé à grande échelle sans soutien gouvernemental". Quelques jours plus tard, Li Gong, le directeur du centre de recherche de Sun en Chine, révélait la signature d'un accord avec China Standard Software Co Ltd, un groupement d'entreprises étatiques spécialisées dans la promotion des logiciels Linux, pour la livraison de 200 millions de copies de son logiciel de gestion. "Cela prouve que Linux va devenir la solution prépondérante en Chine, assurait-il alors. Les deux entreprises sont en train de mettre en place un faisceau de logiciels qui possède tout ce dont un utilisateur d'une entreprise, du gouvernement ou de l'éducation pourrait avoir besoin." L'Asie, base avancée de Linux

Que cette poussée "linuxienne" ait lieu en Asie n'a rien d'étonnant. Comme l'explique Martin Fink, vice-président du système Linux chez Hewlett-Packard, qui revendique le

rang de premier vendeur mondial de serveurs fonctionnant sous Linux, ce système "est le seul à répondre à des besoins très spécifiques d'applications en langues asiatiques", notamment avec les alphabets rares, comme le thaïlandais ou le coréen.

Deuxième avantage, déjà énuméré, son prix, largement inférieur à celui de Windows. Mieux adapté à des clients à budget plus réduit, il devrait connaître une adoption croissante "sur les marchés émergents d'Asie-Pacifique, Amérique latine et Europe centrale", assure Al Gillen, analyste chez IDC. Selon le cabinet d'études, s'il n'est présent que sur environ 3% des 160 millions d'ordinateurs vendus chaque année dans le monde, sa part devrait monter à 7-10% d'ici à la fin de la décennie.

L'augmentation de ses parts de marché pourrait être obtenue grâce au soutien de grandes entreprises en dehors des marchés émergents. Des groupes comme HP : "après la Chine, la Corée du Sud et le Japon, où la demande est particulièrement forte, nous allons également proposer des ordinateurs fournis avec Linux aux Etats-Unis et en Europe", a annoncé Martin Fink. Selon les termes de l'accord, le système d'exploitation Novell SuSe Linux deviendra le système Linux exclusif que HP "distribuera avec sa gamme de consoles de bureau et d'ordinateurs portables en Amérique du Nord" dans un premier temps. L'opération sera étendue à l'Europe, au Moyen-Orient, à l'Afrique et à la région Asie-Pacifique "à une date ultérieure".

Les administrations européennes intéressées

En ces temps de croissance modérée, les économies avancées poursuivent également des objectifs de réduction de coûts. Pour économiser 100.000 euros, la petite ville de Schwaebisch Hall, située dans l'Etat allemand de Bade-Wurtemberg, a ainsi décidé de remplacer totalement les logiciels Windows présents sur les ordinateurs de ses 400 employés par des produits Linux.

Schwaebisch Hall est ainsi la première municipalité à profiter de l'accord signé entre le ministre allemand de l'Intérieur Otto Schily et IBM, qui vise à populariser Linux. Munich a également annoncé le basculement de 14.000 ordinateurs Windows vers Linux. Et ce malgré le déplacement du président de Microsoft dans la ville allemande pour lui offrir 90% de réduction sur le coût initial des licences. En Angleterre, les municipalités de Newham, à Londres, et de Nottingham s'orientent dans la même direction.

En France, on n'en est pas encore là. L'Agence pour le développement de l'administration électronique (ADAE) n'est pourtant pas rétive au changement, comme l'a montré la publication en décembre 2002 d'un guide sur le passage aux logiciels libres. Elle cherche ainsi à "ouvrir à la concurrence les systèmes d'exploitation du parc d'ordinateurs de l'administration, estimé à un million, explique un représentant de l'Agence. Nous ne cherchons pas à tuer Microsoft et à imposer un autre système. Mais nous ne voulons pas laisser toute la gestion entre les mains d'une seule entreprise privée, américaine, et qui n'a pas les mêmes

objectifs de service public que nous. Qui plus est, notre but est, à terme, de pouvoir gérer nous même le réseau".

Comme le précise encore le responsable de l'ADAE, "il n'y a pas d'incompatibilité entre produits gratuits et produits payants. Nous effectuons donc nos choix en fonction de la demande de nos administrés". La France, touchée elle aussi par la mode Linux, devrait donc s'acheminer vers une coexistence entre les logiciels gratuits et ceux du géant de l'informatique.

Microsoft ne compte pas se laisser faire... Face à la multiplication de ces menaces, Microsoft n'a pas tardé à réagir. D'autant que depuis un an, l'entreprise dirigée par Steve Ballmer ne cache plus sa crainte de Linux. Suite à la déclaration commune des trois pays d'Asie du nord-est, son responsable pour les affaires gouvernementales en Asie, Tom Robertson, a ainsi demandé de laisser "le marché se charger de déterminer les vainqueurs de l'industrie du programme. Les gouvernements ne devraient pas être en position de le faire". Plus concrètement, quand des administrations annoncent leur volonté de passer à Linux, Steve Ballmer n'hésite pas à se déplacer et à casser les prix, avec des réductions de 90% sur le tarif habituel des licences. Rien de bien compliqué, quand on dispose, comme Microsoft, d'une trésorerie de 53 milliards de dollars...

© 2004 La Tribune (France). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20040413-TR-0ID1F68B5357615BDEFC1256E71004C821A - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Tristan Nitot (Mozilla) : "Le logiciel libre progresse à pas de géant"

Retrouvez l'intégralité du débat avec le fondateur et président de Mozilla Europe, qui organise et promeut le développement des logiciels libres Firefox et Thunderbird.

MCMic : Apache a conquis les serveurs, Firefox tient la distance chez les navigateurs, Thunderbird prend mes mails et GNU/Linux gère mon ordinateur... Dans quels domaines manque-t-il encore un sérieux concurrent libre ?

Sur le système d'exploitation du bureau (même si des progrès en termes d'ergonomie sont faits par les distributions comme Mandriva et Ubuntu), il y a encore beaucoup à faire. Mais même Apple a du mal à s'imposer sur ce segment de marché. Ca ne sera donc pas facile. Par contre, j'ai beaucoup d'espoir pour Linux sur le mobile. J'espère que nous aurons bientôt des téléphones mobiles fiables, innovants, et répondant aux attentes des utilisateurs grâce aux logiciels libres.

DLL : Google a montré hier les premières images d'Android, son système d'exploitation pour téléphone portable, et notamment d'un navigateur Web qui semble basé sur Safari. Où en est le projet de Firefox pour mobile ?

Nous avons actuellement un projet dont le nom de code est "Fennec" (petit renard à grandes oreilles). Il en est actuellement à sa version 0.2 et tourne sur Nokia N810. Il s'agit

encore d'un prototype. Nous devrions voir une version alpha pour Linux mobile et Windows mobile à partir du moi d'août. Nous espérons à terme disposer d'un Firefox mobile.

Les progrès spectaculaires en termes de performances et d'occupation mémoire réalisés dans le cadre du développement de Firefox 3 bénéficient directement au projet Firefox mobile, qui tourne sur des appareils dont la puissance est très limitée par rapport à un ordinateur de bureau.

PR : Y a-t-il réellement un risque, pour de grandes compagnies comme Microsoft ou autres, de perdre de façon très significative des parts de marché à cause du libre ? A-t-on des chiffres à ce sujet ?

Tout dépend des secteurs de l'industrie. Sur les navigateurs, Firefox ne cesse de grignoter les parts de marché d'Internet explorer. Sur les systèmes d'exploitation serveur, Linux est dominant. Mais sur le poste client, Linux est encore très minoritaire (1 % à 2 %), et sur le marché des applications "métier" d'entreprise, tout reste à faire. Sur la bureautique, Openoffice.org est impressionnant, et répond très bien aux besoins des utilisateurs.

Koba : Afin de concurrencer pleinement les logiciels propriétaires, les logiciels libres ne devraient-ils pas évoluer de leur propre chef plutôt que de vouloir

"copier" ou s'inspirer des logiciels propriétaires ?

Tout à fait. C'est d'ailleurs ce que nous faisons avec Firefox : barre d'adresse intelligente, extensions, support de nouveaux standards, performances... Le logiciel propriétaire est clairement à la traîne sur ces sujets-là.

PR : Le "passage au libre" dans les outils bureautiques ne pose pas de problème individuellement, mais cela ne va pas de soi dans une entreprise habituée à Windows et Office. Que recommandez-vous à ceux qui veulent organiser cela ?

Je pense pour ma part que les applications sont en train de passer au modèle Web, dans lequel le navigateur devient le principal, voire l'unique, logiciel. On a, chez Mozilla, une boutade : "le système d'exploitation n'est qu'un ensemble de *drivers* [programmes faisant fonctionner les périphériques de l'ordinateur, comme la carte graphique] servant à faire tourner le navigateur". Dans cette approche, Windows ne vaut pas mieux que Linux ou que Mac. Il est en arrière-plan, on l'oublie. Quant à l'application bureautique, elle est "dans le nuage", sur Internet.

Mais attention à la confidentialité des données !

Lippi Christian : "Libre" est-elle une mauvaise traduction de *free* en anglais qui veut dire "gratuit" ?

N'y a-t-il pas une confusion en France entre libre et gratuit ?

C'est plutôt en anglais que cette confusion existe. En français, liberté et gratuité sont deux concepts différents. Même s'il n'est pas toujours facile de faire passer ce message...

Merou : Le développement des logiciels libres ne souffre-t-il pas de problèmes liés aux coûts de production, de mise en route, d'évaluation et d'actualisation ?

Un des grands principes du logiciel libre, c'est "*release early, release often*", c'est à dire "sortir un produit tôt, et sortir fréquemment de nouvelles versions". Cette démarche est indispensable pour permettre la création d'une communauté de développeurs, ce qui va permettre d'étaler les coûts de développement sur une base élargie.

Ghostwalker : Les logiciels libres sont aujourd'hui présents sur tous les segments de la gestion d'entreprise. Pensez-vous que la grande révolution est passée ou reste-t-il encore de grand changement à venir pour les logiciels d'entreprises ?

En effet, le logiciel libre progresse à pas de géant. Il est dominant sur la partie infrastructures (systèmes d'exploitation, serveurs embarqués...). Toutefois, il y a encore beaucoup à faire sur l'applicatif et j'espère que nous allons continuer dans cette direction.

Rensi : Les logiciels libres qui marchent - comme Firefox - fonctionnent souvent sur plusieurs plateformes (Linux, Windows et Mac OS). Pour autant, ils sont souvent très discrets sur la

promotion de Linux. Est-ce que c'est parce que ce n'est pas pour eux une priorité ou est-ce parce que le mot "Linux" fait encore peur au grand public ?

Chez Mozilla, Linux est à égalité avec le Mac et Windows. Ce qui, rapporté à ses parts de marché, est clairement du favoritisme. Je pense que des logiciels libres applicatifs comme Openoffice.org, Firefox, Pidgin, et autres logiciels multi-plateformes sont autant de passerelles de Windows vers Linux.

L'expérience de la gendarmerie nationale, qui a annoncé son passage sous Linux, est à ce titre exemplaire : ils avaient déjà migré vers Firefox, Thunderbird et Openoffice avant de se décider à quitter Windows.

Versgui : Pensez-vous que le modèle économique des logiciels libres soit viable sur le long terme et qu'il puisse être indépendant ? Pensez-vous que Mozilla puisse se passer du partenariat avec Google un jour ou l'autre ?

C'est certain, le modèle économique des logiciels libres doit s'affiner. En ce qui concerne notre relation avec Google, nous savons bien qu'aucun partenariat n'est éternel, et c'est pourquoi nous avons un "fonds de réserve" qui nous permettra, si cela s'avère nécessaire, de continuer sans le soutien de grands partenaires.

"PERMETTRE À L'ACHETEUR DE REFUSER DE PAYER WINDOWS S'IL LE SOUHAITE SERAIT UN IMMENSE PAS EN AVANT."

Yenadumghar : Utilisateur de GNU/Linux depuis dix ans je constate qu'en France il y a des obstacles pour que le grand public

n'utilise pas ce système. Le principal frein est le marketing agressif de Microsoft, l'autre obstacle sont les *drivers* .

Il est certain que le "bundle" de l'OS (système d'exploitation) et du matériel est un frein à l'adoption de systèmes alternatifs. Il existe pourtant une loi française qui est bafouée quotidiennement : il suffirait juste qu'elle soit appliquée. Pour plus de détails, vous pouvez vous reporter à detaxe.org. La loi prévoit qu'on ne peut lier la vente de matériel (le PC) à la vente de services (la licence logicielle). Permettre à l'acheteur de refuser de payer Windows s'il le souhaite serait un immense pas en avant.

Sorsa : Microsoft vient d'être condamné par la Commission européenne, et sera désormais tenu de mieux diffuser les informations jusqu'ici gardées secrètes sur ses logiciels. Pensez-vous que ceci permettra aux logiciels libres de se développer ?

C'est indéniablement un pas en avant en termes d'interopérabilité [la possibilité pour des systèmes libres et propriétaires de fonctionner de concert]. Mais "le diable est dans les détails" : reste à voir si la façon dont Microsoft communique ces informations les rend exploitables pour la communauté du logiciel libre. Et là-dessus, l'expérience prouve qu'il ne faut pas s'enthousiasmer trop vite.

Par le passé, Microsoft a permis l'utilisation de telles informations, assortie de conditions telles que les auteurs de logiciels libres ne pouvaient pas s'y conformer (paiement de royalties, comptage de copies, interdiction d'ouverture du code).

JetSetWilly : Lors des débats sur la loi DADVSI en 2005, il a été beaucoup question de l'interopérabilité, en particulier à cause des verrous numériques imposés par Microsoft ou Apple sur les fichiers son. Est-ce qu'avec l'adoption de formats libres dans Microsoft Office et l'abandon progressif des DRM, le libre n'a pas remporté une grande bataille ?

Oui, le libre et les utilisateurs ont remporté une grande bataille en refusant les DRM [Digital Rights Management System, les moyens techniques de protection des fichiers audio ou vidéo]. Pourtant, la guerre est très loin d'être gagnée. La loi DADVSI a réussi à s'imposer malgré les dangers qu'elle représente. Il convient de rester extrêmement vigilant sur ces sujets, car les majors, Holywood, Microsoft, et peut-être même Apple n'ont pas encore dit leur dernier mot.

RenardDeFeu : Microsoft a réussi à imposer comme norme son format Open XML (format de fichier pour les logiciels de bureautique tels que les tableurs, les traitements de texte...) : est-ce que ça, par contre, ce n'est pas une grande défaite pour le libre ?

Ça n'est certes pas une victoire pour le libre, c'est le moins qu'on puisse dire. Mais si défaite il y a, c'est surtout pour l'ISO, l'organisme de normalisation, qui s'est décrédibilisé aux yeux de l'industrie - à cause des irrégularités multiples lors des votes - et parce que nous allons avoir deux standards répondant à un unique besoin. Si le sujet vous intéresse, je vous conseille de visiter digistan.org, pour participer à cet effort de

réappropriation des standards par les utilisateurs.

Universitaire : Comment aider les créateurs de logiciels libres ?

Il y a des façons très simples d'aider le logiciel libre. La première est d'en assurer la promotion auprès de ses proches, par exemple en leur proposant de participer au "Download Day" de Firefox. L'autre méthode consiste à faire des dons aux auteurs des logiciels que vous utilisez. On peut, bien sûr, en plus aider à la documentation, aux tests, voire au développement de ces mêmes logiciels.

Stéphane : Pourquoi l'éducation nationale n'annonce-t-elle pas un virage clair vers le logiciel libre (y compris pour son administration), comme l'ont fait la gendarmerie nationale ou le ministère de l'agriculture ? Y aurait-il des lobbies dans l'éducation ?

Le logiciel libre est une formidable opportunité pour l'éducation nationale, car il y a adéquation entre les valeurs du logiciel libre et celles de l'éducation nationale. Toutefois, les efforts en termes de marketing et de formation de Microsoft sont très importants, et influencent certains professeurs qui, peu passionnés par l'informatique, se sentent dépassés par leurs élèves souvent bien meilleurs face à un clavier.

Glazou : Tous les développeurs de logiciels libres ne peuvent adopter le modèle de financement de Mozilla [un partenariat avec Google, NDLR]. Les sociétés de services en logiciels libres

montrent rapidement leurs limites ; comment faire passer le logiciel libre d'un modèle où les acteurs

sont des bénévoles à de vrais emplois rémunérés et porteurs de croissance ?

C'est une excellente question. Je ne suis en effet pas certain que le modèle économique de Mozilla soit généralisable. Le modèle des sociétés services en logiciel libre, qui se financent en proposant des services liés aux logiciels libres, est un élément de réponse. Très généralement, je pense que le modèle du logiciel propriétaire de type "planche à billets" n'a qu'un avenir limité. Le temps où l'on vendait à prix d'or une copie d'un logiciel dont le développement était complètement amorti est derrière nous.

"JE SUIS PLUTÔT EN FAVEUR D'INITIATIVES INDIVIDUELLES, QUI DEVIENNENT COMMUNAUTAIRES, ET QUI DEVIENNENT DES SUCCÈS SANS DÉPENDRE DE L'ÉTAT"

Libre-accès : Est-ce qu'on peut imaginer un système de production fonctionnant comme la recherche scientifique publique, qui finance les coûts de conception, et met les résultats à la disposition de sociétés de développement qui "finalisent" les applications ?

On peut tout imaginer. Mais ce genre de choses dépend directement d'une volonté politique. Qui me semble absente, du moins pour l'instant. Je suis plutôt en faveur d'initiatives individuelles, qui deviennent communautaires, et qui deviennent des succès sans dépendre de l'Etat, dont certaines instances, pas toutes heureusement, ne mesurent pas le potentiel du logiciel libre.

Mathieu Dreot : Pouvez-vous expliquer en quelques lignes

pourquoi choisir Firefox 3 et non un autre navigateur concurrent ?

La meilleure façon de trouver la réponse à cette question, c'est de télécharger Firefox 3 le jour où il sortira. Pour être plus précis, Firefox 3, étant le résultat de trois ans de travail, a fait d'immenses progrès en termes de gestion de la mémoire d'une part, et d'autre part de rapidité d'exécution.

Côté interface utilisateur, la fonctionnalité la plus marquante est la barre d'adresse intelligente, qui donne un accès instantané à l'historique de visites et aux marque-pages quand on tape quelques caractères dans la barre d'adresse. C'est une fonctionnalité "intelligente" qui s'améliore au fur et à mesure qu'on l'utilise. On a presque l'impression que Firefox lit dans l'esprit de l'utilisateur quand il s'en sert. J'ajouterai à cela un nouveau gestionnaire d'extensions, un nouveau gestionnaire de téléchargements, un nouveau gestionnaire de mots de passe, et une bien meilleure intégration avec le système d'exploitation. Ainsi, l'apparence de Firefox diffère suivant qu'on utilise Windows Vista, XP, GNU/Linux ou Mac OS 10.

Il y a en tout plus de quinze mille changements entre Firefox 2 et Firefox 3. C'est dire s'il y a des choses à découvrir dans notre prochain navigateur ! Et puis il y a toujours notre mécanisme d'extensions (cinq mille disponibles à ce jour) qui permet à chacun de personnaliser son navigateur, et donc d'utiliser le Web à sa convenance, en toute sécurité.

RenardDeFeu : Si le système d'exploitation n'est qu'un ensemble de *drivers* servant à faire tourner le navigateur, ne peut-on pas imaginer qu'un jour, Mozilla lancera sa propre distribution Linux ?

Il ne faut pas prendre les boutades trop au sérieux. Cela dit, j'ai déjà vu - mais ça n'était pas un projet de Mozilla - un genre de "Firefox computer" qui était une Ubuntu [un système d'exploitation libre et sécurisé] dont l'unique application était Firefox. En fait, et c'est là toute la beauté du libre, tous ceux qui ont une idée peuvent assembler les briques du logiciel libre pour se constituer une solution sur mesure. Tout cela sans avoir à demander la permission à qui que ce soit.

Koba : Quelle est selon vous la raison qui va faire entrer massivement les logiciels libre sur les postes de travail aussi bien des professionnels que des particuliers ?

Le logiciel libre a déjà atteint un niveau de qualité remarquable. Ce qu'il faut maintenant améliorer, c'est sa visibilité. C'est dans cette optique que nous organisons le Firefox Download Day. C'est une initiative visant à établir un record du nombre de copies d'un logiciel téléchargé en vingt-quatre heures. Voir un logiciel libre établir un tel record est une façon amusante et efficace d'augmenter la visibilité du libre.

Jeff : Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur ce record du monde pour Firefox 3. Comment cela va-t-il se passer, quel est le chiffre attendu ? En comparaison, quel était le précédent nombre de téléchargements pour Firefox 2 ?

Pour l'instant, il faut s'engager à télécharger Firefox 3 le jour de sa sortie. On espère alors dépasser le chiffre de 1,6 million de téléchargements établi avec Firefox 2 le jour de sa sortie.

LEMONDE.FR

© 2008 Le Monde.fr. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20080531-LMF-1051715 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Point

Le Point, no. 1611

Économie, vendredi 1 août 2003, p. 46

Linux

Le cauchemar de Microsoft

Marie Bordet; Etienne Gernelle

Linux propose gratuitement le logiciel de base nécessaire au fonctionnement d'un ordinateur. Ses adeptes sont de plus en plus nombreux. Microsoft déclare la guerre

Bill Gates n'en finit pas de maudire ces fichus pingouins. Ces drôles d'animaux, symboles de Linux, sont devenus le cauchemar de Microsoft. Pis que ça : la cible à abattre. Fin mai, Steve Ballmer, le PDG de Microsoft, envoyait une lettre à tous ses employés. L'adversaire, un temps comparé à un « cancer », était clairement désigné : « *Linux*, écrivait-il, *est pour nous un incroyable défi.* »

Ce respect doit beaucoup aux performances de Linux. Début juillet - quelle percée ! -, les fabricants japonais d'électronique grand public (Matsushita, Sony, Sharp, Toshiba, Nec et Hitachi), plus le coréen Samsung et le néerlandais Philips, se regroupent pour voir comment plier aux spécifications Linux leurs nouveaux produits (jeux vidéo, magnétoscopes, télévisions...). Auparavant, en mai, la ville de Munich avait choisi Linux pour équiper 14 000 PC destinés aux employés municipaux, mettant ainsi fin à un vieux contrat avec Microsoft. Les rabais consentis et la visite de Steve Ballmer (qui a interrompu ses vacances en Suisse pour tenter de conserver le contrat) dans la capitale de la Bavière n'ont

pas fait trembler le conseil municipal ! « *Linux offre à notre ville une plus grande liberté* », expliquent les élus dans un communiqué de presse. D'autres administrations, au Japon, en France et ailleurs, réalisent que Linux leur permet d'économiser l'argent des contribuables.

Dans les entreprises, le cabinet d'études IDC estime que le nombre de serveurs d'entreprises (ordinateurs contrôlant un réseau d'ordinateurs) qui « tournent » sous Linux devrait atteindre plus de 25 % de part de marché en 2006. Même dynamique sur le marché de la bureautique, où le logiciel Open Office inquiète Microsoft Office. Pour ce qui est des ordinateurs personnels, si Windows, le logiciel de Microsoft, conserve une domination écrasante (plus de 90 % du parc mondial), Linux progresse aussi.

Les hippies de l'informatique

La lutte entre les logiciels libres (comme Linux) et les logiciels propriétaires (comme Microsoft) est frontale. « *Le temps des prix exorbitants, dus à l'absence de concurrence, est révolu* », assure François Mollard, vice-président de la division logicielle d'IBM pour la France. « *L'argument Linux est un bon moyen d'obtenir des rabais de Microsoft* », dit un expert. Les

adeptes de Linux sont maintenant pris au sérieux.

Et dire que tout avait commencé comme un jeu ! En 1991, Linus Torvalds (*voir encadré*), étudiant finlandais de 21 ans, bataille contre son ordinateur. Il se lasse des bogues du logiciel Windows et s'agace de la toute-puissance de Microsoft sur les PC. Alors, il s'attelle à développer son propre système d'exploitation (le logiciel de base qui fait tourner l'ordinateur). « *Inventer un système est sans discussion le plus bel exploit technique pour un développeur* », assure Stéphane Fermigier, le président de l'Aful (Association francophone des utilisateurs de Linux et des logiciels libres). Torvalds va suivre une démarche inédite : il publie l'état d'avancement de ses travaux sur un réseau alors balbutiant nommé Internet. « *Les informaticiens se sont immédiatement passionnés pour le projet* », dit Stéphane Fermigier. Le jeune Finlandais est inondé de centaines de contributions et d'idées. Ces hippies de l'informatique communient sur le Net et empilent les lignes de code. La « communauté Linux » est née. En trois ans, Torvalds dispose déjà du noyau d'un nouveau système. On l'appellera... Linux. Dans la foulée, une mascotte est adoptée : « Tux le pingouin ». Le logiciel est téléchargeable gratuitement sur l'Internet. Les développements de Torvalds ne lui

appartiennent pas, il les offre au public - démarche rigoureusement opposée à celle de Microsoft, qui fait payer, brevette et combat le piratage de ses logiciels.

« *Microsoft vénère la propriété intellectuelle et entretient l'opacité totale sur ses logiciels* », explique Bernard Lang, chercheur à l'Inria et militant du libre. Avec Linux, « *tous les utilisateurs sont copropriétaires* » du produit et peuvent modifier le code source à volonté. Linux n'est pas une entreprise, insaisissable, c'est un état d'esprit, presque une religion. Sauf que, maintenant, les babas cool du logiciel et développeurs bénévoles conseillent des entreprises, enchaînent les conférences, écrivent des livres. Et comptent parmi leurs adeptes des sociétés emblématiques du Web. Google, par exemple, fait tourner les 10 000 serveurs de son moteur de recherche avec Linux. L'allemand SAP, leader mondial des progiciels d'entreprise, et les grands de l'informatique américaine, tels Hewlett-Packard (HP), Dell... sans oublier IBM font confiance à Linux.

« *Linux, avec ses ayatollahs et ses moines, est devenu un business rentable* », dit Franz Meyer, directeur pour l'Europe du Sud de Red Hat, le plus gros éditeur américain de solutions Linux. Mais comment gagner de l'argent quand le logiciel est gratuit ? En fait, les sociétés commercialisent ce qui gravite autour de la plate-forme logicielle : des outils, des services, des applications, de la maintenance et de la formation. En bref, selon Franz Meyer, « *la matière première est gratuite. Tout le reste est payant* ».

Stratégie de lobbying

Le marché ne cesse de grandir pour Linux, dont le logiciel s'adapte facilement à toutes les machines : PC, téléphone portable, montre, serveur, ordinateur de poche, voire automobile, micro-ondes ou réfrigérateur... Mais, surtout, « *la mise au point d'un standard libre est une aubaine pour l'industrie informatique* », explique François Mollard, spécialiste des logiciels chez IBM. HP déclare avoir enregistré 2 milliards de dollars de chiffre d'affaires avec Linux en 2002. Quant à IBM, il n'a pas hésité à consacrer 1 milliard de dollars en 2001 aux logiciels ouverts. 250 ingénieurs de « Big Blue » travaillent à temps plein sur des lignes de code Linux. En Allemagne, dans le laboratoire de Böblingen, dédié à Linux, on raconte en blaguant que les ingénieurs IBM réussissent à installer Linux sur des serveurs géants en moins de temps qu'il n'en faut pour siffler une pinte !

« *Linux a capturé les coeurs et l'imagination de toute l'industrie informatique*, reconnaît Olivier Ezratty, directeur marketing de Microsoft France. *C'est difficile de se battre contre un mythe doublé d'une utopie.* » Alors, le géant Microsoft tente de comprendre. Et va au-devant de l'ennemi. Au Salon Linux Expo, au CNIT, début février à Paris, trônait un stand Microsoft. « *Les visiteurs étaient tellement étonnés de nous voir qu'ils nous demandaient de poser pour une photo* », s'amuse un employé de Microsoft. Pour l'image, et pour empêcher la fuite des clients, Bill Gates tente l'ouverture. Il révisé sa politique de prix. L'entreprise de Redmond courtise tout spécialement les grandes entreprises et les administrations qui ont des budgets faramineux. Un seul exemple : en

2002, le gouvernement fédéral américain a consacré 50 milliards de dollars aux dépenses informatiques ! Or, justement, « *les gouvernements sont les premiers à tester Linux*, explique Bernard Lang. *Car un pays ne peut se satisfaire de dépendre entièrement d'un système propriétaire et monopolistique* ». Conséquence des procédures antitrust engagées aux Etats-Unis, Microsoft a dû assouplir ses positions sur la fourniture d'informations. En janvier, il a lancé le programme GSP, qui offre le code source de Windows aux autorités d'un pays. La Chine, le Royaume-Uni, la Russie et l'Otan ont déjà signé des accords GSP. Et Microsoft est actuellement en négociation avec une trentaine de pays.

Mais, au-delà des légères concessions forcées à la transparence, Microsoft utilise un outil plus puissant : l'argent. Il peut se le permettre. Microsoft affiche une santé éclatante, insolente : son chiffre d'affaires (23,8 milliards de dollars en 2002) progresse, tout comme ses bénéfices (7,8 milliards !). Sa trésorerie déborde (50 milliards de dollars fin juin !) si bien que Microsoft distribue à la volée ses actions à ses employés.

Vers un débat politique

Quand Bill Gates, reçu comme un chef d'Etat, visite un pays, il n'a pas de mal à ouvrir son carnet de chèques : 750 millions de dollars pour développer l'industrie du logiciel en Chine, 400 millions pour l'éducation à l'informatique en Inde. « *C'est un placement de guerre dans la lutte contre le logiciel libre*, assure Stéphane Fermigier. *Bill Gates joue les pompiers devant les risques de propagation mondiale de Linux.* » Bien souvent, on s'en doute, ces aides

servent d'abord à promouvoir les produits maison. A Bangalore, par exemple, le leader mondial des logiciels va créer un centre d'aide technique pour l'utilisation... de logiciels Microsoft.

Mais il y a plus. Un article paru le 15 mai dans l'*International Herald Tribune* a mis le feu aux poudres. Il prétendait qu'Orlando Alaya, alors directeur des ventes chez Microsoft et numéro trois du groupe, aurait envoyé l'été dernier un e-mail (nom de code : « Microsoft Confidential ») à l'ensemble des équipes commerciales de la firme de Redmond. Il les informait que, en cas de concurrence extrême avec Linux, des fonds spéciaux (quelque 180 millions d'euros) se trouvaient à leur disposition pour emporter des marchés mettant en jeu de gros clients. Objectif pour Orlando Alaya : « En aucun cas perdre contre Linux. »

Toujours révélé par le *Herald*, un autre document confidentiel, intitulé « Législation sur les logiciels libres : stratégie mondiale », détaille la stratégie de lobbying de Microsoft pour contrer les initiatives législatives ou réglementaires favorisant l'utilisation des logiciels libres. Stratégie qui aurait trouvé des points

d'application en Allemagne, au Danemark et... en France. Insensiblement, du terrain économique le débat se déplace vers le politique. Cela pourrait peser sur le verdict, toujours attendu, de la Commission de Bruxelles, qui, depuis 1998, essaie de déterminer si Microsoft est coupable d'abus de position dominante. Microsoft, qui a échappé au démantèlement aux Etats-Unis, attend sereinement le verdict européen. La grande colonie des pingouins Linux, elle, espère secrètement une décision-sanction...

Encadré(s) :

Linus Torvalds : le trublion surdoué « C'est un peu étrange, au bout du compte, de travailler officiellement sur un projet auquel je me consacre depuis douze ans », explique, en juin, Linus Torvalds dans un communiqué : le père du système d'exploitation Linux vient de quitter son job dans une entreprise de la Silicon Valley pour rejoindre l'Open Source Development Lab (OSDL). Un consortium dont la mission est de promouvoir Linux auprès des entreprises. Un retour aux sources, en quelque sorte.

Baptisé Linus, d'après le physicien Linus Pauling et le personnage des «

Peanuts », le petit prodige a grandi à Helsinki dans une famille de journalistes. A 11 ans, son grand-père, professeur de statistiques, lui fait cadeau d'un Commodore VIC-20, l'un des premiers ordinateurs. Le jeune Linus se met à écrire ses programmes. Sa famille ne comprend rien à ses inventions, mais le laisse pianoter à sa guise dans sa chambre.

En 1996, alors qu'il finit sa thèse, un ami lui propose un job dans la Silicon Valley, chez Transmeta, une start-up lancée par Paul Allen, un des fondateurs de « l'ennemi » Microsoft. Comme elle planche sur un projet ultrasecret de puce révolutionnaire, il est excité par le défi technique. Torvalds, père de trois petites filles, quitte donc la Finlande avec sa femme Tove, six fois championne nationale de karaté, et s'installe à San José. « Je ne pense pas que Linux soit la seule chose importante dans ma vie », déclare-t-il à un journal australien. Tout de même, suggère-t-il avec humour dans son livre, si d'aventure on tourne un film sur sa vie, il espère bien qu'il sera interprété par Tom Cruise **Hélène Vissière (à San Francisco) Hélène Vissière (à San Francisco)**

© 2003 Le Point. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews20030801-PO-161104601 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



l'Humanité

Cuisine, vendredi 18 décembre 2015

Des économies avec le logiciel libre titre 1 ligne Les bonnes habitudes...

Fernando Lanero, un professeur d'informatique, explique que le simple fait d'avoir fait migrer le parc informatique de son collègue vers le libre a fait économiser à l'établissement 35 000 euros en un an. De l'argent qui a pu être reversé directement dans l'éducation des élèves, et non dans des licences Microsoft...

100

C'est, en milliards d'euros, le chiffre d'affaires mondial du numérique à l'école. Un marché dont on attend une croissance de 1 500 % sur dix ans.

TXt brève 200s

« Ce que veut Microsoft en ce moment, ce n'est pas que vous

utilisiez telle ou telle tablette, c'est que vous utilisiez des logiciels Microsoft, pour vous y habituer ». Pouhiou, chargé de communication de Framasoft.

© 2015 l'Humanité. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20151218-HU-320844 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Libération

Futurs, lundi 19 octobre 2015, p. 19

Logiciel libre L'ouverture du code

Amaelle Guiton

La légende veut que ce soit en souhaitant modifier le pilote d'une imprimante Xerox récalcitrante et en découvrant qu'il n'avait pas accès au code source que l'informaticien américain Richard Stallman ait eu, en 1980, le déclic qui le pousserait à initier le mouvement du «logiciel libre» : celui que chacun peut librement utiliser, étudier, modifier et partager - ce qui implique l'ouverture du code. *«Il s'agissait de renverser la tendance qui voulait qu'un utilisateur n'ait aucun droit sur le logiciel»*, explique Hugo Roy, membre de l'équipe juridique de la Free Software

Foundation Europe (FSFE). Une démarche qui, dit-il, *«résonne aujourd'hui, quand tout s'est transformé en ordinateur : nous en avons le parfait exemple avec les mobiles connectés ou les voitures Volkswagen»*.

A l'inverse des programmes conçus comme des «boîtes noires», le logiciel libre assure le partage, la transparence et la coopération. Le navigateur Firefox, la suite bureautique LibreOffice, le lecteur multimédia VLC n'en sont que quelques exemples. A rebours des idées reçues,

l'écosystème du «libre» ne vit pas que de collaboration et d'eau fraîche : quand le code est un bien commun, les *business models* sont basés sur les services (notamment aux entreprises). Le modèle s'est étendu aux bases de données - ainsi la mairie de Paris en diffuse-t-elle sous licence libre sur le site ParisData - et au matériel «ouvert» (ou *open hardware*) : les «bidouilleurs» d'électronique ont adopté les circuits imprimés fabriqués par l'italien Arduino, dont les plans sont librement disponibles.

© 2015 SA Libération. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20151019-LI-d07337fc-75b7-11e5-9cf2-bb52c9a73973 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Amiens invente l'école numérique de demain

ÉDUCATION Dans la ville de Gilles de Robien, ancien ministre de l'Éducation, une école primaire a tout misé sur les nouvelles technologies.

Marie-Estelle PECH

ADRIEN, Laura, Camilla, tous en CM2 à l'école Châteaudun d'Amiens, créent leur « carte mentale » de la Renaissance sur un tableau blanc interactif. Celui-ci allie les avantages d'un écran tactile et de la vidéoprojection. Il a remplacé le tableau noir. Christophe Colomb, la cathédrale d'Amiens, l'imprimerie : chaque élève énumère ce que lui évoque cette période de la Renaissance. «

On apprend plus vite et mieux parce qu'on participe
», estime Laura.

Le tableau interactif permet de déplacer des objets, de les réduire, de les transformer. Une possibilité intéressante pour la géométrie notamment. Les élèves peuvent corriger ou compléter depuis leur table, avec un stylet électronique et une ardoise interactive. «

Tous les regards sont focalisés sur le tableau parce que c'est ludique . Cela les rend réactifs et attentifs , c'est leur univers, ils sont nés là-dedans

», observe Christophe Caron, l'enseignant. D'ici à quelques années, Bruno Nibas, le directeur de l'école en est sûr, les écoliers de France auront un ordinateur dans leur pupitre, et n'auront plus besoin de porter ces

cartables surchargés qui leur scient les épaules. Ils utiliseront un e-book. Les instituteurs, eux, pourront réduire leur budget de photocopies de façon importante.

L'espace de la classe devrait être modifié, avec de «
petites alcôves numériques
» où les enfants se regrouperont par compétences : «

Tout le monde ne sera plus obligé de faire la même chose au même moment
», espère-t-il. En attendant ce « grand soir » du tout-informatique, Bruno Nibas commence à mettre en place l'école du XXI

siècle. Son école, sélectionnée par Microsoft, fait partie d'un programme innovant concernant douze établissements à travers le monde.

Des parents réticents

L'objectif ? Adapter la pédagogie des enseignants aux nouvelles technologies et mieux comprendre leurs futurs besoins. L'expérience existe depuis deux ans. Au fur et à mesure, l'école a demandé des tableaux blancs interactifs, des vidéoprojecteurs, des ardoises numériques, une imprimante. Chaque enseignant dispose d'un ordinateur portable. Le rectorat et l'agglomération d'Amiens financent le

projet. Tous les jours, les élèves passent entre une demi-heure et une heure quinze à travailler, dans l'école, avec un outil informatique.

Et nombre d'entre eux font leurs devoirs sur ordinateur à la maison : des enseignants anglais, reçus par le directeur, ont enregistré des listes de mots et des dialogues sur des fichiers MP3 mis à disposition sur l'intranet de l'école avec les cours. «

On peut réécouter et vérifier chez soi, si on a un doute pour la prononciation

», explique Geoffrey, en classe de CM2.

Pour réconcilier les parents avec l'informatique et la pédagogie, un élève a même été filmé en train de faire une division et d'expliquer comment on la lui avait enseignée. «

La réticence à l'outil technologique est plus forte en France que dans les autres pays européens »

, souligne Thierry de Vulpillière, directeur des partenariats éducation pour Microsoft France.

Bruno Nibas reconnaît que certains enseignants ont eu du mal à s'adapter. Des parents ont aussi émis des réserves : «

Quel est l'intérêt pour mon enfant de pianoter sur un ordinateur ? Je

préfère qu'il fasse du français et des maths messagerie interne de l'établissement pour poser des questions ou prendre un rendez-vous. Leur regard a changé, car l'école respecte toujours à la lettre les programmes scolaires, même si elle ne les enseigne plus tout à fait de la même façon.

», s'est-il parfois entendu répondre.

Mais aujourd'hui, certains utilisent la

Illustration(s) :

Les tableaux blancs interactifs de l'école Châteaudun allient les avantages de la vidéoprojection et d'un écran tactile. L'élève agit dessus grâce à un stylet électronique et une ardoise.

Maxime Raymond / Devine

© 2008 *Le Figaro*. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20080522-LF-103x20x2504703813 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

LesEchos

Les Echos, no. 20027

Collectivités locales, mercredi 17 octobre 2007, p. 7

Éducation

L'Ile-de-France distribue 173.000 clefs USB

DOMINIQUE MALECOT

La région distribue à 175.000 lycéens, apprentis et professeurs une clef USB pourvue en logiciels libres et qui leur permet de retrouver leurs documents sur tout ordinateur.

La région Ile-de-France distribue actuellement quelque 173.000 clefs USB à des lycéens, des apprentis et des professeurs qui vont leur permettre de retrouver, sur n'importe quel ordinateur moderne, leur environnement de travail et leurs documents. « *Aucune institution ni collectivité n'a jamais réalisé une distribution de cette envergure. Elle*

va permettre d'optimiser le travail au quotidien des élèves et professeurs », explique-t-on à la région. Cette initiative, qui représente un budget de 2,6 millions d'euros, complète un programme dans le cadre duquel 138.000 ordinateurs ont été fournis aux lycées (une machine pour trois lycéens) et 468 établissements ont été dotés de réseau et d'accès Internet. Chaque clef, conçue avec la SSII spécialisée Mostick et le fabricant français Emtec, contient pas moins de 19 logiciels libres (traitement de texte, tableur, navigateur Internet, messagerie électronique, lecteur audio

et vidéo, antivirus...) et un espace de stockage de 600 Mo. La portée réelle de cette distribution pourrait être encore plus large en ce qu'elle permettra aux étudiants de se familiariser avec les logiciels libres installés sur la clef. Cela alors qu'ils disposent le plus souvent dans leur environnement de solutions proposées par Microsoft qui pratique, comme d'autres éditeurs, une politique tarifaire de nature à pousser les étudiants à faire leur apprentissage sur ses produits. Une évaluation du dispositif est prévue dans un an.

D. MA.

© 2007 Les Echos. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20071017-EC-4636632 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Parisien
ESSONNE, mardi 9 octobre 2007, p. 1

Education

Une clé USB à tous les lycéens de seconde

Louise Colcombet JUVISY, HIER. Le président PS du conseil région

LA RÉGION s'est offert hier matin une première mondiale... quitte à se froisser avec Microsoft, le géant de l'informatique et des logiciels. C'est au lycée professionnel Jean-Monnet, à Juvisy-sur-Orge, que le président PS du conseil régional Jean-Paul Huchon a lancé la distribution de 220 000 clés USB dans l'Ile-de-France. Elles vont être offertes cette semaine à tous les élèves de seconde, de première année de CFA (centre de formation des apprentis) ainsi qu'à leurs professeurs. Une opération inédite qui vise à réduire la « fracture numérique » parmi les élèves. Montant de la facture : 2,6 millions d'euros. Sur cette clé, outre un espace de stockage, les lycéens auront à leur disposition

19 logiciels libres - feuilles de calculs, traitement de textes, vidéos, etc. - qu'ils peuvent utiliser et faire circuler à leur guise car ils sont... gratuits. Faute de pouvoir distribuer à tous un ordinateur, les élèves disposeront d'un véritable « bureau mobile » consultable depuis n'importe quel ordinateur. Une initiative qui ferait un peu grincer des dents chez Microsoft. L'entreprise, numéro un du secteur, ne voit pas d'un bon oeil cette concurrence inattendue. Elle aurait même contacté la région lors du vote de la motion, en janvier, pour s'en plaindre. Contacté hier, le géant américain a fait savoir qu'il ne souhaitait pas communiquer. « La région diffuse ces produits comme

nous nous diffusons les nôtres, nous n'avons rien à en penser », se borne-t-on à répondre. Du côté de la région, le côté militant de l'initiative - la mouvance du logiciel libre est proche du mouvement altermondialiste - est assumé. « Ces logiciels sont fondés sur une autre philosophie que celle de Bill Gates et de Microsoft », a déclaré hier Jean-Paul Huchon. Pour autant, la fameuse clé USB ne sera exploitable qu'à partir de Windows, le logiciel phare de Microsoft. « Les élèves ne connaissent pour la plupart que cela, ils auraient été désarçonnés de ne pas l'avoir », explique Jean-Baptiste Roger, le Monsieur Nouvelles Technologies de la région.

Illustration(s) :

LP/L.C.

© 2007 Le Parisien. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20071009-PA-291228983 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Nouvelle République du Centre-Ouest
INFORMATIONS GÉNÉRALES, mardi 9 mars 2004, p. VII

FRANCEéducation - EN BREF

Microsoft présente son premier produit destiné à l'éducation

Microsoft et ses partenaires (Hachette, Hatier, Activ Cebea, Infostance, OMT) organisent un tour de France, du 10 mars au 16 avril, qui leur permettra d'aller à la rencontre des chefs d'établissements et de leurs responsables informatiques.

En tout, 14 villes étapes permettront d'échanger sur la place des nouvelles

technologies dans l'enseignement secondaire et de présenter particulièrement le premier produit Microsoft dédié au monde éducatif, Class Serveur. Ce nouvel outil de gestion de contenu, lancé ce mois-ci, qui s'appuie sur des technologies innovantes, a été développé et adapté pour les enseignants et leurs élèves en

collaboration avec de nombreux partenaires et des acteurs majeurs du monde éducatif.

Les chefs des établissements des académies, collèges et lycées, et leurs responsables informatiques, sont attendus aux CDDP de Tours le 19 mars, au CRDP de Nantes le 24 mars et à celui de Poitiers le 26 mars.

© 2004 La Nouvelle République du Centre-Ouest. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20040309-NR-013062047 - Date d'émission : 2016-03-28

Ce certificat est émis à TELECOM-PARISTECH à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)